



le peuple breton

7f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 217 - JANVIER 1982

LE SILLON UNE BANLIEUE DE BRETAGNE



M 2331 - 217 - 7,00 F

LANESTER: LES DESSOUS DE M. KRETZ

Le Peuple Breton

**Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtiques**

BREIZ vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZ, 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE

Téléphone **60.21.62**

BREIZ, 10, rue du Maine
75014 PARIS

Téléphone **320.84.60**

BREIZ, 17, rue de Penhoët
RENNES

Téléphone **79.01.87**

**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**

lettre
décor
sérigraphie



Z.A.C. de BREST
Kergaradec
Tél. 02.10.63



peintre
en
lettres

48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél. : 02.61.41



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne · tissus · cuisines aménagées

Roazon
krampouezh
mat...

"tí LOÏK"
32, rue de la Visitation
Tél. 79.00.83

EDITIONS 

CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines
racontée par les meilleurs auteurs bretons.

Plus de 150 titres publiés

Catalogue général sur demande



CRÊPERIE - BAR

An Digarez

Sainte-Christine - PLOUGASTEL-DAOULAS Téléphone 40.55.06

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33

IMPRIMERIE

Claude HERCOUET

1, rue Saint-Martin
LAMBALLE - Tél. 31.27.47

*Meubles et Machines de Bureaux
Service Après-Vente Assuré*

RADIO - TELEVISION

J. ALLAIN

21, rue de la Corderie
22 - SAINT-BRIEUC

Dépositaire
PHILIPS - SCHNEIDER



BACCHUS

BIÈRE · SPIRITUEUX · WHISKY

Halles Saint-Martin

CASH

Route de Gouesnou - BREST

Téléphone : 42.11.21

A Mesmerrien, face aux maisons Brosolo

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

UNE DATE A RETENIR

Octobre 1981, une date à retenir. Pour nous. Avant elle, lorsque nous faisons des expéditions individuelles de « Peuple Breton » (c'est-à-dire hors routage), elles revenaient à 0,80 F l'exemplaire. Un tarif réservé à la Presse. On a les privilèges qu'on peut, n'est-ce pas ? Eh bien, c'est-fini ! Désormais, un journal (toujours hors routage) est acheminé comme un pli non urgent, c'est-à-dire au prix de 2,60 F l'unité. L'augmentation (passage de 0,80 F à 2,60 F) est de 225%. Faut le faire. D'accord, ça va pas casser la baraque. Mais, comme on dit quand on veut bien causer, ça va nous pénaliser. Nous, puisqu'on fait partie des petites publications dont le seul mode d'expédition est les Pétété. C'est ça les nouvelles mesures d'aides à la Presse ? Chapeau !

1^{ère} liste

M. Guéguen, Brie de l'Odé	20,00
R. Le Ferrec, Brie de l'Odé	20,00
S. Corlay, Languidic	20,00
F. Kerrain, Bégard	20,00
C. Gogry, Montmorency (95)	20,00
E. Coin, Caen (14)	20,00
H. Martin, Perros Guirec	50,00
R. Le Priellec, Lorient	20,00
G. Protin, Gradignan (33)	20,00
P. Le Bihan, St-Malo	10,00
A. Pereira, Brest	20,00
D. Dommel, Strasbourg (67)	50,00
P. Cousin, Fecamp (76)	50,00
E. Denes, Rennes	20,00
F. Riou, Limay (78)	20,00

Anonyme, Nantes	50,00
A. Talarmin, Brest	20,00
A. Kervern, Brest	50,00
J. Quéréllou, Montpellier (44)	20,00
B. Jacolot, St-Renan	50,00
G. Després, St-Sébastien sur Loire	20,00
Alain M., La Forêt Fouesnant	25,00
S. Debladis, Coueron	20,00
A. Piriou, Aubervilliers (93)	100,00
M. Berder, Lesneven	20,00
J.D. Boucher, Le Sel de Bretagne	20,00
D. Dommel, Strasbourg (67)	50,00
F. Rio, Grande Bretagne	15,00
G. Le Saux, St-Brieuc	50,00
Y. Le Berre, Nantes	50,00
R. Abiven, Garches (92)	20,00
R. Tassel, Cabourg (14)	10,00
Kreizenn R. Hémon, Guingamp	10,00
J.C. Chapron, Paramé	50,00
J. Caignon, Rennes	30,00
X. Bordic, Nantes	20,00
S. Hérou, Charenton (94)	20,00
M. Donguy, Lingolsheim (67)	10,00
J. Rolland, Sartrouville (78)	10,00
Pour que le Peuple Breton devienne encore plus populaire	60,00
X. Ansquer, Quimper	50,00
J. Loaec, Plouarzel	40,00
T. Sternis, La Roche Surforon (74)	50,00
H. Delpech, Bourg la Reine (92)	50,00
E. Calvez, Laz	20,00
Y. Fieret, Arnouville les Gonesse (95)	30,00
Y. Floquet, Belle Isle en Terre	20,00
J.P. Calonnec, Gagny (93)	20,00
R. Arnault, Chelles (77)	50,00
R. Le Guellec, St-Brieuc	50,00
H. Guillermin, Orvault	20,00
P. Brabant, Rosporden	20,00
L. Cotten, Quimper	20,00
D. Kerjoant, Cergy (95)	50,00
J. Bedard, Arnouville Les Gonesse (95)	50,00
M. Martin, Plumeliau	10,00
F. Bannier, St Quay Portrieux	20,00
B. Rouxel, Vendôme (41)	50,00
J. Tréguer, Angers (49)	50,00

Total 1^{ère} liste..... 1900

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX
Tél. : (98)46.18.24

Rédaction : Pierre Gallais
Directeur de la publication :
Jean Guéguénat

ABONNEMENTS
Ordinaire : 70 F

De soutien : à partir de 90 F

Etranger : 85 F

Etranger (par avion) : 105 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387

Dépôt légal : 1^{er} trimestre

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

J.F KERVERN

LA NATURE DANS

VOTRE SALLE DE BAINS

29214 L'ANDEDA - Tél. (98)04.93.10

SOMMAIRE

EDITORIAL

BONNE ANNÉE ! 4

POLITIQUE

LA POLOGNE ET SES GÉNÉRAUX . 9
CHARLES TILLON :
MÉMOIRES POUR LE PRÉSENT 17
MEURTRE EN HAUTE MER 20
RAPPORT POLITIQUE DE L'U.D.B. . 22

ECONOMIE

PLOVAN : PLAIDOYERS
POUR UN SAUVETAGE 13
LES BOUCLERS DE TILLY 14

SOCIAL

CHANTELLE :
LES DESSOUS DE M. KRETZ 10

SOCIÉTÉ

VIVRE AU SILLON 6

HUMEUR

J.-Y. COZAN CHOISIT
LES REQUINS 5

N'EN JETEZ PLUS !

LA CALE EST PLEINE — PLOURIN :
ALLERGIE POUR UNE ECOLE —
SANS CRIER GARE 16

CULTURE

XAVIER GRALL : L'EXIL DU BARDE 29
B.D. : LA CAVE — LE MOULIN
A STRONK — SUPERBIGOU 32

UN JOUR AVEC

YOUENN GWERNIG 30

RUBRIQUES

CHICHE ? 5
LE PROBLÈME BRETON 20
P.B. SERVICE 22
COURRIER 34

B.D.

PIERRE STÉPHAN 36

En raison de l'importante pagination du rapport politique, notre rubrique « International » est reportée au mois prochain.

Même si vous ne savez
qu'un peu le breton...

LISEZ AUSSI POBL VREIZH

Edito

*S'attaquer d'urgence
aux grands problèmes.*



Yvon Boëlle

BONNE ANNEE

POUR la première fois de sa déjà longue histoire, le PEUPLE BRETON fait paraître son premier numéro de l'année alors que le pouvoir en France est à gauche. Pour la première fois aussi les Bretons ont cessé de voter majoritairement pour une droite qui avait de leur pays une conception unique, même si elle était, au gré des clans au pouvoir, interprétée différemment ; celle d'une colonie, tantôt réservoir de main-d'œuvre, tantôt livrée aux usines-pirates, tantôt vouée à la militarisation. Le peuple breton, qui donnait sa confiance aux notables de droite avec des pourcentages qui frôlaient en certains cantons les 90%, a, plus brusquement que l'ensemble des Français, basculé vers la gauche. Il revenait sans doute de plus loin...

Depuis sa création, notre journal s'acharne à démontrer qu'un préalable à la résolution du problème breton est que ce soit la gauche qui s'y attache. Les notables mendiants qui ont servi de leaders ont trop trahi, ils ont trop assimilé les intérêts des travailleurs bretons à leurs petites importances, ils ont trop longtemps manipulé le peuple de ce pays au bénéfice de leurs intérêts de classe. On a cessé de les croire — et le pas franchi est énorme. Oh, ils n'ont pas renoncé ! Ils n'ont pas encore les épaules à terre. Guermeur tente de prendre une stature « nationale » en s'associant à la droite la plus dure. Marcellin et Guichard ne semblent guère en péril dans leurs présidences régionales. Madelin défile à Paris avec l'extrême-droite dont il est issu et Bonnet tient encore le choc. Mais ils ont reçu un rude coup ! Il ne s'agit pas de les laisser reprendre leurs esprits. Encore moins de leur apporter les sels, sous les espèces de pouvoirs locaux en forme de féodalités que leur concéderait un P.S. trop prompt aux politesses récupératrices.

Pour la première fois, les vœux traditionnels se transforment concrètement en volonté politique de changement. Après les mois de mise en place le voici, ce changement, à l'épreuve de la durée. Après l'espoir, voici le temps des réalisations concrètes. Et, en Bretagne aussi, il serait vraiment temps que ça commence ! On aurait même un peu tendance à trouver que c'est long. Pas seulement dans le domaine des institutions, où on ne parle pas tellement d'élections à la proportionnelle, où la régionalisation marque une pause à ravir un Delors, où la question du redécoupage des régions est plus gelée qu'un site nucléaire. Mais aussi dans le domaine culturel où pourtant l'urgence est criante : Diwan frappe toujours à la porte de l'Education Nationale, le breton est toujours quantité négligeable à la radio et dans les écoles. Bien sûr, ces questions nationalitaires gênent le P.S., qui les a largement utilisées pour préparer sa venue au pouvoir, mais qui, depuis, a fortement tendance à les considérer comme négligeables, quand ce n'est pas parfaitement ridicules.

On s'inquiète aussi de savoir comment les nationalisations vont être employées pour rééquilibrer l'économie en direction des régions les plus maltraitées par le capitalisme. On aurait pu compter pour ça sur le plan intérimaire, mais il est sur le sujet bien discret. On aimerait aussi savoir vite comment le pouvoir va s'attaquer à la question agricole en Bretagne. Pas en attendant bien patiemment que la loi d'orientation giscardienne ait terminé de la régler par l'absurde, quand même ! On aimerait aussi savoir comment vont s'articuler, chez nous, la question d'un chômage qui prend une structure et une dimension angois-

santes avec la réduction du temps de travail...

1982, année des perspectives nouvelles ? Assurément, mais qui les détient ? L'appareil socialiste ? Il en a la prétention, et, pour une bonne part de ses membres, la volonté. Mais en a-t-il les moyens ?

Oui, mais à une condition : c'est qu'il accepte de s'appuyer sur les forces populaires. Qu'il cesse de jouer sur le consensus avec la vieille droite, avec le patronat, qui, de toutes manières, lui sera hostile.

Qu'il accepte de compter avec ceux qui ont permis et soutenu son arrivée à la tête de l'état français, c'est-à-dire les travailleurs, et quantité de forces politiques que le P.S. ne tolère pourtant qu'affaiblies on acceptant sans broncher sa politique.

Partie prenante du changement en Bretagne, l'U.D.B. n'entend se plier à aucune de ces deux conditions. Pour la première fois depuis dix-huit ans qu'elle existe, l'U.D.B. va dans quelques mois réunir son congrès dans le cadre de l'appartenance à la majorité de gauche. On peut lire dans ce numéro du Peuple Breton la manière dont la direction politique de l'U.D.B. analyse la récente période, la progression de la gauche en Bretagne. On peut lire aussi dans quelles perspectives elle propose d'orienter l'action du parti pour les deux années à venir. Il appartiendra en effet à l'U.D.B. de faire de l'autonomie socialiste une revendication collant au quotidien des travailleurs de Bretagne. Ce qui, du temps de Giscard, pouvait apparaître comme une perspective très lointaine, sinon utopique, devient maintenant beaucoup plus proche.

A portée de la main ? Oui, si nous sommes assez forts. Ce n'est pas le moment de lâcher le combat, comme on nous y invite parfois avec quelques arrière-pensées. A l'intérieur de la gauche, tout est aussi rapport de force. La force de la Bretagne, c'est de posséder un parti breton de gauche.

C'est en janvier, traditionnellement, qu'on reprend sa carte à l'U.D.B. C'est également un bon mois pour la prendre pour la première fois, dans l'optique d'un renforcement, à l'intérieur de la gauche, d'une composante autonomiste qui doit avoir, sur l'ensemble des grands problèmes, son mot à dire, sa pierre à apporter.

En mars d'ailleurs, l'U.D.B. sera présente aux élections cantonales. Déjà, nous savons que le parti autonomiste sera présent dans bien plus de cantons qu'en 1979, où il avait trente-quatre candidats.

* *

Dans trop de pays, il arrive que le combat des travailleurs soit brisé. Pour d'autres c'est l'espoir qui commence ; mais la solidarité ignore les frontières. Par-delà la diversité des situations, l'oppression de l'un, c'est l'oppression de tous ; la victoire de l'un, c'est la victoire de tous. Le premier devoir, c'est de gagner chez soi !



U.D.B.

JEAN-YVES COZAN CHOISIT LES REQUINS

Dans les parages d'Ouessant, de temps en temps, il y a des bébés-phoques. On y trouve aussi un bébé requin, appartenant à une espèce qu'on pensait en voie de disparition depuis que la marée-Rose avait semé sa mort parfumée: celle des notables parasites.

C'est en effet à Ouessant que Jean-Yves Cozan vient faire provision de bon air quand ses harassantes activités, comme dit Ouest-France, lui laissent quelques jours de loisirs. Car Jean-Yves Cozan est un homme occupé. Il suffit d'ailleurs d'ouvrir la page Finistère du dit Ouest-France pour s'en rendre compte. Voici Jean-Yves Cozan visitant l'abbaye du Relecq; voici Jean-Yves Cozan au premier rang des défenseurs de Tilly dans sa lutte contre les écologistes irresponsables; voici Jean-Yves Cozan à la tête des rebelles ouessantins s'apprêtant à résister à l'assaut de leur île par deux Basques et trente flics...

Vraiment, on comprend que Ouest-France s'attache à la promotion d'un tel homme, qui a su rester si simple, nous apprend le dernier panégyrique paru dans ses pages, alors que sa brillante intelligence (c'est toujours Ouest-France qui parle, mais l'article est déjà plus ancien...) aurait dû lui ouvrir d'autres horizons. Par exemple, les lambris du Sénat, la décision fut rude en 1980. Il fallait le voir le soir de la défaite, devant le palais de justice de Quimper; lui qui paraît déjà dix ans de plus que sa bonne quarantaine en faisant, là, dix de plus encore. Contrairement au maire sautillant, Bécam, dont il n'a pas renoncé à prendre un jour la place, l'adjoint Jean-Yves Cozan n'avait pas su choisir la bonne étiquette.

Et pourtant, ce n'est pas le changement qui lui fait peur. Le PSU et l'UNEF du temps de leur splendeur eurent ses sympathies sinon son adhésion. Mais c'était une époque où la jeunesse excusait la générosité. Le journalisme krypto-épiscopal le ramenait bien vite dans les eaux plus calmes d'une démocratie chrétienne que le gaullisme n'avait pas encore réduite à néant. La Bretagne se piquait alors d'économie. Dans le Léon, la SEMENF servait de tremplin aux ambitions paysannes dans la foulée de Gourvennec; en Cornouaille, le CECOR tentait de suivre. Entre les deux, le CODDAF servait de liaison: responsable Jean-Yves Cozan. Puis vint Le Pensec, et le CECOR de virer à gauche. Le CODDAF ne servait plus à grand'chose; il fallait que Jean-Yves Cozan exerce ailleurs ses talents. Ce fut la mort d'André Colin qui lui servit de tremplin politique: la démocratie chrétienne conservait le siège de conseiller général d'Ouessant...

CHICHE ? ...

Hernu soit qui mal y pense

LE superchef parmi les superchefs de nos glorieuses armées, Hernu, dit le «petit Charles», a été paraît-il désigné «Breton d'honneur» (sic) par une organisation d'émigrés Bretons de l'Île-de-France. Décidément, je suis Breton et j'en suis pas fier...

Je ne dis pas cela parce que Tonton Fanch Mitterrand l'aurait classé dernier au hit-parade des ministres (juste après Le Pensec qui n'a pas aimé son classement, à ce qu'on dit), avec le commentaire: «il est débile, mais il plaît aux militaires». Pourquoi «mais»?

Charles Hernu ce n'est pas seulement un tocard — d'après ses amis politiques — un tocard qui a eu la chance de jouer le bon cheval, Tonton Fanch toujours. Hernu, c'est la marionnette de l'État-major, c'est la démagogie constante du P.S. par rapport à l'armée, dont le budget augmente une fois encore, beaucoup plus que les prévisions officielles d'inflation. Ce qui veut dire le maintien et le développement constant du potentiel militaire français — nucléaire en particulier. Comme avec Giscard.

Ce qui implique au plan international le maintien de la France parmi les «pousse-au-crime» de la vente des armes dans le monde, avec tous les soutiens aux régimes pourris d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'ailleurs, réduisant à néant dans les faits toutes les déclarations pompeuses de la France éternelle, humaniste et généreuse, comme ils disent à Cancun ou ailleurs... Comme avec Giscard.

Ce qui veut dire aussi le maintien et le renforcement d'une mentalité collective soumise à la violence. Comme du temps de Giscard. Ce qui signifie le mensonge P.S. sur les 6 mois de sapin, et le maintien à 12 mois. Comme avec M. Ex. Ce qui aboutit en clair pour les Bretons à la poursuite d'une occupation stérilisante de leur pays par l'armée. Comme avec l'autre.

Si c'est ça l'honneur de l'U.S.B.I.F., je lui dis merde! Et je lui propose Jaruzelski comme prochain «Breton d'honneur». En toute solidarité.

Joël Guégan.

Violon dingue

*Et à part ça, vous faites quoi ?
LE PREFET MARITIME :
« Le golf me décontracte, la peinture me repose,
la musique me rend heureux »*

« Il y a trois choses que j'ai pu-
tuellement apprises de l'écrit à
Brest. D'abord le golf de Lan-
n-Breiz. Je me suis efforcé d'y jouer
au moins deux à trois heures par
semaine. Bien sûr, j'ai rencontré un
effort physique, une concentration
effort physique, le golf, ça remet en
question pour le travail, ça vous libère.

main, rien dans les poches, le seul
revêtement est celui de Mozart.
C'est que j'avais un moment, l'écrit-
ture et comparée les deux. Je con-
siste à l'écrit. Ici j'ai rencontré un
concert de Paul Kuentz. Je consi-
dère cela sa musique à Brest. C'est un
sujet d'écrit. C'est un sujet d'écrit.
C'est un sujet d'écrit. C'est un sujet d'écrit.

La rentrée nous y voit. C'est un
moment où la question « Et à part
ça, vous faites quoi ? » prend une
dimension particulière.
dans la mesure où il permet peut-être
de toucher du doigt le hobby sans le
faire inaccessible.

L'écrit à Brest deux fois la ré-
citer et à l'Ensemble avec le res-
ponsable d'une fête à Versailles, ce dési-
rable se retire dans une vieille ferme
rénovée, isolée il y a une dizaine
d'années du côté de la vallée de
Cherbourg. Et alors ? « J'ai pu-
tuellement la campagne, j'ai pu-
tuellement la campagne, j'ai pu-
tuellement la campagne, j'ai pu-
tuellement la campagne. Au lieu de le
faire en courant à chaque saison.

Article paru dans
Ouest-France, pour la gloire
de l'amiral de Bigault de Cazanove

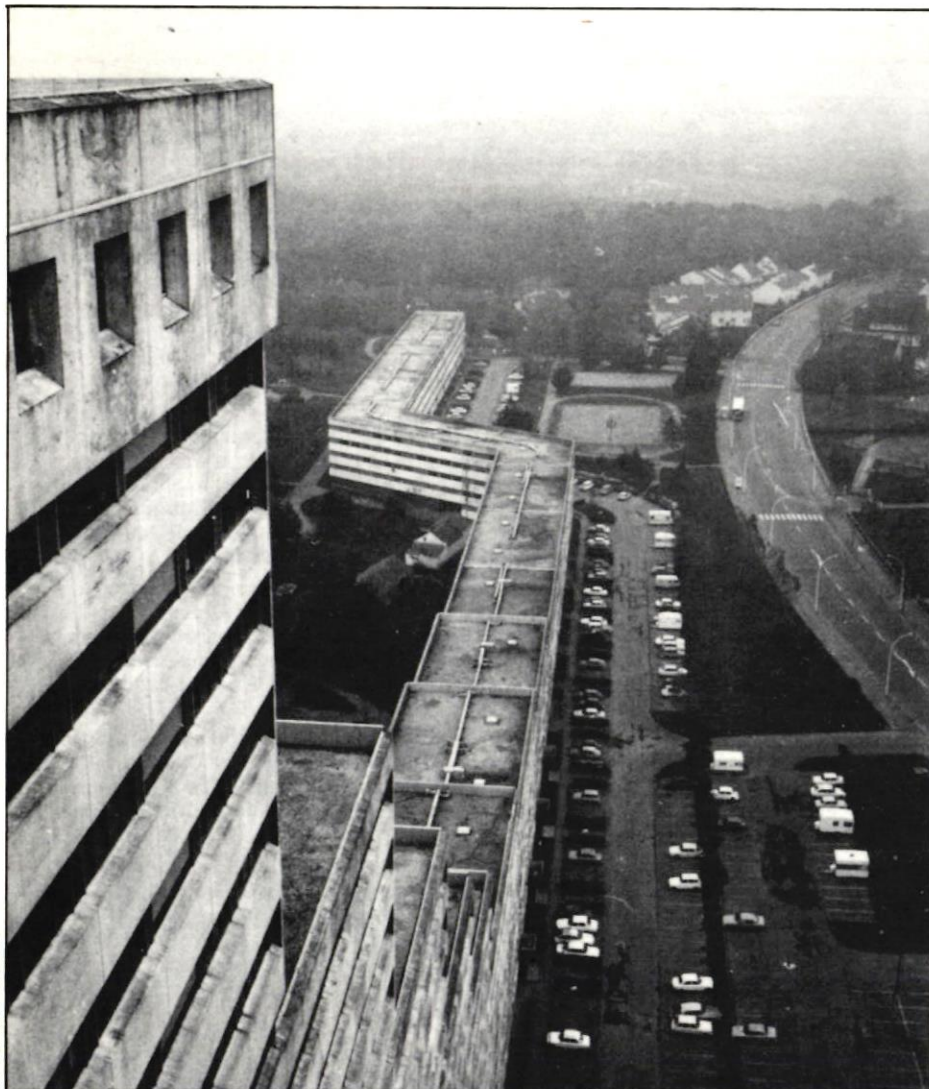
Et avec les fayots, je m'éclate...

Jean-Yves Cozan, adjoint au maire de Quimper, chargé de mission, auprès de l'établissement public régional, figure du conseil général du Finistère, est bien dans sa peau de notable provincial, qui, proclame désormais son conservatisme sans complexe. «Chaque fois, que la gauche doit choisir entre les hommes et

les goélands, elle choisit les goélands» vient de dire Jean-Yves Cozan. On peut lui dire que chaque fois que la droite doit choisir entre le patronat et les travailleurs, elle choisit les requins...

On y revient!

Jean Guégénat.



Le Peuple Breton

VIVRE AU SILLON

Il faut lever haut le nez et bien ajuster son champ de vision pour embrasser d'un regard ce grand machin. 26 étages et 30 niveaux, 425 mètres de long, 895 logements, un peu moins de 3000 habitants. Sa dénomination campagnarde jure avec le produit fini: «Sillon de Bretagne», ça évoque davantage un village à l'intérieur des terres, que cette tour dont les ailes descendent en dégradé de six et neuf paliers de part et d'autre, sortes d'immenses marches que seul pourrait gravir un géant de banlieue.

En bordure de la route de Vannes, à l'entrée de Nantes, le Sillon est bâti sur la partie septentrionale de la commune de St-Herblain — passée à gauche en 77 — qui compte 45.000 habitants. A l'est au nord et au sud de celle-ci, on trouve respectivement Couëron et Sautron, Orvault, Indre, communes elles aussi périphériques de Nantes. Au chapitre des raisons de l'édification de cet immeuble gigantesque, l'idée séduisante de marquer la porte de St-Herblain avant d'entrer dans la capitale bretonne — idée ne pouvant être que symbolique puisque seul un panneau signale la limite — uniquement adminis-

trative car elles sont liées — séparant les deux communes.

Autre raison — dominante celle-là: construire un immeuble autogéré, une petite ville où les coursives seraient appelées rues, où les points de rencontre (à savoir les paliers circulaires desservis par les quatre ascenseurs situés dans la tour) seraient baptisés places. Ce qui s'est effectivement produit. Cette «grande utopie urbanistique, héritage des années soixante» — ainsi définie par Pierrette Brémont, adjointe à l'urbanisme à la mairie de St-Herblain — a accueilli voilà dix ans cette année ses premiers acteurs. Accouché du cerveau

de l'architecte Le Mareschier, le Sillon de Bretagne devait permettre à un nombre important de personnes de vivre en urbanité bien comprise, de puiser dans les richesses inhérentes à cette concentration humaine pas comme les autres, afin de parvenir à une forme de vie communautaire.

Les deux premières années, les énergies et le cœur y étaient. Mais une architecture pensée ne l'est pas toujours en relation avec une sociologie de l'habitat. Pour Roland Pavageau, adjoint chargé des affaires culturelles et détaché à la mairie annexe du Sillon: «Schématisiquement, on peut dire qu'il y a deux catégories de gens dans l'immeuble. Ceux qui habitent la tour et ceux qui habitent les ailes, particulièrement les parties basses. Les seconds sont dans une situation comparable à celle rencontrée dans les HLM et la vivent bien. Ce n'est pas le cas des premiers».

Un vide dans l'animation bénévole

Pour l'explication, se reporter à la topographie des lieux. Résider au

second en bout d'aile de l'immeuble n'a rien à voir avec le fait d'habiter au onzième dans la tour. Dans le premier cas, existe une entrée particulière. Dans le second, il faut emprunter l'un des quatre ascenseurs qui ne desservent qu'une partie des ailes et seulement certains étages. Ainsi pour gagner le onzième, on stoppe au treizième, puis on descend deux étages. Arrivé sur la «place», c'est une véritable rue, effectivement, qu'il faut alors emprunter pour peu que l'on habite... au bout du couloir.

Une illustration du problème qui sera découvert au fil des années au Sillon: celui de la circulation verticale. A supposer qu'on en ait le désir — qui était bien présent au départ — comment en effet prendre le temps de connaître ses voisins au cours de ces trajets mal conçus et interminables?

Pourtant, la densité de la population pouvait laisser espérer que ce genre d'obstacle pouvait être surmonté. Mais d'autres facteurs sont intervenus. L'un est financier: «Vous connaissez le principe de l'Aide Personnalisée au Logement qui veut que ce soit les bas revenus qui soient favorisés», dit Roland Pavageau. «Mais les salaires moyens eux ne le sont pas. Et il se trouve que ce sont ces salariés moyens qui constituent la grande partie des militants d'associations. Ceux-ci payant un loyer plein, ils étaient évidemment moins tentés de rester au Sillon que les premiers. Un vide s'est donc créé dans l'animation bénévole». Ajoutons à cela la mise en place d'une tutelle administrative (CAF, Mairie, Département) des équipements socio-culturels: elle aussi a été un frein au bénévolat et au militantisme associatifs. Pour moins de 3000 habitants au Sillon, il y a entre 10 et 15 travailleurs sociaux. A la ZUP de Bellevue, 3 ou 4 pour 17.000 habitants.

L'autre facteur est technique, mais relié également aux gros sous. Le Sillon de Bretagne, possédant plus de 15 étages, est classé I.G.H., c'est-à-dire immeuble à grande hauteur. En tant que tel, il a son service de sécurité propre employant deux personnes qui tournent en permanence. Ces frais sont supportés par les habitants de l'immeuble (1).

Ceux qu'il appelait les «bougnoles»

Dix ans après, où en est donc cette identité collective qui devait imprimer sa marque au Sillon? Pour Gilles Cabellec, directeur du Centre Socio-culturel de l'immeuble, elle a conservé une part de son originalité: «Ici, les énergies sont mesurables. Les circuits de communication horizontale sont courts. L'information va vite, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle soit «bonne»! Certaines expériences menées au Sillon témoignent d'une volonté particulière: ainsi celle qui a consisté à mettre récemment en place un cabinet médical où un médecin vient faire des conférences gratuites. Inutile de vous dire que ce genre d'initiative n'est pas bien vu par la profession...». Autre expérience: l'installation de l'école Diwan en septembre 79 dans l'immeuble faute d'avoir pu décrocher de subventions de la municipalité nantaise (2).

Vivre ensemble... Mais qui vit là? La population «normale» des HLM. Avec, semble-t-il, les mêmes problèmes sans qu'ils soient pour autant ici exacerbés. C'est l'avis d'un Maghrébin d'une trentaine d'années qui réside dans l'immeuble depuis la livraison des premiers appartements». L'importance de la population pouvait faire penser que des clans se formeraient. En effet, Portugais et Maghrébins occupent 11% des logements et représentent 20% de la population totale de l'immeuble — ce qui, au passage n'est pas une densité «d'étrangers» si délirante que certains ont bien voulu le dire. Par le biais des associations dans les premières années, il y a réellement eu une vie de la communication. Chaque communauté maghrébine, celle des Portugais, organisaient des fêtes et faisait ainsi comprendre aux Français, qu'elle n'était pas composée de sauvages. Depuis la baisse du bénévolat dans ces associations, ces rapprochements sont moins suivis».

Et le racisme? Le jeune homme choisit l'anecdote: «En 74, j'avais un copain français qui habitait au Sillon. Un jour, il m'a dit à peu près ça: «Ça commence à me faire chier. Au train où ça va, le Sillon va être rempli de bougnoules». Je lui ai répondu que j'en faisais partie. On a discuté. Depuis, il s'est repris et a eu l'initiative d'aller vers ceux qu'il appelait des «bougnoles». A un moment, il avait plus de copains arabes que moi, nom de Dieu!»

La délinquance, elle, pose problème. Pour beaucoup de familles arrivées en 71-74, leurs enfants arrivent actuellement à l'âge de l'adolescence, à celui de la recherche d'un travail. «Au Sillon, la délinquance n'est pas plus importante qu'ailleurs. Voyez dans les HLM de Dervallières ou Bellevue, où il y a nettement moins d'immigrés en proportion. Ici et là-bas, les jeunes subissent les effets du chômage. On peut simplement dire en ce qui concerne le Sillon que parmi les jeunes désœuvrés, il se trouve pas mal de Maghrébins qui, une fois l'école finie,

se retrouvent dehors avec peu de culture. Ils parviennent rarement à trouver un boulot — O.S. le plus souvent — et se heurtent presque systématiquement au racisme des employeurs».

«Habitat et vie sociale»

L'aspect tolérance entre les communautés, s'il n'est pas ainsi formulé, entre pour une bonne part, dans le projet «Habitat et vie sociale» élaboré en commun par la ville de St-Herblain et la S.A. d'HLM. Le Home Atlantique du Sillon. Côté technique, on va dans un premier temps remédier à la désertification de la partie haute de la tour: depuis six mois, ce sont environ 250 logements qui sont

LE FOYER SOLEIL

Parmi les douze équipements sociaux du Sillon, il en est un dont l'idée originale a été particulièrement bien suivie: le Foyer Soleil. Il est ouvert à des travailleurs adultes, hommes et femmes seuls. Critère d'accueil: un revenu inférieur au plafond HLM de 4000 F, être âgé de 21 à 65 ans. 113 personnes y sont actuellement hébergées. Elles logent en appartements répartis sur toute l'aire du Sillon. Elles reçoivent appui, conseils, disposent de moyens de rencontre permettant la discussion. Leur temps de résidence est de quatre années, période au terme de laquelle elles auront eu le temps de se faire à l'idée de prendre un appartement et... de vivre leur vie.



Le Peuple Breton

DESCENDEZ, ON VOUS DEMANDE...

« Dans un petit quart d'heure, ça devrait commencer à dégringoler », me dit-on. Manque de chance, j'ai quelqu'un à voir à ce moment-là, aussi ne pourrai-je assister au déménagement. Mais de quoi s'agit-il ?

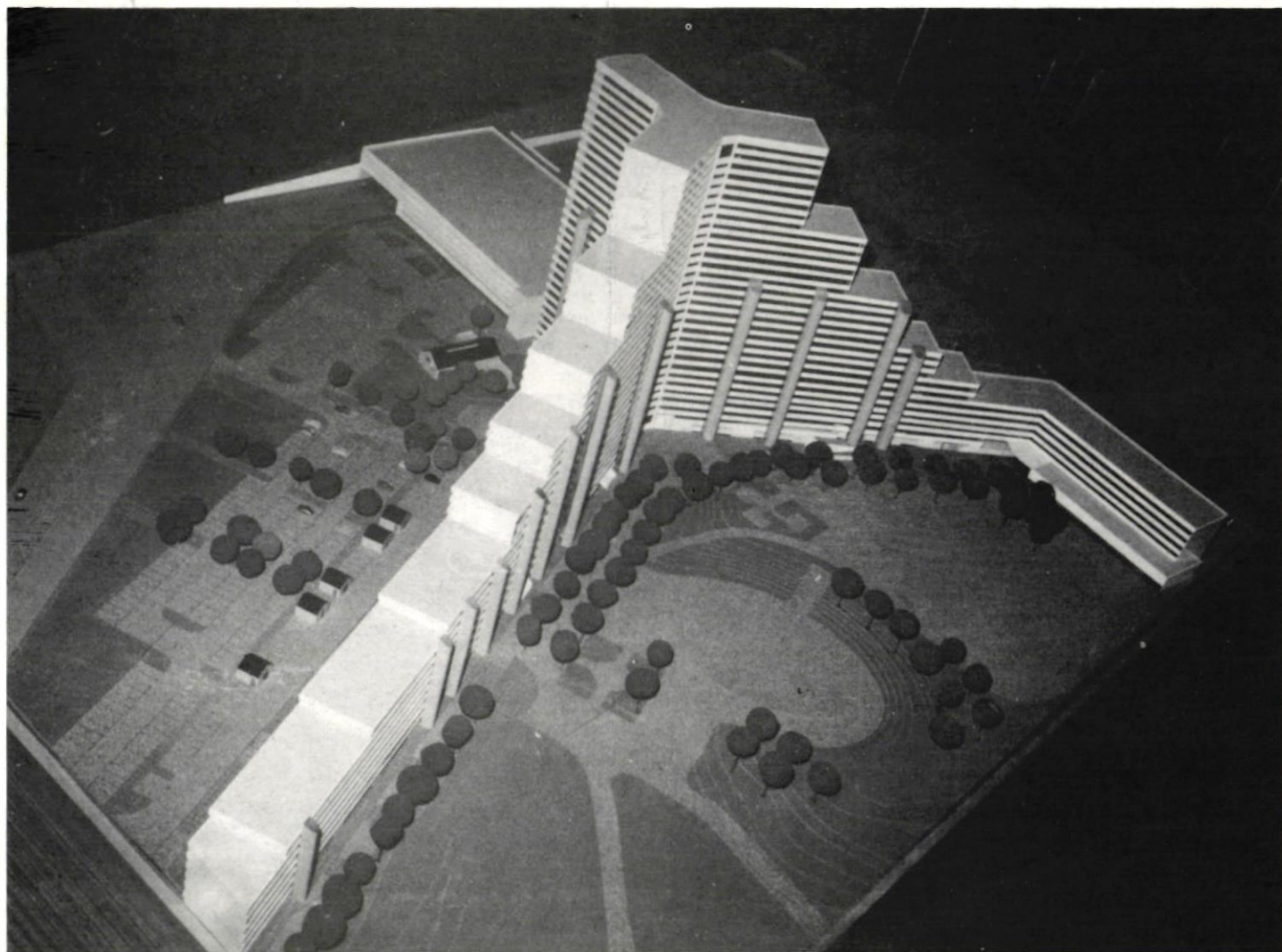
Une étudiante, habitante du Sillon, raconte cette anecdote : « J'ai un ami Portugais qui a reçu à manger chez lui un copain Français. Après le repas, celui-ci a mis les déchets dans un sac et a tout balancé par la fenêtre. « Tu n'a pas honte de faire ça ? » a demandé mon ami. Son copain lui a répondu : « Et pourquoi je me gênerais ? Les autres le font bien ».

Au Sillon, un mystère arrive

à heure donnée. Au lieu de prendre le chemin des vide-ordures placés dans les « rues » de l'immeuble, les ordures ménagères prennent la fille de l'air pour s'en aller atterrir aux bords du bâtiment. A noter que la concentration de déchets en tous genres est plus élevée au bas de la tour et au début des ailes qu'en chaque extrémité du Sillon. En dehors du fait qu'on peut parfaitement habiter une maison individuelle et confondre celle-ci avec une poubelle, ces vidages expéditifs demeurent sans raison. L'anonymat, de fait plus prononcé dans l'immense partie centrale de l'immeuble, ou la fainéantise ne constituent qu'un début d'explication.

vides. Selon Daniel Asseray, directeur du Home Atlantique : « Toutes les opinions négatives qu'on a pu rencontrer jusqu'ici concernent la circulation dans l'immeuble. 400 logements fonctionnent sur les mêmes circulations. L'idée est de mettre en place des unités d'habitation allant de 20 à 40 logements, de façon à ce qu'il y ait au minimum une prise en charge sociale plus facile. C'est cette logique-là qui nous amène à la transformation des logements en bureaux à partir du 15^e étage. Ceux-ci nous permettront d'autre part, de mieux supporter des coûts d'exploitation qui sont très lourds.

Des 150 logements situés au-dessus du 15^e étage, 60 sont concernés parce qu'encore habités. Les habitants de 40 de ces 60 logements veulent rester au Sillon. Ce qui, un temps, a provoqué l'inquiétude des associations de locataires — qui sur d'autres sujets sont rarement restées inactives depuis dix ans. En ce qui concerne ce problème précis, des assurances ont été données par le Home Atlantique : relogement sur place dans le type de logement souhaité par les locataires et dans les mêmes conditions financières. Priorité d'attribution de logements dans le reste du patrimoine de la société lequel en représente les trois quarts. Pour Daniel Asseray : « Nous devons d'abord assurer le financement des accès à ces logements



Maquette du projet de refonte partielle du Sillon. Cette fois, on soignera la communication verticale : des ascenseurs extérieurs desserviront chaque cage d'escalier.

avant d'attaquer les bureaux. Le démarrage des chantiers est prévu fin 82, les bureaux viendront dans la foulée».

Le Sillon de Bretagne, un immeuble herblinois pas comme les autres, mais qui fait aussi partie d'une commune, en l'occurrence dispersée. Le projet «Habitat et vie sociale» concerne également la partie nord de St-Herblain. Pierrette Brémont explique la démarche du service de l'urbanisme: «Il faut insérer ces travaux de dédensification de la tour et des équipements à venir du Sillon dans le cadre d'une restructuration du quartier. Tout comme il nous faut penser à une architecture plus vivable d'une commune suburbaine, éclatée, et surtout verte — ce à quoi nous tenons beaucoup. La révision en cours du POS déterminera les conditions dans lesquelles il est possible désormais d'envisager un habitat intermédiaire — par lotissements groupés —, de densifier le bourg de façon à donner une véritable ossature à la commune. Tout cela sans perdre de temps, car dans dix ans, l'espace disponible sera occupé».

Normalisation

Au chapitre de ces équipements à venir du Sillon — le coût total des travaux est estimé à cinq milliards de centimes, 10% étant à la charge de la commune et concerneront la partie socio-culturelle — signalons le projet d'une Maison de l'enfance et celui de la mise à la disposition des associations de huit appartements.

Quant au fond, à l'esprit de cette refonte — partielle de l'immeuble, il est diversement appréhendé. Pour Jean Brodin, directeur du Foyer Soleil (lire notre encadré): «Dans son idéologie, le Sillon portait les germes de sa chute. Les points de communication sociale n'ayant pas été vérifiés, les échecs sociaux se sont globalement vérifiés. Le projet Habitat et Vie sociale devrait normalement aboutir à une normalisation de la vie du Sillon». C'est aussi l'avis de Gilles Gabelle pour qui «cette normalisation impliquera une banalisation des phénomènes sociaux». Roland Pavageau, lui, pense que ce projet contient les possibilités de favoriser à nouveau

les échanges entre les habitants.

Parmi les questions posées par ce dossier complexe, on trouve celles-ci: «Comment affirmer, accentuer le caractère extra-ordinaire de cet ensemble? Comment lui donner les éléments pour fonctionner «normalement» (par rapport à l'intérieur, et également dans sa relation avec l'extérieur)».

Des interrogations qui touchent un quotidien dont le menu d'animation, de vie sociale et communautaire promettait au début des années 70 d'être varié,

donc enrichissant. La question demeure de savoir s'il est possible et en fin de compte souhaitable de rattraper ce coche de l'imagination.

Pierre Gallais.

(1) Pour un immeuble de moins de 15 étages, c'est la commune qui supporte ce genre de frais. Dans ce domaine de participation municipale, depuis 6 mois, l'entretien des 7 ha de la plaine de jeux et des jardins du Sillon est à la charge de la municipalité herblinoise.

(2) Depuis septembre 81, l'école est allée s'installer au Centre Nantais de Culture Celtique.



Le Peuple Breton

POLOGNE : (COUP D'ETAT D'URGENCE

Dimanche 13 Décembre - Nouvelle date sombre dans l'histoire du mouvement ouvrier international : l'ordre militaire a écrasé l'espoir en Pologne. Syndicalistes emprisonnés, ouvriers assassinés, libertés balbutiantes abolies. Jusqu'où ira l'imagination des généraux au pouvoir? (Notre photo : une des nombreuses manifestations de solidarité — ici, à Brest — avec le peuple polonais).

Le 8 janvier, au Palais des Congrès à Lorient, soirée de Solidarité Bretagne-Pologne, avec de nombreux artistes bretons : Servat, les Frères Keffelée, Andrea Ar Gouilh, etc... et un représentant de Solidarnosc.

Le 13 décembre, dans un communiqué, le Bureau Politique de l'UDB: «Rappelle son appréciation positive de la partie directe des travailleurs polonais à l'élaboration d'une politique conforme à leurs intérêts; constate que l'arrestation de militants ouvriers, l'in-

terdiction de syndicats, l'instauration de l'état d'urgence sous l'autorité des militaires, constituent toujours une régression intolérable de la démocratie, condamne l'usage de la force, qui ne peut en aucun cas résoudre les difficultés de la société polonaise».



CHANTELLE LANESTER

Zone industrielle de Kerpont à Lanester. Pendant toute une période du mois de décembre, un feu de camp a brûlé jour et nuit aux abords des grilles cadenassées de l'entreprise Kretz Chantelle. Des femmes transies par le froid s'y sont relayées.

Au 41, rue Grénéta à Paris, au siège de sa société, Chantelle, Monsieur Kretz dans son bureau confortable et surchauffé se demande comment il va procéder pour mater la colère des travailleuses bretonnes qu'il voit à peine une fois par an et qui ont osé lui dire «ça suffit».



Le Peuple Breton

Les dessous de monsieur Kretz

La Société Chantelle compte un effectif de 12.000 personnes réparties entre les usines de Bomilly-sur-Seine, Epernay, Saint-Herblain et Lanester. Elle est spécialisée dans la confection de sous-vêtements féminins.

A Saint-Herblain, comme à Lanester la direction y a institué un nouveau mode de contrôle qui ne fait pas l'unanimité: «Auparavant, chaque article (slips, soutien-gorge) était contrôlé une fois terminé» nous disent les travailleuses de Lanester.

Pour réduire les frais de contrôle, la direction a institué le contrôle statistique, c'est-à-dire que seuls sont contrôlés quelques exemplaires par bac (80 articles). Cela lui a permis de réduire à de 12 à 3 le nombre de contrôleuses. Mais lorsque le contrôle révèle des exemplaires défectueux, l'ouvrière concernée se voit ramener tout le lot qu'elle doit contrôler en plus de sa production habituelle. On peut très bien y perdre une journée entière... ».

A Saint-Herblain, l'instauration de ce contrôle statistique de la production a contraint à la mi-novembre 81, les ouvrières de déclencher une grève illimitée. Une semaine après, alors que les Lanestériennes contestent aussi la nouvelle procédure de contrôle et en demandent l'amélioration, la direction licencie un employé pour restructuration d'ordre économique. Alors, à partir du lundi 23 novembre, elles rejoignent dans la lutte, par des débrayages, leurs camarades de Loire-Atlantique.

«Baigne féminin»

Dans les deux entreprises la CGT est implantée et se renforce. Ceci ne peut que favoriser une coordination qui sem-

ble excellente et qui moralement, comme sur le plan tactique est déterminante. Devant le refus de la direction de négocier, le 26 novembre les filles de Kerpont durcissent l'action et se mettent en grève illimitée comme à St-Herblain.

La lutte n'est pas facile. A Lanester, parmi les 240 personnes employées, 15 dépendent d'un contrat de 400 heures avec l'ANPE. Ces contrats sont très intéressants pour le patron, dans la mesure où il n'a pratiquement rien à déboursier pour ces jeunes femmes qui ont intérêt à se tenir à carreau pour bénéficier plus tard d'un éventuel contrat de 3 mois avec la maison Chantelle. Ces contrats concernant déjà 40 autres femmes qui vivent dans la crainte de ne pas voir le leur renouvelé à la date d'expiration.

De trimestre en trimestre, ceci peut durer longtemps...

Il est évident qu'avec de tels statuts, 1/4 des services ne peut participer à l'action syndicale. Ce qui explique qu'à Lanester, si on ajoute la maîtrise et une certaine catégorie professionnelle, le rapport des forces en présence est de 50% de grévistes contre 50% de non-grévistes manipulés par une direction de choc. Leurs principales revendications touchent aux conditions de travail et de salaires. Rien d'étonnant quand on sait que le salaire moyen est de 2700 Francs net par mois dans cette entreprise baptisée par celles qui y souffrent «Le baigne féminin des temps modernes».



Après que les représentants de la direction aient tenté de passer en force le piquet de grève, on parle.

Le Peuple Breton

Ce n'est sans doute pas l'avis de son directeur, M. Vittenet qui à FR3 annonçait des salaires mirobolants, et, répondant à une question concernant «les filles qui craquent» laissait entendre que cela faisait partie de la routine, que c'était inévitable et banal.

En effet, le quotidien dans cette entreprise pirate c'est les pressions de la maîtrise formée sur le tas, pour faire augmenter les cadences. «Le problème, m'ont dit les grévistes, c'est qu'à Lanester, nous avons souvent de nouveaux modèles, mais les rendements qui nous sont imposés ne tiennent pas compte d'un temps nécessaire pour s'adapter à ces nouveaux articles; de même que pour celles qui changent plusieurs fois de poste dans la même journée. D'ailleurs les rendements sont de plus en plus durs à assurer. Des travailleuses ne peuvent plus suivre, ce qui a entraîné dans la dernière période des avertissements écrits et 4 mises à pied pour activité faible».

17 décembre: les ouvrières ont repris le travail après trois semaines de grève totale, sans compter les débrayages. Elles ont obtenu: un rappel de 1000F en moyenne par salariée pour rembourser la diminution des primes que le patron (qui ne manquait décidément pas d'air) avait intégrées dans les salaires, ceci à la suite de l'augmentation du SMIC en juin, une augmentation de salaire variant de 200 à 350F selon les échelons. Elles ont également reçu l'assurance que les mises à pieds seront payées, que les sanctions seront suspendues et que le contrôle statistique sera revu tout comme le seront les rendements. A enfin été accordée une heure d'information syndicale par trimestre.

Une délégation de la SBFM apporte son soutien aux travailleurs de chez Chantelle.

Ceci explique aussi la détermination de ces femmes qui, pour certaines au bout de huit années dans l'entreprise, sont menacées de licenciement parce qu'elles n'en peuvent plus. Au bout de 4 semaines de lutte à St-Herblain, d'occupation jour et nuit de l'atelier, et de 3 semaines à Lanester où les ouvrières se relayent au restaurant, les motivations restent intactes.

Du mensonge au chantage

Il y a eu depuis le début des parodies de négociations mais qui étaient plus pour obtenir le retrait d'un piquet de grève à l'entrée et permettre l'accès des non-grévistes à leurs machines que pour trouver une solution au conflit. Tous les moyens ont été utilisés pour les faire plier. Manifestation des non-grévistes, courrier à domicile, actions psychologiques, chantage, envoi des forces de police le 7 décembre pour dégager l'entrée de l'usine et faire croire à la séquestration du bras droit d'un directeur venu de Paris et du personnel local d'Hennebont, communiqués et conférence de presse dénaturant le conflit.

Les femmes se sont fait avoir plusieurs fois par des promesses bidon, mais depuis le 7 décembre, plus personne n'a fait fonctionner une machine à part les grévistes qui préparent des actions financières et peut-être une journée portes ouvertes où elles pourraient plus directement expliquer à la population le rythme infernal qui leur est imposé. Il faut savoir par exemple qu'elles n'ont que 10 mn de pause le matin et 10 mn l'après-midi, mais qu'il n'est pas rare d'en prendre moins ou de s'en passer quand le rendement est impossible à assurer autrement.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le taux d'absentéisme dû aux arrêts de maladie soit très élevé, que les problèmes visuels, que les passages à l'infirmerie, les nombreuses crises de nerfs et même des fausses-couches fas-

sent partie des réalités de chez Chantelle. Et encore beaucoup d'ouvrières ne passent pas à l'infirmerie et vont pleurer dans les toilettes parce qu'elles n'en peuvent plus de lutter contre ce chronomètre implacable. Pleurer, craquer parce qu'il y va de son salaire, de son emploi, de l'ambiance familiale mais aussi de sa dignité. Comme cette jeune femme entourée de l'affection de ses camarades de lutte que j'ai entendue sangloter dans la nuit à l'entrée de l'usine face à la direction accompagnée comme d'habitude d'un huissier.

Cette fois-là, comme si sa présence et sa parole n'était pas suffisante aux yeux de la justice, il prenait en photo à l'aide d'un flash le piquet de grève sous tous les angles.

L'unique chemin

Le problème pour M. Kretz c'est que même si ce conflit est dur pour ces femmes, très dur sur le plan financier, éprouvant moralement et financièrement, elles ne se sentent pas seules rivées à leur machine. Elles sont soudées dans un combat qu'elles ne veulent pas perdre car elles ont leur fierté. Pour la quatrième semaine de lutte, la solidarité financière s'organise, la population est émue, les municipalités d'Hennebont, Lanester et Lorient ont déjà apporté leur soutien moral et matériel. Le PC, l'UDB et le PS se sont également manifestés.

En ce qui nous concerne, nous avons, avec nos moyens, soutenu cette lutte exemplaire que nous avons salué entre autre par un message qui se terminait en souhaitant aux ouvrières que le 10 mai ait vraiment des répercussions dans leur entreprise.

Elles ont tout fait pour, en choisissant l'unique chemin de la lutte syndicale, organiser contre une direction parisienne réactionnaire qui ne devrait pas oublier que si une année historique se termine, le combat des travailleuses Bretonnes pour le changement se poursuivra chez Chantelle quoi qu'il arrive.

Yannick Quénéhervé.



LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

*Même si vous ne savez
qu'un peu le breton...*

**LISEZ AUSSI
POBL VREIZH**

AU PARADIS DU LIVRE

6, rue de la Halle aux Blés

35400 SAINT-MALO (I.-M.)

Tél. : (99)40.93.83

Livres celtiques



CARAVANES RIGIDES-PLIANTES **CASITA**

CARAVANES RIGIDES **GEORGES et JACQUES**

DRAGONER - TESSERAULT

REMORQUES **FRANC**

BATEAUX EIDER

**VENTE - REPRISE - ACCESSOIRES
ENTRETIEN - HIVERNAGE**

2 straed ar Roue
Gralon

levriou pladennoù
arz keltiek



2 rue du Roi
Gralon

livres, disques
art celtique

kemper - Tél. 95.42.82



**SAINT-MARC
C.R.I.E.**

41, rue St-Marc - BREST

Tél. 46.09.58

PRÉSENT
dans tous
les secteurs
de l'immobilier.

- **SAINT-MARC CONSTRUCTIONS**
 - construction de maisons
 - lotissement
 - appartement neuf
- **SAINT-MARC RÉNOVATION**
 - vente appartements rénovés
 - achat immeuble
 - travaux de rénovation aux particuliers
- **SAINT-MARC IMMOBILIER**
 - vente de votre bien
 - achat d'un bien
 - gérance - location - appartements - maisons
- **SAINT-MARC ENTREPRISE**
 - réfection de votre électricité
 - réfection de votre salle de bains
 - réfection de vos peintures, etc...

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 70 F (1)
étranger : 85 F (1)
de soutien : à partir de 90 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 105 F (1)
À partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
À partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

Dans vingt ans, Plovan ce sera la côte d'Azur de maintenant... Un scénario original qui ne plaît pas à certains; on peut éviter les bêtises en se rangeant sous la bannière de la concertation. Laquelle n'est à son tour pas admise par d'autres. Ça peut durer longtemps. A moins que...

PLOVAN : Plaidoyers pour un sauvetage

Depuis l'été 1978, date à laquelle la société franco-belge Invest-Plan s'est mis dans la tête d'acquérir un terrain de 16 ha dans la baie d'Audierne en vue de la construction d'un village de vacances, les rebondissements de l'opération Plovan (site retenu) se sont succédé avec relativement peu d'accalmies.

Le dernier trimestre 81 aura constitué un temps fort de ces aléas administratifs et juridiques au travers desquels le dossier aura louvoyé. C'est d'abord le veto de Roger Quilliot, ministre du Logement et de l'Urbanisme, qui vient se heurter au feu vert donné le 26 octobre à Brest par Pierre Mauroy. C'est ensuite le retour sur la scène du dit Quilliot qui fait communiquer par la préfecture du Finistère que les permis de construire des 26 janvier et 10 juin 81 concernant Plovan sont retirés. A un jour près, c'est aussi l'épisode de l'audience du Tribunal Administratif devant statuer sur le sursis à exécution des travaux du VV, audience demandée par le Comité de défense de Plovan qui refuse cette installation touristique. La revue se poursuit avec une réunion à Pont-l'Abbé des patrons des quinze entreprises du bâtiment concernées. Ils y affirmeront leur scepticisme quant à la réussite d'un plan de remplacement économique destiné à compenser les pertes d'emploi qu'ils disent ne pouvoir éviter si le village ne se fait pas.

Le 11 décembre, Jean Thomas, conseiller socialiste partisan du projet, démissionne du conseil municipal de Plovan à majorité de droite. Lequel conseil annonce sa décision de boycotter la réunion préfectorale de concertation prévue dans les jours suivants: le village de vacances sera bâti selon le projet initial, un point c'est tout. Et enfin, le plus beau: un appel à témoin émanant de l'Union patronale du bâtiment et des travaux publics en substance, demande à toute personne présente dans la salle de la Chambre de commerce brestoise lors de la venue de Pierre Mauroy d'adresser un témoignage écrit à l'UPB document devant comporter réponse à la question: le premier ministre a-t-il oui ou non, déclaré que le village de vacances familiales de Plovan serait construit?

Ce pensum pourrait être développé à l'envi. Il a, rien que du côté patronal, largement de quoi être alimenté: si le village ne se fait pas, ce sont 200.000 heures de travail en moins pour les entreprises locales — c'est-à-dire deux années de travail pour 80 salariés — c'est le licenciement assuré de 80 personnes sur 450 employés. Tels sont les arguments abondamment servis.

Bouffée d'oxygène

Si l'on est en droit de s'interroger sur l'exactitude de ces chiffres, parmi les entreprises, la Palud et Quemeneur, sont filiales de Bouygues, qui a les reins

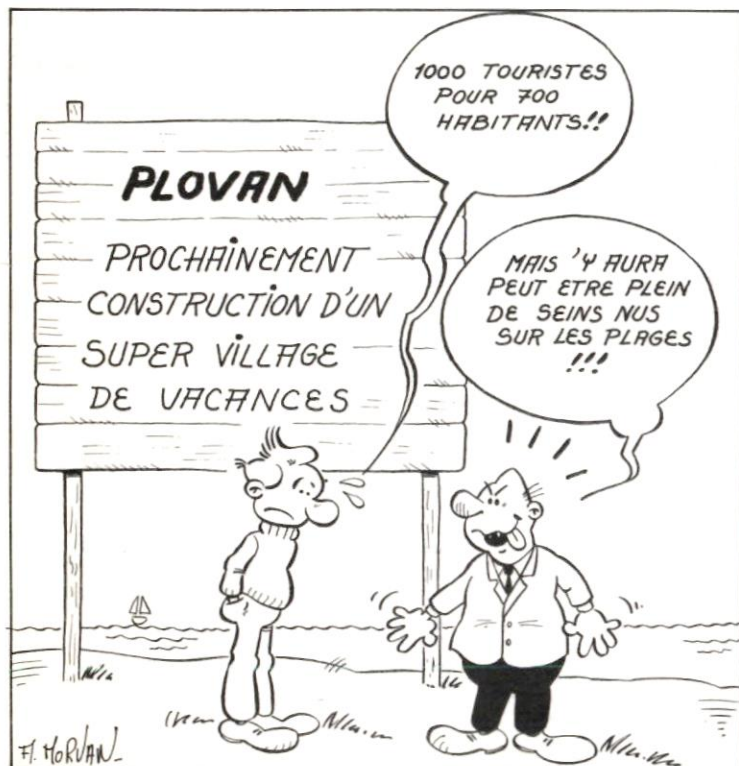
plutôt solides, il n'en demeure pas moins vrai que le Bâtiment comme d'ailleurs d'autres secteurs de la vie économique, connaît un marasme. Les carnets de commande se remplissent de moins en moins aisément. Et on en arrive à ceci: présenté à l'origine comme une opération immobilière touristique, le projet de VV est devenu un moyen privilégié de réduire en partie la crise du bâtiment dans la région. Pas de la résoudre. De cela, même le maire de Plovan, partisan acharné du village familial, en convient: «Personne n'est dupe. Ce n'est pas cette construction qui pourra sauver les entreprises concernées. Elle ne sera qu'une bouffée d'oxygène», nous a-t-il déclaré.

Signe que Plovan apparaît comme un palliatif: les assurances données aux entrepreneurs par Gilbert Simon (conseiller technique au ministère de l'Urbanisme): des crédits seront de toute façon débloqués à court terme pour le démarrage de nouveaux chantiers.

Voilà donc ce qu'on peut appeler l'aspect extérieur de «l'affaire». A Plovan même, les données sont différentes, sans qu'on puisse évidemment les isoler de ce premier aspect.

Bourg de 750 habitants, il connaît une rapide dépopulation. Le pourcentage des gens âgés est important, celui des jeunes, faible. L'an passé sur le territoire de la commune, il y a eu 34 décès pour seulement 2 naissances. Alain Le Bec, maire, poursuit le tableau: «Actuellement, on compte une centaine d'exploitations agricoles. Avec ce vieillissement de la population, en l'an 2000, on n'en comptera probablement plus qu'une cinquantaine, avec 20 ha au maximum chacune. Il est clair qu'une commune strictement rurale ne peut plus vivre. De plus, nous n'aurons jamais d'activité industrielle car nous sommes situés trop à l'écart des voies de communication importantes».

Rappelons pour mémoire que d'autres communes environnantes guère mieux desservies donc en grands axes routiers, ne tiennent apparemment pas ce raisonnement: l'usine Hénaff est bien implantée à Pouldreuzic. Précisons ensuite que si, en pays Bigouden, le nombre de jeunes agriculteurs est en forte baisse, il a doublé à Plovan depuis 10 ans (1). Ainsi, cinq jeunes agriculteurs doivent s'y installer cette année. Pour l'un d'entre eux, ce n'est pas sans appréhension: «Vous avez vu où en est rendu le prix du matériel agricole? C'est délirant. Pour être paysan aujourd'hui, il faut soit avoir beaucoup de fric au départ, soit avoir fait une école d'agriculture. Je suis dans le deuxième cas. Avec le BEP, j'aurai accès à des prêts de 3% jusqu'à 35 ans, à la place des taux de



A Plovan et ailleurs, l'emploi est devenu une arme pour la droite

LES BOUCLIERS DE TILLY...

« On lui doit tout ». Maire, industriel, fonceur, héros de l'exportation, Jacques Tilly règne sur Guerlesquin. Et sur quelques autres communes alentour.

L'emploi, c'est lui. 700 personnes aux abattoirs. Des semi-remorques en navette avec Brest, des cargos frigorifiques dont la cheminée arbore son sigle transportent des centaines de milliers de poulets vers le Moyen-Orient. Les éleveurs sous contrat d'intégration vivent à son rythme. Et quel rythme ! 100.000 tonnes par an...

Jacques Tilly ne fait pas dans la nuance. En cas d'ennui, pas de problème ; il suffit de laisser entendre que les emplois sont menacés. « Je vais de l'avant », dit Jacques Tilly. Et tant pis si ça casse... Il se trouve qu'en automne, ça a cassé. Plus précisément quelque chose dans les installations frigorifiques, et le Guic a été gravement pollué par un fort déversement d'ammoniaque. Depuis plusieurs mois, l'abattoir de Guerlesquin dépassait les normes de tonnage correspondant aux possibilités d'épuration. Le déversement d'ammoniaque a fait éclater la colère. D'autant que Jacques Tilly n'a pas cru bon de prévenir les communes en aval, ce qui a failli provoquer la fermeture de l'abattoir de porcs de Plouaret !

Glissement

Géné, Jacques Tilly ? Pas du tout ! D'ailleurs, trois mille personnes sont venues le soutenir à la Halle de Guerlesquin. Les salariés Tilly d'abord. Pas facile de s'abstenir quand le maire PDG annonce froidement qu'on en mettra trois cents à la porte si on l'oblige à respecter les règlements... Les paysans aussi ; pas facile, non plus de rester à la maison quand on vous dit tout aussi froidement que les contrats seront rompus... C'est pourtant ce qu'ont fait les adhérents de la FDSEA des Côtes du Nord, en soulignant que « toute activité doit prendre les moyens de ne pas détériorer son environnement et de ne pas nuire, parfois gravement, à ceux qui l'entourent ». Et puis le soutien du RPR ; celui du PR ; celui de Guermeur ; celui de Cozan, présent bien sûr au premier rang. Toute la droite a plébiscité, au nom de l'emploi, les méthodes de Jacques Tilly. Et pas

que la droite, d'ailleurs : il y avait même des dockers CGT de Brest... Le chantage à l'emploi, ça marche, en Bretagne.

A tel point que certains y perdent parfois leurs solidarités de classe. C'est le cas à Plovan ; pour Plogoff aussi, où s'est produit un glissement assez fantastique. Il ne s'agit plus, dans les commentaires des patrons locaux qui réclament des « compensations » d'un gros engin destiné à produire de l'énergie, mais plutôt d'un énorme chantier, dont la finalité reste vague, mais dont la construction est devenue l'unique justification.

Sanglots

Si les menaces de licenciements sont les armes du patronat local, les ouvriers ici, les paysans ailleurs, lui servent de boucliers. Et tous de tomber à bras raccourcis, sur un ennemi largement hypothétique : les écologistes, bien pratiques en l'occurrence.

Ce sont eux qui font des misères à Jacques Tilly, paraît-il, et le pauvre, découragé, parle de renoncer à s'implanter en Ille-et-Vilaine. Et, avec des sanglots dans la voix : « C'est encore l'emploi qui va prendre un coup ! ». Son collègue, et paraît-il concurrent, Doux, n'hésite pas non plus à agiter le chantage à l'emploi pour justifier ses exigences. C'est ainsi que pour s'implanter à Guéméné-Penfao, en Loire-Atlantique, la zone industrielle ne lui a pas paru agréable, et il a jeté son dévolu sur une zone de bois et de terres agricoles qui lui a semblé sympathique et « ombragée à souhait ». C'est là qu'il allait s'installer, ou nulle part. A prendre ou à laisser. Le maire, le colonel de Boisfleury, a pris : 150 emplois promis dans deux ans valent bien de passer sur quelques caprices ou quelques exigences : la commune de Guéméné-Penfao va donc créer de toutes pièces une autre zone industrielle avec voies d'accès. La Vilaine est toute proche. Quand il s'agira de la protéger, Doux mettra-t-il en avant le désormais traditionnel chantage à l'emploi ?

Equation bidon

Car, dans ce domaine, ce sont les patrons, relayés à fond par la droite, en particulier le RPR, qui mènent le jeu. Ce sont eux qui



posent l'équation inacceptable : l'emploi ou la qualité de la vie. Inacceptable mais pourtant largement admise dans le désarroi actuel lié aux affaires Tilly, Plovan, Plogoff... « On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs ».

Et pourtant, le droit au travail, et le respect du cadre de vie sont deux droits fondamentaux. Les opposer l'un à l'autre c'est entrer dans une problématique bancale. D'autant que les choses ne sont pas toujours aussi simples : attenter à l'environnement pour protéger le travail des uns, c'est souvent mettre en péril le travail des autres. Ajoutons que ce choix que le patronat nous impose est typique d'une certaine forme de colonisation. La seule solution est de la refuser, d'affirmer que le développement breton ne peut être confié ni aux patrons locaux aux dents longues ni aux notables de médiocre envergure qui leur emboîtent le pas.

Le profit à court terme ne doit pas hypothéquer les chances de ce pays qui sont réelles, qui sont vivantes et qui imposent qu'on sache gérer avec discernement notre « stock économique ». Ceci, le capitalisme en est, par nature, incapable.

Jean Guégueniat.

13 ou 14 % pratiqués normalement. Mais après 35 ans, j'ignore si je tiendrai le coup. En ce moment, je connais des agriculteurs qui vendent leur terrain non seulement pour s'assurer une retraite, mais aussi pour arriver au bout de leur ferme, c'est-à-dire rembourser les emprunts qu'ils ont faits».

Vous vendez ou pas ?

Installation à la terre donc problématique — le prix de l'hectare est monté à 11 millions de centimes — mais installation tout de même. Et puis, même si des terres agricoles se vendent («Vous verrez que Plovan fera comme la Côte d'Azur, où il y avait des paysans qui sont bien contents d'avoir vendu aujourd'hui», m'a écrit le jeune futur exploitant), d'autres se maintiennent tant bien que mal dans leur rôle de production. Et ça s'annonce plutôt mal que bien, si l'on en croit Maryvonne Goanec, la présidente du Comité de défense, épouse d'agriculteur, qui pose le problème en ces termes : «La situation de l'agriculture n'est pas meilleure que celle du bâtiment. On ne nous demande pas de résoudre la crise du bâtiment en vendant nos terres mais en fin de compte, ça revient à ça. Nos difficultés ne pourront aller qu'en s'aggravant. Ici, on a une petite ferme de 18 ha ; mon mari l'a prise voici trois ans : on a plus intérêt à agrandir qu'à vendre, c'est évident. En plus, la construction d'un village de vacances générerait l'exploitation des terres qui le bordent. C'est notre cas pour un champ».

Ce n'est évidemment pas la thèse d'Alain Le Bec : «On nous a accusés de brader l'agriculture. Mais le VV ne s'étendrait plus que sur 10 ha dont 6 agricoles. La commune en compte 1500 dont 1000 cultivables. Seulement 1/200^e de la terre agricole de Plovan ne serait pas cultivée. D'un autre côté, je conçois qu'il y aurait une incidence sur les deux exploitations concernées. Mais si une décision prise en conseil municipal n'est pas suivie dans les faits, c'est la démocratie qui est remise en cause par l'action de groupes de pression. Quoi qu'il en soit, une municipalité doit prendre des décisions, faire des choix. Nous pouvons nous tromper. Mais je reste persuadé qu'il est vain de vouloir créer des emplois liés à l'agriculture, car celle-ci va en se dépeuplant».

Pour le maire, le raisonnement inverse ne peut donc pas être envisagé, à savoir : juguler cette dépopulation, multiplier les initiatives dans et hors de sa commune (département, région) afin de débloquent des fonds d'aides au démarrage et au maintien de jeunes agriculteurs, lancer des appels d'offre pour que viennent s'installer dans la région des industries liées en amont et en aval à l'agriculture, entreprises de fait créatrices d'emplois durables.

Désaveu

Ce scénario «impossible» est remplacé par un autre intitulé : tourisme. Lequel n'étant pas «la» solution, a les caractéristiques d'un pis-aller. Alain Le Bec : «Pour Plovan, ce village — qui serait adapté à la fréquentation touriste-

que actuelle — qui doit comprendre 112 maisons de 60 à 65 m² chacune, représente vingt emplois sur une bonne partie de l'année : 10 personnes s'occupant du restaurant durant la saison, 10 autres ayant la charge de l'entretien des habitations. Il vaut mieux quand même ça que rien du tout».

Avec le retrait du permis de construire, c'est donc «ça» qui s'en va. Mais le pas est pris. La commune voit sa population gonfler en été, les estivants vont un peu où ça leur chante. Va falloir organiser tout ça. Quelle forme devront prendre les équipements d'accueil ? De l'avis de Jos Youinou, conseiller général de Quimper, membre de la commission départementale d'urbanisme, opposé au projet de VV : «Il n'y a pas de formules toutes faites. L'option du gouvernement actuel qui est de développer le «tourisme social» (le village prévu était loin d'être dans ce cadre !), me semble justifiée. Actuellement, se construit à Combrit, à 600 m. de la côte, un équipement qui doit accueillir les allocataires des caisses d'allocations familiales. L'expérience est à suivre, la piste est intéressante. En manière générale, je pense que le développement d'installations touristiques doit se faire en intégration dans le tissu social et le milieu géographique considéré. Leur conception devant se faire dans la concertation des populations. Dans le cas de Plovan, celle-ci aura du mal à se réaliser».

Allusion faite à l'échec électoral aux dernières législatives d'Alain Le Bec, suppléant de Guy Guerneur. Ce désaveu d'un maire qui refuse de revenir sur le projet initial du VV, n'est certes pas fait pour apaiser les antagonismes sur la commune.

L'un d'entre-eux étant justement le reproche fait par Alain Le Bec, au comité de défense de ne s'être contenté depuis trois ans que de dénigrer son projet de village de vacances et de n'avoir fait aucune proposition à son sens viable pour le budget communal. En réponse, Michel Burel, du comité, conseille au maire de balayer devant sa porte : «A Plovan, rien n'a été fait pour favoriser l'installation de jeunes, agriculteurs ou non. Des permis de construire ont été refusés. A Tréméoc ou Peumerit, deux communes de dimensions comparables, des gens ont pu venir y habiter tout en travaillant à l'extérieur. On s'étonne que Plovan est une commune qui se meurt et tout ce qui a été trouvé c'est de construire un équipement touristique qui ne fonctionnera pas le quart de l'année. Car il est connu que dans la région la saison ne peut pas

se prolonger : les courants de la baie d'Audierne rendent les plages dangereuses, la côte est plutôt sauvage. Même en admettant que le village tourne plus de trois mois, les incidences sur la vie économique de la commune n'ont strictement rien à voir avec ce qui pourrait se faire si les 6 milliards de centimes de travaux étaient employés à des projets un peu plus cohérents».

Et Maryvonne Goanec d'ajouter : «Si tourisme il doit y avoir, au moins qu'on puisse le maîtriser. C'est-à-dire qu'il s'intègre dans la vie de la commune, et ceci tout au long de l'année. Il existe des possibilités d'animations, que ce soit des classes vertes, des séminaires, des stages de vulgarisation agricole, la création de structures d'accueil du troisième âge. Tout est à faire, tout est à discuter, mais il est difficile de convaincre les gens, de les faire bouger».

Patrimoine naturel

Au chapitre des propositions, Max Jonin, l'un des responsables de la Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne, rappelle qu'il en existe une qui a été faite dans le cadre du Schéma d'Aménagement du Littoral Breton et des Iles (SALBI), lequel prévoyait une politique d'aménagement de toute la zone de la baie d'Audierne, ceci en tenant compte du milieu naturel. Le géologue de la Faculté des Sciences de Brest précise ensuite quelques données : «La baie d'Audierne est une des dernières grandes zones naturelles à l'échelle de la Bretagne. Ça dépasse donc l'aspect purement local. Ça n'implique cependant pas qu'il faille mettre des barbelés partout. Il faut une action concertée, que l'on n'assiste plus à ces opérations sauvages, ponctuelles, parachutes, (là, je pense à Plovan pour le VV, à Tréguennec pour les asperges), qui, répétées, amènent à un désastre. Le projet d'une structure (je ne parle pas de «village») de vacances sur Plovan n'est pas abandonné. Ce qui l'est, c'est le projet là où il est, tel qu'il est prévu. En cela, nous suivons la position ministérielle. Laquelle prévoit une rediscussion, faite en concertation avec notamment la SEPNE et le comité de défense, qui devra aboutir à un autre projet. Actuellement, pour la région ouest, s'élabore un PAN (Projet d'Architecture Nouvelle) qui est un concours. On travaillera sur Plovan».

Pour Max Jonin, tout projet d'aménagement touristique doit au minimum obéir à deux règles. La première est de se situer dans la continuité du domaine bâti (pour Plovan, le bourg en l'occurrence). La seconde de prendre en compte le milieu naturel existant : «Parce que c'est un élément de notre patrimoine. A ce propos, il est malheureusement évident que le public, les élus aussi bien que l'administration, n'ont pas encore compris que le milieu naturel fait partie du patrimoine régional et même national, au même titre qu'un tableau ou un château. Essayez de toucher à la cathédrale de Quimper, vous verrez la levée de boucliers qui suivra. Détruisez une zone sensible naturelle et c'est l'indifférence».

P. Gallais.

(1) Le Peuple Breton n° 204 de décembre 1980.

VOLONTÉ DE SOUTIEN

Il y avait un Comité de Défense. Il y aura un Comité de Soutien. Le premier est contre un V.V. à Plovan, le second pour. Lequel est présidé par Guy Guerneur, et vice-présidé par Armand Pavec, maire de Plo-néour-Lanvern, tout surpris d'avoir reçu ce titre. Il était pas au courant qu'il aurait à suppléer M. Guerneur. Il n'importe. Tout cela est de bonne guerre. L'actuelle opposition pique ses idées à la nouvelle majorité du temps qu'elle y était (dans l'opposition). Mais pas avec les mêmes objectifs, bien sûr.



La cale est pleine

LE gouvernement socialiste a décidé de respecter tous les engagements pris par son prédécesseur giscardien. Soit. Mais cela suffit-il à justifier que l'Etat français apporte son actif concours à certaines des plus féroces dictatures du monde? Menée dans le plus pur style commando, une opération discrète s'est déroulée sur les quais de Saint-Nazaire au début novembre: dix-sept avions Super-Etendards

destinés à la marine argentine ont rejoint au fond des cales d'un cargo en partance pour Buenos-Aires, près de 200 tonnes d'armement divers également livrés par la France. Qu'en penseront les Mères de la Place de Mai qui manifestent chaque semaine depuis des mois pour obtenir au moins confirmation de la mort de leurs fils enlevés et «disparus» dans les caves à torture de la police politique argentine? A la continuité dans la douleur s'opposerait le changement dans la politique?

Plourin : Allergie à l'école

Ça bouge dans le Léon, du côté de l'enseignement... public. A Plourin plus précisément, d'où a démarré le mois dernier une campagne d'information dénonçant les carences en fonctionnement et en moyens dans les écoles de la région. Pourquoi Plourin? Parce que cette école est la moins gâtée. Soutenu par son conseil municipal, le maire de la commune ne la reconnaît pas. Il lui nie le droit à l'existence alors que cette école est reconnue viable, à tous niveaux par l'administration départementale, alors que 35 gosses de maternelle et primaire la fréquentent, alors surtout qu'il est démontré que sur la commune 123 enfants sont scolarisables. Ça paraît gros, mais c'est ainsi.

Lors du lancement de la campagne d'explication des grèves ont eu lieu dans les écoles publiques nord-finistériennes, accompagnées d'une délégation d'enseignants et de parents au ministère de l'Education, les sections cantonales du SNI — soutenues par, entre autres, la FEN, la FOL et par l'ensemble des organisations laïques — ont ainsi justifié ce choix de Plourin: «Nous en faisons un problème exemplaire. C'est également un test pour mesurer la volonté du gouvernement de faire appliquer la loi. Le

projet de décentralisation peut avoir en effet quelques inconvénients comme celui — par le pouvoir étendu aux communes — de laisser toute latitude aux municipalités réactionnaires de faire l'impasse sur la mise en place d'un service public d'éducation laïque, unique et gratuit, provoquant ainsi des disparités entre les régions. C'est pour cela qu'une loi-cadre est nécessaire, qui devra définir les obligations des municipalités en locaux, en crédits de fonctionnement, en services annexes».

Maintien d'un service public d'éducation dans les localités du Léon, mais aussi dans le département entier. Une quarantaine de communes ne possèdent pas d'écoles publiques, alors que la demande existe: le cas de St-Pol-de-Léon où un lycée est nécessaire et qui ne comprend pas moins de quatre établissements privés, est loin d'être isolé. Autre aspect, les effectifs: «Comment est-il possible, avec 43 élèves par classe, avec des remplacements non assurés des maîtres en congé, avec des locaux insuffisants ou inexistant, de donner une formation complète à des enfants, de leur fournir un minimum de préparation à la vie active? Ceci dans un département qui se trouve être le 92^e pour l'implantation des structures de prévention de l'échec scolaire?»

Des questions en vrac dont les réponses sont attendues avec de moins en moins de patience de la part des enseignants et parents. Histoire d'accélérer un peu les choses, proposition doit être faite aux ministères concernés qu'ils demandent la formation d'une commission parlementaire qui viendrait sur le terrain considérer de visu la situation. Les députés vont retourner aux (petites) écoles...

Sans crier gare...

Ou comment on dissout un comité de défense sans le dissoudre, ou comment on laisse tomber un comité quand on en a tiré tout le bénéfice personnel qu'on pouvait en attendre.

Le comité de défense de la gare de Rosporden s'est réuni le 6 novembre pour faire le point sur la situation et sur la condamnation de 14 de ses membres (dont 3 QDB de la section de Rosporden), condamnations qui ont été prononcées... au mois de mai! Ce qui montre bien le peu de cas que, à la présidence de ce comité, on fait des militants actifs sans lesquels le comité aurait depuis longtemps été enterré. Alors voilà! Par bien des aspects, ce fut une réunion comme les autres, on écouta sagement le président Gilbert Monfort maire et conseiller général PS, faire son discours sur les actions menées (par nous qui les connaissons par cœur) sur les amnisties (il était temps parce qu'à la limite ceux qui ne lisent pas Ouest-France auraient même pu ne pas savoir qu'ils étaient condamnés), et sur le rétablissement des arrêts de trains. Bref, sur bien des points il y avait de quoi considérer qu'on avait gagné une bataille. Puis on en vint à envisager l'avenir. Là, pas de problème, tout le monde était d'accord pour continuer jusqu'à satisfaction totale de nos revendications. Daniel Picol, coordinateur des comités qui était présents, appuyait tout à fait dans ce sens également. A Hennebont, ils n'ont pas obtenu ce qu'ils demandaient, et par ailleurs il y a bien des lignes secondaires dont la réouverture serait loin d'être du luxe (Rosporden/Carhaix. Rosporden/Concarneau.)

Comme c'est un comité démocratique, on a fini par demander si quelqu'un avait une question à poser, nous avons saisi l'occasion et demandé des explications sur la lenteur et l'inactivité du comité, mais quel mauvais esprit et quelle ingratitude! C'est qu'il y avait eu les élections! Soit — Et après il y avait eu les vacances! — on a pourtant bien fait un fest-nos au mois d'août? et tout le monde ou presque était là. Enfin! avec le changement n'est-ce pas! Et puis de toute façon, on n'aurait rien eu à nous dire, paraît-il.

Finalement, le comité est mis en sourdine, rebaptisé «Comité de vigilance et de propositions» sans aucun vote ni discussions, et aux dires de Gilbert Monfort, c'est lui qui continuera l'action en tant qu' élu, c'est-à-dire s'attribuer les résultats de notre lutte. Joli! et bien digne d'un notable.



Le Peuple Breton

CHARLES TILLON

MÉMOIRES POUR LE PRÉSENT

C'est en 1977 que Charles Tillon, alors âgé de 80 ans, publie l'histoire d'une vie, la sienne. Un récit présenté comme des « mémoires pour l'Histoire d'un ouvrier breton devenu révolutionnaire professionnel, chef de guerre (1) et ministre ». Une carte de visite qui impressionne par l'itinéraire qu'elle suppose, mais qui tranche avec la simplicité de son signataire que nous avons rencontré dans sa maison de la Bouëxière, au nord-est de Rennes, sa ville natale.

Poignée de main énergique, accueil décontracté, sourire de confiance, l'écrivain n'a rien du remâcheur nostalgique d'un long passé. Dès l'abord, il apparaît en effet comme un personnage vivant son époque, concerné par elle. L'impression initiale est celle de quelqu'un qui a assimilé ses huit décennies d'activité syndicale, guerrière et politique, de la même manière que la semaine qu'il vient de vivre. Bref, qu'il a de tout temps vécu au présent. Ce qui fait que libre choix est naturellement laissé à ses

interlocuteurs de lui suggérer l'évocation d'une tranche de son existence, ou le commentaire d'une récente décision gouvernementale.

Charles Tillon, c'est bien sûr le mutiné de la Mer Noire (2). Celui qui, à vingt-deux ans, avec ses compagnons d'équipage du Guichen, avait décidé un jour de 1919 de désobéir aux pontes politiques et militaires qui, en continuant après la guerre de débarquer des troupes françaises en Grèce, montraient par là leur indigestion du grand chambardement russe d'octobre 1917. Alors, plutôt que de participer à cette aide occidentale à la contre-révolution, les marins du Guichen avaient choisi la contestation appuyée. Ce sera pour certains d'entre-eux, dont Charles Tillon, un long séjour dans un bain marocain.

Parler pour le dernier

Le jeune ajusteur rennais donnait donc très vite le ton de son cheminement. A vingt-sept ans, il se trouvait au poste de délégué régional de la CGT Unitaire en Bretagne. Cet hiver 1924-1925, il le passera en Cornouaille, à Douarnenez. C'est la grève des « Pen-Sardinn » que l'écrivain commentera ainsi : « Cette grève marquait pour moi, dès le début de ma vie de militant responsable, de quelle violence était capa-

ble une classe opprimante, toujours inquiète de manquer de moyens de puissance en face d'une masse ouvrière capable de réaliser tous les siens. En un mot, nous avions eu raison en faisant partager le rôle dirigeant de la grève par la masse elle-même » (3).

A la question de savoir ce que représente pour lui un type d'action auquel il a plus d'une fois participé, il répond : « Une grève, c'est le refus de vendre son travail, car c'est la seule richesse de l'homme. C'est le travail de ses mains qu'il accorde avec sa volonté d'avoir plus de liberté ».

Douarnenez, c'est aussi sa rencontre avec le maire de la ville, Le Flanchec, ancien forain, anarchiste devenu communiste, connu sur nombre de marchés finistériens. « Le Flanchec était habitué à parler en public » dit Charles Tillon. « Il n'avait aucun mal à se faire comprendre d'une assistance de 3000 personnes. C'était moins mon cas. Je n'étais pas un orateur, mais j'ai appris à le devenir. S'adresser à un public de quelques centaines ou milliers de personnes ne m'a, peu à peu, plus posé de problème : il suffisait de parler pour le dernier, et surtout de se donner à fond, de s'investir dans ce que l'on disait ».

Et Charles Tillon d'ajouter son regret de constater que ce mode d'expression

soit devenu caduc: «Aujourd'hui, c'est le règne du micro. Que ce soit en réunion publique ou à la télévision, il permet à l'orateur d'opter pour le ton de la confiance qui lui évite le don de soi dont je viens de parler, et qui impliquait un minimum de sincérité, de vérité. Maintenant, on peut faire l'économie de celles-ci. C'est bien dommage pour bien des spectateurs pour qui les mots ainsi transmis perdent leur respiration...».

Les mots. L'écrivain leur accorde une dimension d'autant plus grande qu'elle est, selon lui, souvent menacée dans sa nature même. En clair, ce sont les

médias qui sont mis sur la sellette: «On en est rendu à un point tel, qu'après une attaque de banque ou un crime politique, on dit des bandits inconnus qu'ils n'ont pas **revendiqué** leurs crimes. J'ai passé une partie de ma vie à revendiquer avec les ouvriers. «**Revendiquer**» c'est un mot noble. On n'a pas le droit d'en dévoyer le sens».

Un état-major de vieillards

Les réserves qu'il émet sur la responsabilité des moyens d'information actuels, Charles Tillon les associe avec

Dans le 1^{er} quart de ce siècle, le Sud-Finistère fut le siège de grandes grèves, dont celle de l'hiver 1924-25 à laquelle Charles Tillon pris part. Notre photo : friterie de sardines à Douarnenez.



Musée de Bretagne

la façon dont est jugé le nouveau gouvernement: «Il est indéniable que le pouvoir actuel est porteur d'un changement indispensable à l'intérieur de la société. Sa chance, à l'encontre de 1936, ou, de mai à août, Léon Blum réalisait un programme qui a tant marqué la classe ouvrière, est qu'il n'y a pas comme à cette époque le tocsin hitlérien qui sonne au-delà des Pyrénées — à savoir la guerre d'Espagne. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation différente, qui fait que ce qui a été promis peut être appliqué. Mais en ce moment, c'est un peu comme s'il y avait des gens qui rêvent que le tocsin sonne à nouveau, qui oublient l'intérêt de la Nation. Il est pourtant indispensable que la solidarité joue. Cela n'est pas encore compris. A moins de compter sur une catastrophe, les opposants doivent comprendre que la démocratie doit être respectée. Car enfin, en six mois, quel est le pays qui pourrait changer avec l'héritage qu'il a reçu? Et comment pourra-t-il un jour y parvenir si son gouvernement continue à être assailli de toute part? Jamais je n'ai vu autant de hargne contre un gouvernement avec lequel on se dit d'accord».

Une contradiction, qui, pour l'ancien membre du Bureau politique du Parti communiste français — exclu de l'organe dirigeant en septembre 1952 (4) — s'explique et se justifie d'autant moins que la position des pays occidentaux est des plus fragiles. Qui les menace? La réponse est en deux parties. «Ce ne sont pas les Etats-Unis qui — en tant que puissance impérialiste, emploient aussi la violence, quand le dollar peut étendre ses moyens de domination — menacent des pays comme la France. Ce qui n'est pas le cas de l'Union Soviétique. Elle ne parle toujours que de paix, mais possède la force nucléaire la plus importante. Dès qu'on lui en laissera l'occasion, elle fera franchir à ses troupes le mur de Berlin. Ceci par déci-



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR
RECOURANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT

LE SPÉCIALISTE DE VOTRE SOMMEIL

DECORATION

LITERIE

nuits calines

LE SOMMEIL DES GENS HEUREUX

EPEDA - TRECA - DUNLOPILLO

COUVERTURES . COUETTES . LITS

TAPISSERIES . MEUBLES DE CHAMBRE

13 AVENUE JANVIER - 35100 RENNES

T. (99) 79.39.57

REMISE CONFIDENTIELLE = 10%

sur toutes commandes aux lecteurs du Peuple Breton

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE



FER - MER - ROUTE
Camions capitonnés Matériels spécialisés

50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52

Breiz Imprimerie
100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

sion d'un Etat-major de vieillards — conservés dans le vinaigre du marxisme-léninisme qui passent leurs veilles à contempler une mappemonde et pour l'heure, s'ingénient à trouver une réponse à la question pendante: « Comment menacer l'Europe par l'Orient et par l'Afrique? »

Dans ce contexte, Charles Tillon répond à une autre question: « Comment éviter la guerre? — « La guerre, je la connais. Je l'ai faite durant huit ans, mais du côté de ceux qui se font tuer. Aujourd'hui, c'est autre chose: il s'agit de guerre nucléaire. S'équiper d'une puissance atomique? Horreur! C'est certain. Mais comment faire autrement? Peut-on vraiment s'offrir le luxe de ne pas être alliés aux USA, dans la mesure où cela correspond aux intérêts les plus vitaux de la France et de l'Europe? »

Faut-il cependant borner une espérance à de seules tractations internationales? Les négociateurs de ces politiques porteuses de destruction humaine à grande échelle — seront-ils toujours les seuls décideurs des destins des peuples? Dans « On chantait rouge », Charles Tillon parle de « ce peuple de tous les labeurs humains (qui) a grandi pour atteindre à l'âge de ses responsabilités historiques. Il faut qu'il s'assure la plénitude de ses droits à assumer la succession du passé à la lumière d'une renaissance de la pensée politique et en participant largement à la gestion démocratique des rouages de la société. Oui, le socialisme reste à inventer pour désenchaîner la vieille espérance ouvrière qui nous fut confiée par

les héritiers des révolutions précédentes à charge de faire l'expérience d'une époque qui n'a pas résolu, comme disait Zola, les problèmes de vérité et d'équité posés déjà par le siècle précédent ».

Vivre selon ses racines

De la Bretagne, de son retour au pays, nous parlerons par bribes. Au passé: « Entre 1924 et 1928, j'ai assisté à la défaite économique de la Bretagne ». Un pays dont il a appris l'histoire en étudiant la Révolution française, « et non le contraire » ajoute-t-il, une Bretagne où « on a eu le sens le plus aigu de l'Etat après avoir fait 89 quand il le fallait ».

Au présent. « La langue ne doit pas servir à diviser la Bretagne quand il est question de l'unir, car il y a un certain nombre de gens qui se trouvent de fait hors sujet: en Ille-et-Vilaine, on ne parle pas le breton mais le gallo. Il n'y a pas de Bretons de seconde zone. Par contre, il est naturellement nécessaire de garder la langue bretonne, de demander que là où c'est possible, là où les gens le veulent, elle soit enseignée. Il est en effet essentiel que chacun puisse vivre selon ses racines ».

Propos recueillis
par Pierre Gallais.

(1) Un « grade » décerné en jaquette de l'ouvrage pour les besoins de l'édition. L'auteur tient à préciser qu'il ne s'est jamais considéré comme tel — (2) « La révolte vient de loin », Coll. 10/18 — (3) « On chantait rouge », Ed. Robert Laffont — (4) « Un procès de Moscou à Paris », Ed. Le Seuil (tous ouvrages de Charles Tillon).



Photo extraite de « On chantait rouge »

Mai 1936 — Charles Tillon est élu maire d'Aubervilliers. On le voit ici accueillant le Président Auriol. Au début du siècle, Aubervilliers concentrait les usines les plus sordides de la région parisienne, celles aussi où la classe ouvrière forgea ses premières armes. Les Bretons y étaient nombreux. Les extraits ci-dessous du livre de Léon Bonneff sur Aubervilliers témoignent de leur exploitation.

A Pontivy, en Bretagne, il y a tous les ans un marché d'hommes au printemps. Les jeunes gens que leurs parents veulent placer dans la culture descendent sur la place ; les adultes disposés à travailler la terre, les domestiques résolus à changer de maître se présentent aussi et les fermiers les examinent. On fait prix en supputant les forces des candidats ; aussi les étudie-t-on dans le même esprit que les marchands d'esclaves des côtes barbaresques inspectaient jadis les lots mis en vente par les corsaires ou par les guerriers. On tâte les bras, on évalue la résistance des poitrines, la vigueur des jambes, la grosseur des biceps. Les parents vantent la bonne santé de leurs rejetons, font valoir qu'ils ne sont jamais malades et peuvent rendre au maître des services ininterrompus.

Quand on s'est mis d'accord sur le prix du louage, le fermier donne un acompte et offre à dîner à toute la famille ; c'est l'usage. Mais il y a des farceurs, des malhonnêtes gens qui en abusent et, s'étant fait payer un repas substantiel, s'éclipsent pour tenter, par le même procédé, de se faire nourrir ailleurs.

Aussi les maîtres surveillent-ils avec soin tous les mouvements de leurs nouveaux valets et quand ceux-ci se retirent une minute, ils les guettent et, sans en avoir l'air, vont à leur recherche.

Une année, le marché de Pontivy fut pauvrement approvisionné. Les cours montèrent. La faute en fut à un marchand parisien qui était venu lever tous les hommes disponibles du pays. Il fit coller dans de nombreuses communes une affiche qui annonçait que le représentant de la Compagnie nationale franco-anglaise des engrais et superphosphates offrait cinq francs par jour aux garçons sans métier pour travailler dans ses usines d'Aubervilliers. « Travail assuré toute l'année. Pensions ouvrières à proximité des chantiers. Voyage payé. »

M. Jourdan, agent recruteur de la Compagnie, des-

cendit à Pontivy le 1^{er} mars et engagea quatre-vingts hommes sur les cent dix qui se présentèrent. Les trente candidats évincés semblaient faibles de constitution.

(...)

Ce n'est rien. Le travail de force est celui des superphosphates. C'est à ce travail que l'on emploie les Bretons. Le phosphate arrive par wagons complets. C'est une sorte de terreau jaune. On le décharge à la pelle dans des brouettes et on monte de grands tas à proximité des broyeurs mécaniques. Les broyeurs pulvérisent les phosphates et les élèvent sur les fosses par le moyen des chaînes à godets. C'est comme si l'on élevait à découvert des voiturées de farine : la poussière s'envole ; les murs, les cloisons, le sol, les ouvriers, tout est enveloppé de particules brunâtres. On les aspire, on les mange, elles craquent sous les dents quand on mâche le casse-croûte ; elles grattent la gorge quand on boit ; elles se logent sous les paupières et enflamment les yeux. On tousse, on éternue, on crache. On se lave, dans les premiers temps, on se baigne, on se savonne : on les retrouve partout, incrustées dans la peau comme les tatouages, logées sous les cheveux et sous les bras. On vit avec elles ; les hommes mariés les apportent dans le lit conjugal et les passent à leur femme.

C'est dans les fosses que les phosphates sont mélangés à l'acide sulfurique. Ils se décomposent en émettant de blanches vapeurs. Les fosses, ouvertes en haut pour recevoir la charge, sont fermées au pied par des panneaux de fer qui glissent horizontalement en des rainures. On pousse ces portes. Les hommes entrent, pioche à la main. Et ils reculent aussitôt, chancelants, la bouche ouverte, les yeux révoltés, les vapeurs de l'acide sulfureux les asphyxient. Il leur semble pénétrer dans un incendie d'allumettes.

MEURTRE POLITIQUE EN HAUTE MER

Il manquait un homme d'équipage, le technicien radio, au cargo chilien «Lago Lanalhue» quand il mouillait à Saint-Nazaire fin octobre. Etrange disparition... La nationalité du bateau et la personnalité du disparu, connu pour ses idées de gauche dans un pays gouverné depuis 1973 par le général fasciste Pinochet, tout semble indiquer que cette disparition ne soit pas «naturelle». Le comité France-Amérique latine de Nantes (1, rue Léon Say) fait le point de son enquête:

«Après plusieurs jours de silence, M. Nixon, commandant du «Lago-Lanalhue» a décidé de répondre à l'accablant dossier par une déclaration dans la presse locale (Ouest-France 4/11, et Presse-Océan 5/11). Cette déclaration ne lève aucun voile sur les questions troublantes posées par cette «disparition». Reprenons-en les principaux éléments.

Le commandant exclut lui-même l'hypothèse d'un accident... pour en conclure qu'il ne peut s'agir que d'un suicide. Preuve à l'appui: «son état déprimé». Objection première, cet état «déprimé» ne se retrouve nullement dans le courrier adressé à son frère, et rédigé moins de 10 jours avant le décès: «Je te confirme, avec joie, que nous naviguons pour l'Europe du Nord... nous pourrions nous voir pour quelques jours... à bientôt quand nous nous embrasserons». Ensuite, le commandant fait état de deux antécédents: «il avait été débarqué deux fois sur d'autres navires à cause de son état dépressif». M. Nixon doit pourtant bien savoir que José Enrique Montoya avait été débarqué et interdit de navigation (après avoir été emprisonné en 78) pour des raisons politiques: sa condamnation de la dictature.

Second point: le commandant exclut un assassinat. D'abord en niant la présence de membres de la police politique sur le Lago-Lanalhue, contrairement à ce qu'écrivait José Enrique avant de mourir. Ensuite en niant aussi les disparitions pour motifs politiques dans le Chili de Pinochet, contrairement aux preuves irréfutables et multiples des organismes internationaux comme l'ONU, Amnesty International, etc...

Enfin, le commandant justifie son long silence par sa volonté de ne pas recevoir des gens avec lesquels il est en désaccord politique et de s'assurer que la presse n'est pas trop à gauche... tout en regrettant que «l'idiot de frère» ne soit pas venu lui rendre visite pour recevoir ses condoléances. (rappelons tout de même que dans sa dernière lettre José Enrique conseillait à son frère Roberto: «ne pas monter à bord cette fois-ci parce que le capitaine et le premier pilote sont des ex-officiers de l'armée... et que le commissaire est un ex-CNI»).

Le commandant se démasque avec éclat en déclarant que le frère de José Enrique «est exilé définitivement car il a attaqué le gouvernement». Pour ce monsieur être en désaccord avec la dictature de Pinochet, comme l'est le frère, ne peut qu'entraîner l'exil.

Le problème breton

DE BREST



A NANTES

CFDT et réunification de la Bretagne

A l'initiative de sa section du Morbihan, le syndicat national des Impôts CFDT a été conduit à se prononcer lors de son récent congrès, sur une motion associant la réunification de la Bretagne et le refus d'une centrale nucléaire à Plogoff, au Pellerin ou ailleurs.

Rédigée hâtivement, et posant assez maladroitement les problèmes dans une instance hexagonale, peu préparée à les examiner, la motion n'a pas été adoptée.

Il est néanmoins intéressant de relever que 35 mandats l'ont appuyée, contre 44 mandats hostiles et 40 abstentions, et que la section de Loire-Atlantique s'est jointe à celles des autres départements bretons pour la défendre. C'est un représentant de la section de Maine-et-Loire par ailleurs chargé des responsabilités «régionales» dans le cadre des «Pays de Loire» qui a pris la parole contre l'adoption de la motion.

La section CFDT-impôts de Loire-Atlantique devait par ailleurs soumettre au 2^e congrès du syndicat départemental des Finances (où elle retrouve les sections de l'INSEE, des Douanes, du Trésor...), les 14 et 15 décembre à Bouguenais, une résolution sur la régionalisation, très critique à l'égard des «Pays de Loire» et demandant l'ouverture d'un débat au sein de l'UD-CFDT sur un rapprochement avec les autres UD de Bretagne.

Licence de Breton: Le changement, oui mais...

Qu'avait donc imaginé le ministère de l'éducation nationale en créant les licences de breton à l'Université de Haute-Bretagne à Rennes. Sans doute pensait-il ainsi répondre aux exigences d'une poignée d'irréductibles. Les 340 étudiants inscrits et surtout leurs professeurs font les frais de ce difficile accouchement: le budget n'a pas été prévu pour une telle affluence... et pour payer une partie des heures de cours assurées jusqu'alors bénévolement, par

les professeurs, les étudiants de la section de celtique ont dû organiser une quête au restaurant universitaire!

La loi accorde pourtant un crédit d'heures supplémentaires en fonction du nombre d'étudiants inscrits. Serait-ce déjà la mise à l'index d'une section tout juste naissante?

Licenciements en cours à Kéroman

Les industries de transformation de la pêche subissent les effets du démantèlement des flottilles. Deux sociétés «Continental Marée» et «Continental Gel» viennent en effet d'être une mise en règlement judiciaire, l'autre en liquidation de biens. Le résultat est catastrophique pour l'emploi au port de Lorient: aux 27 licenciements de «Continental Marée» s'ajoutent les 49 travailleurs de «Continental Gel». Et les espoirs de reprise sont bien faibles.

Vannes: Habillement et textile: journée d'action CFDT

Pour protester contre le blocage patronal dans les commissions paritaires dans l'habillement, cuir, textiles et blanchisseries, le syndicat CFDT a organisé une journée d'action à Vannes.

Dans la région, l'année 1981 aura été marquée par la suppression de 180 postes dans les entreprises concernées. La Société Accotem, ex Darèges reste le point noir de ce secteur, d'activités: sur 220 employés de Darèges, seules 46 travailleuses ont retrouvé un emploi chez Accotem.

Pour relancer l'embauche dans ce secteur, la CFDT revendique la semaine de 35 heures sans perte de salaire et la retraite à 55 ans pour les femmes.

Un ralentissement pour 3 priorités

En octobre dernier, une centaine de militants de l'Union professionnelle route CFDT organisaient une opération « ralentissement » de circulation aux portes de Rennes. Elle appuyait ainsi les négociations qui avaient lieu au plan national et voulait sensibiliser le public et les professionnels sur les problèmes de la profession, notamment dans trois directions :

La durée du travail d'abord. La CFDT a fait des propositions chiffrées pour aboutir dans 5 ans aux 35 h de travail hebdomadaires, en tenant compte de deux groupes de travailleurs. Pour les sédentaires et les roulants « courtes distances », on peut adopter des méthodes similaires à celles de la majorité de l'industrie nationale. Pour les roulants « longues distances » une approche spécifique est nécessaire (notion du temps de travail, repos hebdomadaire, repos journalier, présence au foyer).

La réduction du temps de travail doit s'accompagner d'une revalorisation progressive des métiers des transports. Pour bien faire appliquer les accords, la CFDT demande l'institution dans chaque département d'une **commission paritaire de contrôle** présidée par un inspecteur du travail (aujourd'hui 2 inspecteurs seulement pour la région Bretagne!), et elle fonde ses analyses sur les réalités concrètes du terrain (tout le monde sait bien en effet que le patronat s'assoit allègrement sur les réglementations en vigueur).

La revalorisation des métiers des transports, ensuite. Cela doit prendre la forme d'une grille de classification, avec des salaires appropriés : 3400 F à l'embauche pour un manoeuvre et 5100 F pour un ouvrier hautement qualifié pour 174 h par mois. Plus question d'en rester aux 19,76 F de l'heure pour un conducteur routier marchandises HQ et 16,73 F pour un manoeuvre (soit le SMIC pour celui-ci et 3 F de plus pour le routier). Cette exploitation n'est plus de mise à l'heure du changement politique.

Enfin, la création d'emplois. Une étude menée en 79 par les services du Ministère des Transports permet de revendiquer 30.000 emplois nouveaux.

Bien sûr ces 3 points se tiennent et ce genre d'action vise à mobiliser les travailleurs face à un patronat qui n'a pas l'intention d'aller au devant de la volonté de changement manifesté au niveau des institutions en mai et juin derniers.

Au niveau breton et bien que ce ne fut pas le but de cette journée d'action, cela illustre le nécessaire combat à mener dans une région où les sociétés de transports routiers sont relativement nombreuses (+ de 400 pour la longue distance) et ont été longtemps en croissance (Bretagne excentrée — réseau ferré à l'abandon — concurrence plutôt que complémentarité entre les différents moyens de transports) mais en s'appuyant sur de scandaleuses conditions de travail et une répression syndicale « exemplaire ». (voir analyse de l'UDB : Les transports en Bretagne dans les PB de Octobre à décembre 1977).

G. Provost.

Auto-Ecole Michel LE BOZEC

Bureau : 10, RUE COLBERT, 10
29200 BREST Tél. 44.52.81
Domicile : 74, RUE ARMORIQUE, 74
29200 BREST Tél. 45.23.64



« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

tous les événements heureux

Jean Alain Provost

— IMPRIMEUR —

11, RUE DE LA FRATERNITÉ LESNEVEN

Tél. 83.00.77

BAR - CRÊPERIE

« CHEZ TOM »

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter



IMPRIMERIE BAUER

Rue du Saint-Esprit

29260 LESNEVEN - Tél. 83.00.95



8 et 10, Place de la Liberté
Tél. 44.59.03 BREST
SERVICE APRÈS-VENTE

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
MEUBLES ORDO - ATAL
BALANCES - PHOTOCOPIEURS

HENault

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21



l'ange farceur

VOTRE SPECIALISTE EN :
FARCES & ATTRAPES,
GADGETS,
MASQUES,
MAQUILLAGES,
COTILLONS,
ARTIFICES.

JO DUVAL
18, r. Georges-Clemenceau
St-Servan-sur-Mer
35400 SAINT-MALO
Tél. (99) 56.96.18

GARAGE POPULAIRE LE GUELLEC J.-Y.

Concessionnaire : **POLSKI**
ZASTAVA

121, rue Jules-Ferry - 2900 St-BRIEUC
Téléphone : 94.11.76

Montage Gaz tous véhicules

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
Tél. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTIQUES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

pb.service

• Au CRIDEV

A Rennes, les 23 et 24 week-end national de formation et d'information destiné aux militants d'associations Tiers-Monde, avec la participation d'agriculteurs, de salariés du secteur agro-alimentaire, de coopérateurs... Ce week-end entre dans le cadre d'un mois (du 6 au 31) d'information sur le thème « Bretagne et Tiers-Monde: quels liens? pour quels développements? » (Rens. et Inscr. au CRIDEV, 41, av. Janvier, 35100 Rennes. Tél. 99/79.39.45).

• M.C. de Rennes

Le 5, début de l'exposition « Le Dessin politique dans la presse »; les 12 et 13, « Pantagruel » d'après Rabelais par le Théâtre de la Liberté; le 16, rencontre débat avec les dessinateurs de la presse politique; le 19, récital Guy Bedos; les 27 et 28, « Les géants de la montagne » de Luigi Pirandello, par la Cie des Alpes.

• Non-violence

Le groupe « Conscience et contre-violence » nous communique les horaires de la permanence qu'il tient à la gare routière de St-Brieuc: tous les 1^{er} mercredis de chaque mois de 15 h à 17 h, et tous les 3^{es} samedis de chaque mois de 14 h à 16 h.

• Stages Ti Kendalch'h

Les 16 et 17, mise en scène et chorégraphie de la danse traditionnelle, guitare d'accompagnement pour débutant; les 23 et 24, danse du pays de Redon (perfectionnement), guitare folk, accordéon diatonique folk (rens. et inscr.: Ti Kendalch'h, St Vincent sur Oust, 56350 Allaire. Tél. 99/91.28.55).

• Festival de la chanson

Du 22 au 31, à Rennes, 4^e festival de la chanson (rens. 99/30.16.49).

Le 23 à 21, à la salle des fêtes, de la Roche-Derrien, soirée Ecosse-Irlande-Occitanie-

Bretagne. Avec concerts des Boys of the Lough (musique irlandaise et écossaise) et de Lene et Lise (pour l'Occitanie), suivis d'un fest-noz (org. association Ti-Villaj).

• Fest-nos

Le 23 à Sérent, fest-nos avec le groupe Kistrebher, Le Brun et Huguel, les Chanteurs de Sérent, les Sonneurs de Port-Louis (org.: Cercle celtique des Landes de Lanvaux).

Le 16 à la mairie de Brest, concert avec les Boys of the Lough suivi d'un fest-nos/bal folk (org. Skol Diwan Brest).

Le 9, fest-nos à la mairie de Brest, avec les Bleizi Ruz, Breiñ et des sonneurs des montagnes (org.: Al Lern).

Le 23, au Family à Landerneau, fest-nos avec les Sonerien Du, Breiñ et (encore) des sonneurs des montagnes (org.: Al Lern).

Le 23, fest-nos à la Salle communale de Brignogan, avec Tan ha Kurun, Breiñ, Paotred Lanouarne, Breudeur Leal (org.: Comité Salvador de Brest, Foyer Culturel de Brignogan).

Le 31, à la salle Stella, Brest-Lambézellec, fest-nos avec Boutriked ar Menez (org.: U.D.B.).

• Un mois au CAC

Au Centre d'Action Culturelle de St-Brieuc: du 6 au 12, semaine du cinéma allemand; le 12, Ballets Mudru, New York Blues; le 14, Pantagruel d'après Rabelais par le Théâtre de la Liberté; le 20, concert des Boys of the Lough (org. en co-production avec Amnesty International); le 22, Pupitre 14 (musique classique et contemporaine); le 29, opéra Rock Fiction (rens. 96/61.29.33).

• Festival interceltique

Concours 82 de composition musicale organisé par le Festival Interceltique de Lorient (œuvre à adresser au FIL Hôtel de Ville, 56100 Lorient avant le 1^{er} juillet — Rens. 97/21.20.51 et 21.24.29).

• Centres de vacances

Stage de directeurs de centres de vacances et

loisirs à Hédé du 18 au 22 et du 25 au 29 (rens.: FDAFR (Famille rurale), 16, rue de Penhoët, BP 647, 35008 Rennes Cédex — Tél. 99/79.49.49).

• La récréation des clowns

C'est le titre de la pièce d'un auteur algérien d'expression française, Noureddine Aban. Première à Hennebont les 5 et 6 février. Interprète: le Théâtre de la Chimère, ensemble théâtral d'animation populaire qui, durant ces deux jours organisera également: expos sur l'art et l'artisanat algérien, expo et conférence sur la littérature algérienne, expo sur la calligraphie, projection d'un film et débat sur le cinéma algérien, spectacle de poésie et musique algérienne, débat sur la torture (rens. 97/36.12.42).

• Petite annonce

« Guillaume à la campagne », c'est le titre d'un journal en breton pour les enfants comprenant chants et contes, présenté en cassette (commandes à Skol an Emsav, 8, Straed Hoche, 35000 Roazon).



Boys of the lough

DOCUMENT

LE RAPPORT POLITIQUE DE L'U.D.B. POUR SON CONGRÈS D'AVRIL

Le document que nous publions ici est le rapport du Bureau Politique sortant de l'U.D.B. avant le congrès du parti. Elaboré lors de plusieurs réunions en automne, il a été adopté par le B.P. durant sa réunion du 13 décembre. Discuté dans les fédérations à partir de janvier, il pourra être adopté, amendé, faire l'objet de contre-propositions

— L'accentuation de la crise

Les deux dernières années ont été fondamentalement marquées par une dégradation généralisée de la situation de l'emploi dans les pays capitalistes occidentaux, dégradation dont l'ampleur semblait encore impossible il y a de ça deux ou trois ans.

Le taux de chômage dans la population active a donc beaucoup augmenté ces derniers mois. En Grande-Bretagne il est passé de 6,2% à 11,3% en dix huit mois, tandis qu'en R.F.A. il passait de 3,9% à 6,25% et qu'il dépassait les 8% aux U.S.A. et en France.

Le CEE comptera vraisemblablement plus de 10 millions de chômeurs au printemps 82.

En France le nombre de chômeurs a dépassé le cap des 2 millions en octobre 81, soit une augmentation de 32% en un an.

A cette augmentation du chômage en valeur absolue s'ajoute une évolution structurelle qui traduit un approfondissement de la crise de l'emploi. Le chômage touche de plus en plus les hommes alors que dans la première phase de la crise il touchait davantage les femmes. Sur les 12 derniers mois (oct. 80, sept. 81), 66% des chômeurs supplémentaires sont des hommes.

Par ailleurs, le chômage touche de plus en plus les travailleurs qualifiés. Ainsi d'août 80 à août 81, le nombre de chômeurs ouvriers qualifiés a augmenté de 48,5% quand le nombre de chômeurs O.S. augmentait de 19,6%.

L'arrivée à l'âge de la retraite à partir de 1983 des générations nombreuses nées après 14-18 permettra peut-être de réduire l'aggravation du chômage mais nul n'ose plus affirmer qu'elle permettra de le résorber.

pendant les mois d'hiver. Parallèlement, les fédérations de l'U.D.B. vont élaborer, sur divers domaines, leurs contributions. En permettant au P.B. de publier ce texte, le Bureau Politique de l'U.D.B. a décidé de préparer publiquement son congrès. C'est pour lui, une preuve de démocratie.

Ce chômage qui sévit aujourd'hui dans les pays capitalistes occidentaux concrétise l'énorme gâchis que tolère leur système économique, ce gâchis ce n'est pas seulement 8-10-12% du potentiel de main d'œuvre qui reste sans emploi, c'est aussi une véritable gangrène sociale,

— de part les répercussions psychologiques et sociales de la situation de chômage sur les individus et leur famille,

— et de part le développement de l'esprit de résignation, d'individualisme qu'il engendre.

Si le chômage constitue la concrétisation la plus visible de la crise économique, ce n'est point la seule. L'inflation n'est nullement maîtrisée, le pouvoir d'achat stagne ou même régresse.

En tout état de cause, l'emploi doit rester plus que jamais la priorité des priorités.

— Pourquoi la crise?

Force est de reconnaître aujourd'hui la difficulté pour les militants de gauche de mener une analyse des causes fondamentales de la crise actuelle des systèmes capitalistes.

Par contre les phénomènes de propagation de la crise sont bien cernés.

La crise correspond à une baisse du taux de profit dans la majeure partie des secteurs économiques capitalistes. Et le remède à la crise est toujours le même: le rétablissement d'un taux de profit qui puisse assurer le renouvellement du capital et donc la perpétuation du pouvoir de la bourgeoisie.

Ce rétablissement du taux de profit implique:

1) une politique d'austérité au niveau de la consommation tant privée que publique.

U.D.B. : LE RAPPORT POLITIQUE

2) Le redéploiement du capital

c'est-à-dire une réorientation de son accumulation tant géographique (régions ou pays où la main-d'œuvre, où les matières premières sont moins chères) que sectorielle (vers des marchés « porteurs » comme le nucléaire, l'armement).

Le pouvoir d'État joue un rôle fondamental dans l'élaboration de ces politiques.

L'austérité le redéploiement du capital se traduit obligatoirement par un développement du chômage.

— le pouvoir d'achat ne progressant plus, la demande de biens de consommation se réduit.

— l'austérité pour le secteur public entraîne la stagnation si ce n'est la régression de ses effectifs.

— le redéploiement du capital se traduit par l'abandon ou la « restructuration » de secteurs entiers entraînant les licenciements.

Si le schéma de propagation de la crise économique est bien clair, la baisse du taux de profit ne semble pas correspondre à une crise classique de surproduction dont la résolution implique simplement l'élimination des « canards boiteux » et le rétablissement de certains équilibres.

LE RÔLE DE LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE

La hausse du prix du pétrole ou de certaines autres matières premières ne peut être considérée comme une cause fondamentale de la crise.

Certes aujourd'hui, une part de l'augmentation de la production doit être affectée aux exportations compensant ses achats de pétrole. Encore faut-il préciser,

— d'une part, que pour d'autres produits les « termes de l'échange » se sont améliorés pour les pays développés.

— d'autre part une partie des pétro-dollars est réinvestie dans les pays capitalistes ce qui réduit d'autant le déficit de leur balance des paiements.

Il faut néanmoins considérer l'effort d'investissement nécessaire à l'adaptation de l'appareil industriel aux nouvelles conditions énergétiques, c'est notamment le cas du développement de l'industrie nucléaire qui est devenue en quelques années le principal secteur « porteur » du grand capital en France.

L'INFLATION, L'INSTABILITÉ MONÉTAIRE

De même l'inflation, l'instabilité monétaire sont plus des conséquences que des causes de la crise.

L'inflation permet en effet le relèvement des prix de vente et la réduction des charges d'amortissement. L'inflation est donc une solution provisoire du capital pour maintenir son taux de

profit.

Par ailleurs, le développement des capitaux flottants (multinationales, et pétro-dollars), l'accélération des taux d'inflation plus ou moins importants selon les pays, entraînent une instabilité monétaire que les manœuvres de la Fédéral Bank amplifient.

Inflation et instabilité monétaire résultent de la situation de crise mais la renforcent en même temps car elles réduisent l'une et l'autre les possibilités d'intervention de l'État.

La hausse du pétrole, le développement de l'inflation, l'instabilité monétaire ne peuvent expliquer la crise économique actuelle. Ces différents phénomènes cachent des tendances plus profondes des économies capitalistes développées.

Le rythme de développement de la production (c'est-à-dire les gains de productivité) que les pays capitalistes ont connu de 1950 à 1975 ne se retrouvera plus.

On peut y apporter deux types d'explications :

1) Il n'existe plus les mêmes réserves de productivité que lors des décennies précédentes. Et rappelons d'ailleurs que ces réserves de productivité étaient d'autant plus importantes que le niveau de la production n'avait pas varié de 1930 à 1950... De nombreux secteurs de production sont aujourd'hui au niveau maximum de la productivité alors qu'il y a encore dix ans ce n'était pas le cas (agriculture, commerce, construction...)

2) Du fait du degré de développement des économies occidentales, le surplus de productivité et donc de pouvoir d'achat n'est plus affecté aux produits « industrialisables » automobiles, électro-ménagers, meubles, logements... mais aux services.

Ces considérations ne doivent pas déboucher sur une quelconque résignation à la crise, ou sur un quelconque ralliement à la politique d'austérité et de redéploiement économique.

Elles doivent par contre nous amener à ne pas assimiler sortie de la crise à un éventuel retour au rythme de croissance des années 50/75. Et ceci d'autant plus que la crise actuelle du système capitaliste révèle encore davantage un certain nombre de déséquilibres engendrés par le mode de développement du système dans la période récente :

— déséquilibre dans les rapports Nord-Sud qui se traduit par une paupérisation accélérée de zones entières du Tiers-Monde.

— déséquilibres écologiques, la fuite en avant productiviste du système capitaliste faisant fi du respect des équilibres naturels.

— déséquilibre entre le développement des potentialités humaines, lié au développement de la formation et l'absence de « débouchés » correspondants.

S'il reste de nombreuses incertitudes quant à l'analyse des

causes de la crise et quant à la définition des solutions pour sortir, nous avons au moins une certitude : il ne faut pas laisser la bourgeoisie maîtriser cette crise.

L'expérience du Giscardisme, les politiques menées par Thatcher en Grande-Bretagne et surtout Reagan aux U.S.A. ne l'illustrent que trop bien.

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE EN BRETAGNE

Pour analyser les conséquences spécifiques de la crise en Bretagne, il nous faut analyser les différents canaux de propagation de la crise, de la réduction de l'activité, du développement du chômage.

On peut distinguer trois « canaux essentiels » :

— les fermetures d'usines du simple fait du mouvement de concentration du capital et d'élimination des « canards boiteux ».

— les effets directs de la politique d'austérité qui réduit le niveau de l'activité notamment pour la production de « biens durables » : automobile, bâtiment, électro-ménager... et qui se traduit dans le secteur public par la réduction des embauches.

— les transferts d'activités liés au redéploiement du capital vers des pays où les conditions de production (coût de main d'œuvre, des matières premières...) sont plus avantageuses.

Il est bien évident que ces trois canaux se superposent et se cumulent parfois. Il faut néanmoins essayer de les distinguer afin de mieux cerner les conséquences spécifiques de la crise dans les différentes régions. Tous les travailleurs des pays capitalistes, tous les travailleurs de l'hexagone subissent les effets de la crise : austérité, chômage... Mais quelles sont les conséquences spécifiques de la crise en Bretagne ? Il nous faut pour y répondre, reprendre l'évolution de ces dernières années en distinguant les différents « canaux » de propagation de la crise.

a) La restructuration

L'accélération du mouvement de concentration et de fermeture des usines les plus vieilles, les moins rentables, ont surtout touché les vieilles régions industrielles. Le capital industriel implanté en Bretagne étant faible et relativement neuf, le « canal » de la concentration du capital n'a de fait eu que peu d'effets. Citons cependant quelques exemples : la raffinerie de Vern sur Seiche, l'usine Garnier à Redon...

b) Les effets directs de la politique d'austérité

La politique d'austérité menée par le gouvernement Giscard-Barre, notamment après la défaite de la gauche en 78, a entraîné :

— d'une part une réduction d'activité du bâtiment, de l'industrie automobile, et d'autres activités industrielles de biens durables.

U.D.B. : LE RAPPORT POLITIQUE

La réduction de l'activité a entraîné une baisse de l'emploi dans le secteur public et privé.

Cette réduction s'est traduite par un développement du chômage des professionnels du bâtiment : 5082 demandeurs d'emploi en juin 81 contre 2905 en juin 80.

2 - L'emploi dans le secteur des « biens durables »

En dépit du maintien relatif de la compétitivité internationale le secteur de l'industrie automobile a réduit ses effectifs depuis 1978. Citroën Rennes a perdu plus de 1000 emplois, ses sous-traitants d'Ille-et-Vilaine (SEIMA et B. Faure notamment) ont licencié ainsi que la S.B.F.M. à Lorient.

L'industrie du meuble, présente notamment en Ille-et-Vilaine, a également passé une période difficile de 78 à 81.

LE SECTEUR PUBLIC

La réduction de l'embauche dans le secteur public a constitué en 79 et 80 l'un des facteurs principaux de la dégradation de l'emploi.

Ainsi sur les quatre départements de la région-programme les effectifs du secteur public n'ont augmenté que de 500 en 79 et ont été négligeables en 1980.

La politique de relance tant de la consommation que des pouvoirs publics, menée par le gouvernement de gauche devrait permettre, sinon de supprimer, du moins de limiter la dégradation de la situation de l'emploi.

L'ACCÉLÉRATION DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Les fermetures d'usine en Bretagne, la baisse d'activité, les crises et menaces sur l'agriculture et la pêche relèvent essentiellement du troisième courant de propagation de la crise, c'est-à-dire d'une tendance à substituer aux productions de Bretagne des productions importées. Le niveau de l'activité est en Bretagne, peut-être, moins fonction de la restructuration du capital et des effets de la politique d'austérité qu'en France, il est par contre nettement plus le résultat de la nouvelle division internationale du travail.

Depuis les années 60, la bourgeoisie n'a guère en effet concédé en Bretagne, que le développement d'activité permettant une surexploitation des travailleurs : usines-pirates, éle-

LE RAPPORT POLITIQUE

...che... Aujourd'hui, les productions sont délibérément en concurrence avec les productions des pays sous-développés. La bourgeoisie trouve chaque jour des régions plus «périphériques».

On le constate pour l'industrie de la confection. Plusieurs milliers d'emplois ont disparu, notamment par la fermeture des plus grosses usines: Transocéan, SPLI, Sapitex...

De même pour la chaussure. La crise des années 75-76 surtout marquée par la fermeture de Renault à Fougères et Donval à Rosporden, a provoqué une perte de près de 2000 emplois. Le répit constaté depuis risque fort d'être de courte durée.

L'industrie de la conserve risque fort également de perdre quelque 4000 emplois en 6-7 ans sous l'effet de la concurrence des pays du tiers-monde où investissent les grands trusts comme Saupiquet.

L'électronique d'exécution qui a été présentée comme la grande industrie créatrice d'emplois en Bretagne a perdu de nombreux emplois depuis deux ans, pas seulement dans le secteur téléphonique mais également dans d'autres types d'entreprises, comme EFCO à St-Malo, SGS à Rennes. Pourtant la construction électrique et électronique reste mondialement créatrice d'emplois. Mais le type d'usine qui s'implantait en Bretagne dans les années 65-75, s'implante aujourd'hui dans les pays méditerranéens ou dans le sud-est asiatique.

D'autres secteurs industriels sont également mis en concurrence avec les importations. C'est le cas de l'industrie du bois: fermetures de Marcesche à Lorient, de Chalos à St-Brieuc.

L'industrie de la Basse-Loire bien que représentant un capital financier et technique plus important que le reste de l'industrie bretonne, est également victime du transfert d'activité vers le tiers-monde. C'est surtout le cas de la construction navale. Précisons à ce sujet que la politique giscardienne se traduisait aussi pour la marine marchande par un recours de plus en plus important aux pavillons de complaisance, et la suppression de nombreux emplois... souvent tenus par des Bretons...

Si une bonne part de la faible industrie bretonne est en voie de disparition du fait de la division internationale du travail, les crises de l'agriculture et de la pêche correspondent à la même logique.

Le refus de toute politique des pêches est fondamentalement la conséquence des choix giscardiens. Pour Giscard, il vaut mieux importer du poisson que de promouvoir une véritable politique des pêches.

Les importations françaises de produits de la mer sont chaque année plus importantes.

L'accentuation de la crise ne se traduit pas seulement par des

fermetures d'usines, la disparition de certaines productions... Elle se traduit aussi par l'augmentation des cadences, la pression sur les salaires.

L'exemple du Joint Français, où le niveau de la production se développe malgré des réductions d'emploi et où le décalage entre le SMIC et le salaire moyen des ouvriers s'est réduit progressivement depuis 1972, illustre encore une fois la surexploitation des travailleurs bretons.

Il faut aussi parler de la situation des travailleurs et travailleuses des petites et moyennes entreprises de l'agro-alimentaire ou de la confection qui se trouvent dans les petites villes de Bretagne. C'est incontestablement dans ces entreprises que l'on constate les pires conditions de travail... mais qui du fait de la surexploitation des travailleurs résistent à la crise. Ainsi si l'industrie de la confection implantée au cours des années 60 dans les grandes villes (SPLI, Sapitex à Rennes, Robin à Lorient, Transocéan à Brest) a disparu, cette industrie résiste mieux dans les petites villes.

Dans le domaine culturel, l'aspect le plus évident, est la continuation du reflux de la mode bretonne, ce qui ne serait pas grave si, en même temps, n'avaient pas aussi reflué à la fois la langue bretonne et la création bretonne. Le succès en profondeur de Diwan, la lutte victorieuse pour la licence de breton ne peuvent cacher une aggravation considérable des dégâts causés par la politique giscardienne, dégâts que les timides mesures prises depuis le dix mai n'ont guère de chances de réparer.

LES EFFETS DE LA CRISE SUR L'AGRICULTURE BRETONNE

Du fait du poids des activités agricole et agro-alimentaire en Bretagne il est nécessaire d'insister plus particulièrement sur les conséquences de la crise et de la politique menée par le pouvoir giscardien pour l'agriculture bretonne.

C'est tout d'abord, là aussi, une politique d'austérité. Le revenu des paysans a été de plus en plus laminé entre une hausse des coûts de production et une baisse en valeur réelle des prix agricoles.

Pour 79 et 80 la baisse du revenu a été respectivement de 2% et 13%, baisse du revenu qui succédait à cinq années durant lesquelles le revenu avait déjà baissé de 10,5%.

Cette baisse de revenu n'est pas maintenant uniforme pour les paysans car elle s'accompagne d'un développement des disparités. Celles-ci sont liées d'une part aux différents degrés d'engagement dans le processus de modernisation mais également d'autre part au poids plus ou moins important des charges d'amortissement. De nombreux agriculteurs ayant récemment

investi se sont retrouvés en situation financière difficile. Le recensement réalisé au cours de l'été 81 porte sur près de 7000 «cas difficiles» en Bretagne.

C'est ensuite la crise de nombreuses productions liées à la politique d'ouverture sur le marché mondial, politique préconisée par certains technocrates européens qui expriment ainsi les vœux des grandes firmes capitalistes. R. Barre, en déclarant en mai 80 à Lyon devant un auditoire d'industriels que la remise en cause du système agricole français dans la décennie 80 risquait d'être aussi traumatisant pour la société française que l'«abandon» de l'Algérie, avouait ainsi son adhésion totale à cette politique libérale.

Cette politique était sous-jacente dans la loi d'orientation agricole votée le 4 juillet 80, loi qui ne parlait que d'«agriculture de conquête» en insistant sur les handicaps que constituaient l'élevage ainsi que les productions méditerranéennes en France.

Les fondements de cette politique agricole sont les mêmes que ceux qui prévalaient pour la politique industrielle.

Pourquoi produire du beurre alors que les matières grasses végétales des U.S.A. ou du Tiers-Monde sont si bon marché? Pourquoi poursuivre la production d'artichauts, de pommes de terre primeur, de mouton, de porc, de viande bovine... alors qu'il est possible de s'en procurer sur le marché mondial à moindre prix.

Là aussi il s'agissait de profiter d'une meilleure division internationale du travail, et de se spécialiser dans les créneaux porteurs (céréales, sucre...) au niveau mondial. En Bretagne une production correspond à cette politique agricole de conquête, c'est celle du poulet-export, production qui est passée de 100.000 tonnes en 78 à près de 250.000 tonnes en 81, sous l'impulsion de quelques firmes.

Après s'être difficilement adapté aux règles du marché commun l'agriculture bretonne devait selon la bourgeoisie giscardienne s'adapter au marché mondial.

1980: LE GISCARDISME ARROGANT

L'année 1980 marquée par une nouvelle accélération de la crise économique, aura été également marquée parallèlement par le progrès de la droite dans les pays capitalistes occidentaux.

Aux U.S.A. le phénomène Reagan, orchestration sans précédent par les forces capitalistes d'un retour en force de l'idéologie la plus réactionnaire, se traduit au niveau intérieur par un retour à l'hégémonie la plus totale de la bourgeoisie.

— suppression de toutes les «concessions» faites aux couches sociales les plus défavorisées.

— mise au pas du syndicalisme ouvrier pourtant acquis au système capitaliste.

— liberté totale pour le capital, ce qui va jusqu'à se traduire par la remise en cause des lois sur la pollution, les conditions de travail, etc...

Au niveau international par le choix d'une accélération de la course aux armements et une accentuation de la domination impérialiste des U.S.A.

— sur les autres pays occidentaux par le jeu de manipulations monétaires,

— sur les pays sous-développés par un durcissement de sa politique d'hégémonie notamment en Amérique latine.

En Grande-Bretagne, le gouvernement Thatcher poursuit une politique de même inspiration visant exclusivement au rétablissement du profit pour les firmes.

D'autres pays occidentaux ont connu le progrès de la droite. Ainsi en R.F.A. si le chancelier social-démocrate est réélu, l'audience recueillie par son challenger C.S.U. Strauss, candidat le plus réactionnaire que la R.F.A. ait eu depuis 1945, est particulièrement inquiétant.

En Suède, la social-démocratie a perdu les élections, de même au Portugal. En Espagne et en Italie, la perspective d'un pouvoir de gauche s'estompe.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le durcissement constaté de la politique giscardienne en 1980.

Durcissement de sa politique sociale et économique, mais durcissement également sur le plan idéologique et institutionnel, vote de la loi Peyrefitte «Sécurité et Liberté», contrôle de plus en plus exclusif des médias, loi sauvage sur l'Université, choix nucléaires imposés...

Face au giscardisme, la gauche hexagonale reste plus désunie que jamais:

Le parti socialiste agit uniquement en fonction de ces perspectives d'arrivée au pouvoir, le débat se polarise sur la désignation du candidat aux présidentielles, une large fraction se prononçant, notamment en Bretagne, pour Rocard hostile à toutes les alliances avec les communistes.

Le parti communiste accentue sa dénonciation du virage à droite du P.S. jusqu'à assimiler la politique de celui-ci à celle de Giscard. D'un point de vue interne, les tenants d'une ligne plus unitaire sont écartés.

En Bretagne, cette désunion de la gauche est renforcée par un certain nombre d'éléments objectifs:

— l'importance de la contestation anti-nucléaire combattue par le P.C.F.

— La publicité accordée au conflit municipal bretois.

— La compétition syndicale C.G.T. - C.F.D.T.

U.D.B. : LE RAPPORT POLITIQUE

Dans ce contexte de désunion politique et syndicale, les luttes sociales restent très défensives durant la période 1980-début 1981. Elle sera cependant marquée par un certain nombre de grands conflits sociaux en Bretagne. La Thomson-CSF, la S.B.F.M., Joint Français, SNIAS, AFO... conflits qui ne déboucheront que sur de faibles concessions du patronat, mais par contre sur une forte répression syndicale, corollaire du durcissement du régime.

De même le mouvement de grève des marins pêcheurs durant l'été 80, et les mobilisations paysannes (manif. du 28 avril 80, à St-Brieuc, crise du porc en août 80...) n'auront guère de résultats tangibles...

Le durcissement du régime giscardien avec notamment une emprise de plus en plus pesante sur les médias, ainsi que la désunion de la gauche entraîne un mouvement sensible de dépolitisation notamment dans la jeunesse que les difficultés d'emploi ne font que renforcer;

Cette dépolitisation se situe cependant uniquement au niveau d'un refus de l'engagement politique car les combats plus concrets — mais plus partiels — reçoivent au contraire une grande adhésion. C'est notamment le cas de la lutte anti-nucléaire, mais également celui de certaines luttes plus spécifiques (Diwan...). Le décalage entre la mobilisation pour Plogoff et l'absence de mouvement de solidarité pour les grévistes du Joint Français en juin 80 en est une conséquence que nous avons fait remarquer en son temps.

LA VICTOIRE DE LA GAUCHE EN MAI 81

La première phase de la campagne présidentielle s'est avérée particulièrement décevante pour les militants de gauche car marquée par une profonde division:

— attitude très agressive du P.C.F. se laissant entraîner dans des opérations de type «Montigny»... et développant un discours très ouvrieriste. Polarisation de l'action du P.S. sur le règlement de ses rivalités internes.

Il n'a objectivement rien existé de comparable au mouvement populaire de soutien à la candidature de gauche en 1974. Les programmes des deux grandes formations P.C. et P.S. sont apparus secondaires du fait de la personnalisation sans précédent de la campagne électorale.

Il convient cependant de remarquer le ralliement des deux grandes formations de gauche à la politique suivie par la droite en certains domaines, notamment en ce qui concerne la défense (tant au niveau de l'armement nucléaire, que de la conscription à douze mois) et le développement de l'industrie nucléaire civile.

La victoire du 10 mai, résulte finalement davantage d'un rejet

de la politique giscardienne, que d'un mouvement populaire de soutien à la gauche et à son programme. Ce phénomène de rejet est la résultante directe de l'arrogance d'un pouvoir qui, six mois encore avant l'échéance électorale, accumulait les mauvais coups aux travailleurs, multipliait les atteintes aux libertés, et insistait dans son discours sur le caractère inéluctable du développement du chômage.

La victoire de François Mitterrand aux présidentielles de 81, aura été malgré cela fondamentale pour les travailleurs bretons. L'U.D.B. par sa campagne de résistance à Giscard a contribué à cette victoire de la manière qui était certainement pour elle, vu le contexte, la meilleure.

Cette victoire de la gauche, et plus particulièrement du Parti socialiste, soulève de nombreuses interrogations quant aux bases sociales du nouveau pouvoir.

La composition sociologique du groupe socialiste au parlement est bien révélatrice des couches qui jouent aujourd'hui un rôle fondamental dans la prise de l'appareil d'état.

Aujourd'hui l'enjeu est bien de savoir sur quelles alliances de classes reposera le pouvoir de gauche, et notamment de savoir si les militants de gauche issus de la petite bourgeoisie intellectuelle seront partie prenante d'un bloc progressiste dont la classe ouvrière restera le moteur, ou si cette petite bourgeoisie intellectuelle ne servira finalement que de relais pour un compromis de classe sauvegardant les intérêts de la bourgeoisie.

Le succès du Parti socialiste en Bretagne a été particulièrement remarquable.

Dans le tableau de l'avance de Mitterrand par rapport à 74, les cinq départements bretons, se retrouvent dans les 11 premiers. En tête le Morbihan (plus de 8,2 points) 2^e Ile-et-Vilaine (+7,59 points), 3^e le Finistère (+7,47 points), 5^e la Loire-Atlantique (+6,88 points). Les Côtes du Nord 11^e étant l'un des tout premiers départements parmi ceux qui avaient déjà donné la majorité à la gauche en 74.

Cette progression n'est pas seulement le résultat d'une certaine homogénéisation des résultats électoraux en France. Cette progression a été aussi fonction de la spécificité bretonne. Toutes les composantes du problème breton tiraient dans le même sens: les revendications tant économiques qu'écologiques ou culturelles ou administratives bretonnes débouchaient sur la vote à gauche. Le milieu agricole, traditionnellement à droite, a également connu une poussée à gauche sensible, poussée à gauche qui correspond à l'appel des coopératives et groupements de producteurs bretons à ne pas voter Giscard.

Ce progrès de la gauche est lié à la spécificité bretonne que l'U.D.B. a réussi partiellement à

faire reconnaître par la gauche hexagonale, l'U.D.B. contribuant par ailleurs, à faire déboucher la prise de conscience bretonne sur le vote à gauche.

La baisse d'influence du P.C.F. a été très nette et correspond sans doute — comme il le reconnaît dans le rapport préparatoire à son 24^e congrès — à l'inadéquation de son discours à la situation actuelle. Les «opérations médias» du début 81 sur la drogue ou l'immigration, ou en Bretagne sa hargne pronucléaire (qui ne date pourtant que du début 79) illustrent bien une certaine «désorientation». Cette baisse d'influence du P.C.F. a été d'ailleurs encore plus nette en Bretagne: — 34,3% dans le Finistère, — 27% dans le Morbihan, — 26,8% dans les Côtes du Nord, — 23% en Loire-Atlantique, — 21,7% en Ile-et-Vilaine.

L'effet de ses prises de position sur Plogoff a été évident.

L'amplification des progrès de la gauche par rapport à la moyenne française, non seulement n'a pas profité au P.C.F. mais s'est au contraire accompagnée d'un recul relatif plus important de celui-ci en Bretagne.

Ce recul plus important provient là aussi de l'inadéquation de son discours à la situation spécifique des travailleurs bretons, son incapacité à appréhender le phénomène colonial en Bretagne. Le P.C.F. apparaît au contraire souvent, notamment sur le problème nucléaire mais cela est vrai aussi dans d'autres domaines, comme l'ardent défenseur des choix de la capitale.

Les formations d'extrême gauche, le P.S.U. et les écologistes continuent de représenter des courants dont l'audience n'est pas négligeable lorsqu'ils peuvent être personnalisés lors de l'élection présidentielle. Ces courants sont d'ailleurs quelque peu plus importants en Bretagne qu'au niveau français (8,4% contre 7,3% en mai 81). Lors des élections législatives de juin 81 (1,5% des voix) et plus généralement sur le terrain depuis la victoire de la gauche, on assiste à un certain effacement de ces courants lors des législatives, l'U.D.B. étant finalement la seule «petite formation» politique à se maintenir.

L'ACTION DE LA GAUCHE DEPUIS LE 10 MAI

La prise en main de l'appareil d'Etat par la gauche ne s'est pas faite toute seule, c'est le moins que l'on puisse dire. La haute administration reste pour une large part hostile au nouveau pouvoir, un certain nombre de décisions nécessaires — et possibles dans l'immédiat — tardent à être prises, la rigueur ne caractérisant pas non plus tous les Ministères.

Ceci dit, l'arrivée de la gauche au pouvoir s'est traduite par des mesures significatives:

— soit dans le sens d'une plus grande justice sociale (relèvement du SMIC, politique fiscale...) ou d'avancées sociales (réduction du temps de travail, droits des travailleurs dans l'entreprise).

— soit en vue de se donner les moyens d'une nouvelle logique économique (nationalisation de neuf groupes industriels et du secteur bancaire).

— soit dans le sens du développement des services publics (santé, transports...).

Pour ce qui est des libertés, le renversement du pouvoir giscardien a permis de rompre avec la logique de durcissement du régime, d'accentuation de la répression: suppression de la loi Sécurité et Liberté, des décrets Bonnet Stoléru, de la loi Sauvage pour les Universités... La droite n'a plus la main mise sur les médias, les droits syndicaux sont davantage respectés (progrès de 30% des syndicats C.G.T.-C.F.D.T. à Citroën Rennes).

L'arrivée de la gauche au pouvoir s'est concrétisée par le projet de loi sur la décentralisation, projet qui ne nous satisfait certes pas, mais qui ouvre la porte à une plus grande autonomie de la Bretagne par rapport à Paris.

La gauche au pouvoir, ce sont aussi de nouveaux rapports entre l'Etat français et les pays du Tiers Monde ce dont l'U.D.B. ne peut que se réjouir même s'il est bien évident que ce ne sont pas quelques discours et conférences qui changeront fondamentalement les rapports Nord-Sud.

Ceci dit l'action du gouvernement de gauche reste marquée par un certain nombre d'ambiguïtés, de lenteurs et d'hésitations sur de nombreux plans: nouvelle logique économique, ampleur à donner au relèvement des bas salaires et à la réduction du temps de travail, politique agricole, volonté réelle de concéder un réel pouvoir aux Assemblées Régionales, de donner les moyens qui peuvent seuls permettre le respect des droits culturels du Peuple Breton...

La question fondamentale reste de savoir si le P.S. est prêt à s'appuyer sur l'ensemble des travailleurs, sur une mobilisation populaire ou si l'heure est à l'élaboration d'un compromis de classe sauvegardant les intérêts de la bourgeoisie.

L'UDB depuis le Congrès de St-Nazaire

L'UDB MAINTENUE

Le Congrès de Brest de 1978 n'avait pas su ou pu prendre la mesure de la désunion intervenue entre le Parti socialiste et le Parti communiste français. L'échec de 1978 a secoué toutes les formations politiques et syndicales de gauche et notre Congrès de St-Nazaire s'est trouvé confronté à la grave question du devenir du Parti. Nos forces ont été durant les deux

U.D.B. : LE RAPPORT POLITIQUE

années écoulées pour une grande part employées à résorber les séquelles de la désunion et de l'échec, à **maintenir** le nécessaire outil qu'est l'UDB, cela en retrouvant une démarche — sinon un discours — autonome, et en préservant l'Union qu'implique la lutte de décolonisation que nous menons pour notre peuple.

Cependant, pour occupées — voire accaparées — qu'elles aient pu être par le maintien et la consolidation de la structure, les insolidités dirigeantes ont eu le souci de ne pas refermer le Parti sur lui-même mais au contraire d'être en prise sur la réalité. La campagne de « résistance à Giscard » notre présence dans les élections (sénatoriales, cantonales, partielles, législatives), notre percée dans les médias en témoignent.

1) **L'UDB s'est maintenue face aux différents risques** qu'elle encourait, particulièrement avant le 10 mai et tout d'abord face au **risque de satellisation**.

L'UDB, en tant que Parti n'a jamais été réellement acceptée par ses partenaires de la gauche française, dans la mesure où elle pose le problème de l'existence même du peuple breton. A partir du moment où notre représentativité n'est plus contestable, l'attitude de nos partenaires quand elle ne consiste pas à rechercher en nous une caution unitaire, tourne à l'attaque. Cette dernière attitude a été celle du Parti communiste durant les mois qui ont suivi le Congrès de St-Nazaire, dont les thèses ont été grossièrement caricaturées dans l'organe « Bretagne-Nouvelle ».

Le second risque, corollaire du premier, était d'établir à l'intérieur du parti un **clivage interne** parallèle à celui de la gauche hexagonale. Ce risque avait été perçu par le Congrès. En refusant de placer les responsabilités dans la désunion au centre de nos débats, en montrant que rien ne justifiait cette désunion dans la réalité bretonne, le parti faisait l'économie d'un affrontement stérile et évitait le piège — pour nous mortel — de l'organisation en tendances. La suite, surtout depuis le 10 mai, nous a donné raison.

Un troisième risque lié à la démobilisation politique et syndicale, consécutive à l'échec de 78 et encouragée par la propagande giscardienne — à un degré rarement égalé par la droite française — était celui d'accorder la **priorité aux combats partiels**, les perspectives de victoire de la gauche semblant repoussées au-delà de l'horizon politique. Dès le mois de juin 1980, puis en septembre de la même année, le Bureau Politique, sur la base des thèses du Congrès, redéfinissait les priorités et engageait le Parti dans la lutte pour l'Emploi et les conditions d'existence du peuple breton. Pour autant le Bureau Politique ne minimise aucunement la lutte de Plogoff, le soutien à Diwan, pour ne prendre que ces deux exemples. Bien au contraire, nous pensons que

l'engagement du Parti était — et reste nécessaire dans des domaines essentiels quant à l'avenir du peuple breton.

Le Parti a été confronté à un certain nombre de difficultés liées à ces différents risques, à l'instar de ce qui s'est passé dans d'autres formations politiques de gauche. Le Bureau politique a eu à faire face à la crise bretonne qui a eu pour conséquence directe de démobiliser nombre de camarades. Cette crise, bien que née dans ce qui fut la « fédération-phare du Parti », loin de s'étendre aux autres fédérations, a suscité l'irritation, voire l'incompréhension de l'ensemble du Parti.

Le manque de confiance de camarades ou l'adhésion réticente aux thèses de St-Nazaire s'ajoutant à l'usure normale dans un parti de militants explique la défection d'un certain nombre de camarades du B.P.

Il n'en reste pas moins que ces difficultés ont distrait une partie non négligeable de notre énergie — trois membres du BP requis pendant plusieurs semaines par le problème breton — et entravé momentanément la marche du Parti — renouvellement de postes — des secteurs fondamentaux (la propagande, la trésorerie-presse) momentanément sans titulaire. Au-delà du problème technique, il s'agit d'un ébranlement politique que le BP et le parti ont su dominer.

2) **L'UDB s'est dotée d'une démarche autonome.**

Si les risques et les difficultés évoqués plus haut ont été surmontés, c'est grâce à cette démarche autonome, rendue encore plus nécessaire par la situation où nous nous trouvions. En retrouvant notre **capacité d'initiative**, au lieu de rester dans le sillage de l'Union de la Gauche, nous avons eu une action originale et partant une **place spécifique** sur l'échiquier politique.

Durant l'hiver 80 et les printemps 81, marqués par la morosité — les travailleurs étant contraints à la défensive face à l'aggression du pouvoir giscardien symbolisée par l'austérité barriste — l'UDB a mené, seule sur le terrain, une « **Campagne de Résistance à Giscard** » qui a eu un écho certain et préparé le vote à gauche de nombreux Bretons en mai et juin derniers.

Mentionnons la manifestation pour que vive le Centre-Bretagne, la marche contre le démantèlement du réseau ferré, entre Concarneau et Rospenden — ces deux manifestations obtenant un bon écho dans la population et mobilisant indéniablement le Parti; davantage, recon-naissent-les, que la manifestation pour l'Emploi de Brest.

Signalons qu'à cette occasion, ni le PC ni le PS n'ont répondu à notre initiative d'une action commune sur ce problème fondamental.

Cependant, par son originalité, cette manifestation a obtenu un large écho dans les médias.

Enfin, le rassemblement de Douarnenez contre le nucléaire civil et militaire a été un net succès.

Il a vu la participation de nombreux Plogovites à une époque où l'on pouvait craindre une issue dramatique à leur conflit avec le pouvoir giscardien. De façon générale, la présence de l'UDB dans le combat de Plogoff a été positive: soutien et non pas récupération, mise en évidence de la dimension bretonne de la lutte, sortie d'une **brochure** sur les positions du Parti en matière nucléaire.

La **capacité de mobilisation** est apparue clairement à l'occasion des **élections** que nous avons connues. Il convient de rappeler ici le bon score de notre camarade H. Latimier à l'élection cantonale partielle de Briec. Mais cela s'est surtout vérifié à l'occasion des législatives, les sénatoriales finistériennes de septembre 1980, de par la nature même et les objectifs fixés (campagne anti-notable, impact dans les médias) ayant reposé sur les 4 candidates et l'équipe Propagande.

Concernant les **Législatives** il convient de souligner le délai extrêmement court dont nous avons disposé. Ce fait ajouté aux handicaps dont nous souffrons dans ce type de consultation (média, vote utile) ne nous a pas empêché de réaliser un score très légèrement supérieur à celui de 1978 (2,17%). Le résultat de J.J. Monnier (4%) sur Lannion, mérite d'être relevé.

En outre, il faut souligner que le parti a été capable d'un effort financier considérable dans un délai aussi court, le coût de cette élection s'élevant à 250.000 F. Le parti, à cette occasion, a fait plus que « tenir ». On peut légitimement parler de succès.

Notre présence dans cette élection et notre contribution au Progrès de la gauche (51% au 1^{er} tour — événement historique en Bretagne) ont surtout permis de situer clairement l'UDB dans le camp de la Nouvelle Majorité. L'accord électoral passé avec le PSU a sans doute pas directement influé sur nos résultats et localement le soutien de notre partenaire aura parfois été défailant. L'intérêt de cet accord a sans doute été de défendre conjointement un certain nombre de thèmes, dont l'autonomie, absents des préoccupations des partis de gauche « classiques ».

S'il est une situation où la démarche autonome de l'UDB s'est manifestée de façon particulièrement nette c'est bien lors de l'**élection présidentielle**. Il convient de revenir sur cette question qui a suscité certains remous ici et là dans le Parti.

Rappelons d'abord la décision unanime du BP de septembre: « L'élection présidentielle ne peut être la priorité des priorités pour le Parti, même si le projet UDB est mené à terme ». Dès le mois d'octobre le BP considérait que faute d'accord avec les autres membres de l'UPAS (en l'occurrence VVAP) sur le candi-

dat et les thèmes de la campagne, « les délais raisonnables pour mettre en œuvre la décision n° 1 du Congrès étaient écoulés ». Dès lors, nous avons fait porter nos efforts sur la campagne de Résistance, la privilégiant par rapport à notre mot d'ordre d'absention ou de vote blanc, dès qu'il fut pris, à une large majorité par le BP de janvier.

Rappelons les motivations essentielles du Bureau Politique:

— le refus de cautionner la désunion de la gauche,

— le refus de dire à nos électeurs « Déterminez-vous en fonction de vos préférences, c'est-à-dire en fonction de la désunion de la gauche »,

— la volonté d'une démarche autonome s'appuyant sur la situation coloniale de la Bretagne,

— la volonté de dénoncer un système inique qui objectivement nous empêchait d'être présents.

Outre la loi électorale, il y a eu les pressions des grands partis, notamment du PS, sur leurs élus. Le rapport « Identités Régionales » à l'occasion du Congrès du Parti socialiste ne se félicitait-il pas que le « travail effectué durant ces quelques mois a porté ses fruits en faisant en sorte qu'il n'y ait pas eu au premier tour de candidature de dispersion style « minorité nationale » soutenue par l'onomastisme... ».

En conclusion, il faut bien admettre que les remous provoqués par la position du Parti à l'occasion de cette élection, témoignent de sa vulnérabilité face aux grands choix hexagonaux. Pour l'UDB, elle-même, la conquête de l'autonomie est un acte difficile.

3) **L'UDB plus présente que jamais dans « l'opinion publique »**

Le signe le plus visible de cette présence est sans doute un accès aux **médias** en net progrès. Il s'agit là du résultat d'une action systématique du service « Voix du Parti » et de son responsable, soucieux de donner aux positions du Parti et à ses analyses la place qui leur revient. Ce travail est à poursuivre tant en ce qui concerne « l'image de marque » de l'UDB que ses analyses d'ensemble, en matière internationale notamment.

Notre action vis-à-vis de l'extérieur aura connu ses temps forts à l'occasion des deux dernières **fêtes du Peuple Breton** qui ont remporté un succès remarquable, d'autant plus que les problèmes de la fédération bretonne avaient pu faire craindre pour l'édition 1981 de notre Fête.

Ces actions ont contribué, parallèlement à l'action en direction des médias, à présenter nos idées et à améliorer l'image du Parti.

La présence dans nos fêtes des organisations culturelles associatives sont le signe du rôle

U.D.B. : LE RAPPORT POLITIQUE

que jouent les militants de l'UDB dans un certain nombre de luttes plus spécifiquement bretonnes. Ainsi, la participation active et nombreuse de nos camarades à la vie et aux manifestations du Front Culturel progressiste ou du Comité pour l'Union Administrative s'impose-t-elle comme une évidence. Après avoir sorti la revendication autonomiste de l'ornière du nationalisme réactionnaire, l'UDB n'entend pas aujourd'hui laisser le champ libre à une droite bretonne curieusement requinquée par les perspectives qu'offre la victoire de la Gauche.

En effet, les progrès de la prise de conscience bretonne depuis 20 ans sont liés aux progrès de la gauche et inversement. La revendication bretonne, la défense des travailleurs bretons ont été prises en charge par les militants de l'UDB et ses élus. Ces derniers sont vis-à-vis de l'opinion, des porte-paroles privilégiés de nos idées. Leur travail, durant les deux années écoulées, a été aussi important que par le passé même si le «Groupe des Elus» n'a pas joué assez son rôle d'animation, le responsable «Voix du Parti» ayant dû prendre lui-même en charge la responsabilité du groupe.

Les autres porte-parole du Parti ont été nos candidats aux élections. Notre présence aux législatives notamment a conforté notre crédit politique dans la mesure même où d'autres petites formations subissaient un effacement certain à cette occasion.

4) Le maintien de l'Union.

La nature même de notre combat, lutte de libération sociale et nationale, implique l'Union. Le dernier Congrès l'avait réaffirmé en refusant de tomber dans «le piège du durcissement idéologique qui, rétrécissant notre base de classe nous couperait d'une partie importante du peuple breton».

La jeunesse en particulier attendait d'une formation comme l'UDB qu'elle prenne en charge un certain nombre de luttes ayant trait à l'identité bretonne ou aux «problèmes de société». Notre initiative en faveur de l'Amnistie des prisonniers bretons, notre engagement dans le combat antinucléaire, notre action dans le domaine de la culture ont certainement contribué à améliorer l'image souvent négative que de nombreux jeunes avaient d'un parti, jugé dur, sectaire, dogmatique.

Dans le même temps, le Bureau Politique a eu le souci constant d'éviter deux autres pièges tout aussi dangereux :

1) Celui de la dérive réformatrice ; en effet, le «bloc progressiste» que nous voulons créer en Bretagne ne peut se construire que sur des bases anti-capitalistes. La vocation de l'UDB n'est pas celle de «parti attrape-tout».

2) Le danger de la marginalisation ; en effet, comme le déclarait

le Congrès de St-Nazaire : «Notre participation aux luttes qu'on peut qualifier de nouvelles ainsi qu'aux luttes syndicales doit se décider en fonction du mot d'ordre prioritaire : «Vivre, travailler, décider en Bretagne».

Le parti a du mal à dépasser le rôle de simple conscience bretonne de la gauche

Le «maintien» du parti, s'il peut être mis à l'actif des deux dernières années, compte tenu des circonstances extérieures et intérieures évoquées plus haut, ne dispense pas le Bureau politique de porter un regard autocritique sur la même période.

Dans trois domaines principaux, qui ne sont évidemment pas étrangers l'un à l'autre, les carences sont particulièrement nettes, et montrent que le parti a bien du mal à dépasser le rôle de simple «conscience bretonne de la gauche».

1 — La prise en charge des intérêts des travailleurs bretons

A été très insuffisante, alors qu'elle pourra seule permettre à l'Union Démocratique Bretonne d'être l'élément moteur du bloc progressiste appelé par les conditions économiques, sociales et culturelles propres à notre pays.

Un décalage, sinon un fossé, apparaît entre les thèmes qui mobilisent le plus activement le parti et les problèmes quotidiens fondamentaux tels qu'ils sont ressentis par les travailleurs bretons. A quelques semaines d'intervalle, plusieurs centaines de militants de notre parti ont manifesté à Douarnenez — à très juste titre — contre le nucléaire civil et militaire, et moins de quatre-vingt se sont déplacés à Brest pour poser le problème de l'emploi, qualifié par notre XV^e Congrès de priorité des priorités.

La pratique de notre parti vient ainsi contredire ses analyses, et conduit nombre de Bretons à douter de leur sérieux, avant même d'en prendre davantage connaissance.

Alors même que les inégalités sont criantes en Bretagne, entre ceux qui survivent difficilement et ceux qui profitent du système, nos dénonciations précises sont rares, et plus rares encore nos actions de sensibilisation, comme celle de Pénestin.

La réduction des inégalités entre la Bretagne et les centres développés de l'Hexagone et de l'Europe n'apparaît pas davantage comme un souci majeur de notre parti et de ses militants, le discours restant vague et peu étayé par des exemples concrets d'engagement local ou national.

L'emploi, déjà évoqué, semble mobiliser suffisamment lorsqu'il donne lieu à une décision de Congrès, à un article ou à un communiqué.

Si le taux de syndicalisation des camarades n'est pas négligeable, ni même le niveau de leur engagement syndical, la volonté politique individuelle et collective de le relier à notre engagement politique laisse à désirer. Le quasi-échec de la Commission et des journées syndicales en témoigne amplement, et souligne, lui aussi, le décalage entre notre discours et notre pratique (donc notre conscience politique réelle).

Notre propagande se ressent tout naturellement de cette distorsion. Avec une certaine légèreté, nous attendons d'elle qu'elle efface la distance qui sépare nos analyses des engagements concrets qui devraient être les nôtres, au milieu des autres travailleurs que nous voudrions attirer. Autrement dit, notre propagande invite ces travailleurs eux-mêmes à élever leur conscience politique à partir de leur situation concrète pour rejoindre des militants politiques qui font trop souvent l'économie d'une telle démarche. Nous croyons si peu au succès d'une telle propagande que nous nous gardons bien d'attribuer à ce secteur de notre activité une priorité vraiment sérieuse, notamment au niveau des moyens. Cette carence est d'autant plus regrettable que la mobilisation du parti s'avère possible et efficace, tant ponctuellement que pour des actions de longue durée (Campagne de résistance à Giscard, Législatives, Plogoff, Fêtes du PB...).

2 — Prenant insuffisamment en compte, dans les faits, la situation qui justifie ses analyses, notre parti a beaucoup de mal à diffuser le «discours global» qui permettrait à chaque travailleur de faire progressivement et simplement le lien entre ce qu'il vit quotidiennement et les objectifs que nous lui proposons.

Le problème n'est pas le contenu de notre projet. Nos propositions et leurs justifications même dans leur formulation actuelle (Programme Démocratique Breton, brochures...), valent très largement quant au fond celles des organisations concurrentes, et la tentative avortée de rédaction d'une brochure d'ensemble actualisée ne contredit pas cette appréciation. Mais nos analyses pèchent par leur mauvaise diffusion. Elles passent mal, et si cette carence doit beaucoup à nos conditions d'accès aux médias, nous ne devons pas nous dissimuler qu'elle tient aussi à la faiblesse d'une démarche qui se satisfait souvent de distribuer la vérité, au lieu de la mettre en évidence sur le terrain, par des engagements concrets.

Notre projet social (réduction des inégalités, durée du travail, conditions de vie...) reste du même coup virtuel, ou s'aligne implicitement sur des revendications nées ailleurs. Les données chiffrées qui sous-tendent nos analyses économiques ne sont

pas actualisées régulièrement et globalement. Corrélativement, nos propositions économiques et sociales, sont, ou bien absentes dans leur formulation («la maîtrise de notre développement»), ou bien intéressantes mais fragmentaires et mal reliées entre elles. Cette carence est d'autant plus grave que nous n'avons plus à poser la gauche face à la droite, mais à nous faire identifier dans la gauche.

Ainsi, nos analyses sont rarement contestées sur le fond, valablement du moins, nos idées et nos propositions peuvent retenir ponctuellement l'attention, mais l'Union Démocratique Bretonne n'est pas identifiée à un projet cohérent, qui intègre de manière satisfaisante le vécu quotidien des travailleurs bretons, des propositions concrètes à court, moyen et long terme, et une analyse pertinente de la situation collective du peuple breton, dans ce qu'elle a de général comme dans ce qu'elle a de particulier.

3 — Nous ne devons pas nous étonner, dans ces conditions, de nos carences dans un troisième domaine : celui de la mobilisation et de la dynamisation du parti.

La défaillance de notre propagande a été soulignée, mais nous lui demandons de formuler en quelques mots, d'une manière convaincante et à peu de frais, toutes les raisons que peuvent avoir quatre millions de Bretons d'adhérer le plus vite possible à un parti qui, s'il a réussi à faire prendre partiellement en compte par la gauche syndicale et politique la situation de surexploitation coloniale du peuple breton, n'a pas encore été capable de retirer tout le bénéfice de son action politique.

Corrélativement, les besoins de formation n'ont pas été suffisamment satisfaits, tant en ce qui concerne les nouveaux adhérents que ceux qui exercent des responsabilités. Il est vrai que les circonstances externes et internes évoquées plus haut peuvent expliquer une certaine stagnation en ce domaine.

Le parti, s'il s'est montré capable en diverses occasions d'une bonne mobilisation dans le domaine des moyens (Fêtes du PB, spectacle à Nantes) n'a pas encore su diversifier ses sources de financement, en particulier pour disposer de ressources permanentes. Il a attendu d'un responsable omniprésent, et de la simple décision de créer une commission, le surgissement de perspectives nouvelles.

Plus généralement, les missions très larges et souvent ambitieuses confiées aux Services et aux Commissions du parti par le Congrès de Saint-Nazaire — ou par les précédents — n'ont été que très imparfaitement remplies. Le Bureau Politique en fait le constat sans complaisance pour lui-même. Mais il attend du parti tout entier une égale lucidité, car l'unanimité de nos décisions de

U.D.B. : LE RAPPORT POLITIQUE

Congrès se retrouve rarement dans l'écho réel des initiatives et des appels lancés pour leur donner suite.

Il est par ailleurs évident que la lourdeur des tâches techniques confiées aux membres du BP, tous chargés d'un service ou d'un secteur, d'une commission ou d'une fédération, et souvent de plusieurs de ces responsabilités, limite considérablement le potentiel d'animation politique et donc de dynamisation du parti. C'est une situation dont les cadres fédéraux et locaux, relais nécessaires de cette animation et de cette dynamisation, subissent fortement le contrecoup.

PERSPECTIVES

Les perspectives que le BP sortant propose au Congrès de notre parti s'organisent dans un cadre radicalement différent, en ce qui concerne la politique intérieure française, de celui d'il y a deux ans. Alors qu'à l'époque nous nous trouvions face à un giscardisme arrogant et dominateur, dont les options économiques menaient la Bretagne à la ruine et dont la pratique politique visait à terme à la disparition d'un peuple breton distinct, aujourd'hui, la gauche est au pouvoir et sa majorité fait que, sauf bouleversement improbable et impossible à comprendre en compte par notre congrès, elle y sera encore pendant les deux années à venir.

Habitée à une opposition sans merci, l'UDB réalise relativement lentement cette perspective nouvelle. «A l'aise» dans la lutte contre les divers avatars de la droite française colonialiste, notre situation est plus ambiguë avec une gauche française dont les insuffisances sautent aux yeux.

Se définissant comme élément moteur d'un bloc progressiste breton, l'UDB s'appuie sur la reconnaissance nécessaire du peuple breton en tant que force politique et sur une action véritablement populaire. Cette perspective reste inchangée avec la venue de la gauche au pouvoir.

Pourtant, cette défaite du giscardisme et cette venue de la gauche au pouvoir, non seulement nous les avons voulues, mais nous avons contribué, à notre mesure qui n'est pas négligeable, à leur réalisation. Notre apport à la victoire de la gauche ne se résume pas en une consigne électorale, mais résulte du double travail effectué sans solution de continuité depuis les débuts du parti: expliquer au peuple breton que son intérêt n'est pas de soutenir la droite comme il le faisait régulièrement jusqu'au printemps dernier; faire prendre en compte par une gauche peu disposée à de telles démarches la revendication bretonne. Notre appartenance à la majorité nouvelle, qui est la donnée de base des perspectives pour les deux années à venir,

tient moins dans le «certificat» que nous a délivré Mitterrand que dans le travail de ces dix-huit années, et particulièrement des dernières.

A partir de cette donnée, que faire?

On pourrait envisager que, partie prenante du processus gouvernemental, nous en soyons totalement solidaires, que nous soutenions sans critiques le pouvoir, sachant qu'il est attaqué par la droite affairiste et politique. Que nous nous cantonnions dans une attitude de propositions en matière bretonne ou institutionnelle. On tolérerait alors de notre part quelques incartades sur l'énergie, les militaires... sans conséquences réelles sur notre soutien et d'ailleurs sans efficacité. Cette attitude ne pourrait qu'arriver à l'alignement sur le pouvoir et sur le parti qui l'incarne, le PS; «Succursaliste», elle aboutirait à terme à priver l'UDB de son autonomie en matière de jugement politique.

On pourrait envisager aussi qu'ayant analysé la nature profonde de la social-démocratie française, souligné sa duplicité, notre soutien critique devienne en effet de plus en plus critique. Que nous fassions à tout moment part de notre autonomie, de notre sensation d'avoir été trompés. Que nous nous livrions à une surenchère systématique, le but étant de démontrer au peuple breton combien il a eu tort de faire une telle confiance au PS. Cette attitude, outre qu'elle nous amènerait constamment à nous référer au PS, risquerait fort de nous isoler, au lieu d'être un lieu de rassemblement (sauf d'ailleurs...). Roquets de la gauche, nous ne pourrions que mordre assez bas, et, finissant par récolter quelques coups en retour, nous réfugier dans une semi-opposition aussi inconfortable que non voulue.

Il nous semble qu'il est possible d'éviter ces deux attitudes, non pas en s'y tenant à mi-distance, mais en essayant, une fois encore, de dépasser la contradiction.

La première perspective pour y parvenir, est, dans la ligne de notre pratique de ces deux dernières années, de nous référer à nos propres analyses et non de nous placer continuellement par rapport aux partis français de gauche. Cela signifie que nous ne mettons sous le boisseau aucune de nos revendications fondamentales, sous le prétexte que la gauche en serait gênée. Cela veut dire que nous ne privilégions pas systématiquement nos points de désaccord. Nous devons occuper plus encore notre place sur l'échiquier politique.

Ceci implique que soit préservée et accentuée, l'autonomie de notre parti parmi les forces de gauche actuellement au pouvoir, Il nous faut parvenir à expliquer

au peuple breton que la venue de la gauche au pouvoir était une nécessité absolue, mais qu'elle n'est pas une condition suffisante pour la résolution du problème breton dans toutes ses dimensions. Cette condition se résume pour nous dans la revendication de l'autonomie socialiste. Notre perspective est donc différente. Alors que pour faire arriver la gauche au pouvoir, une action commune de la gauche allait de soi (ou aurait dû aller...), pour faire aboutir la deuxième étape, nous devons, non seulement éviter de remettre en cause la première, mais considérer que nous sommes seuls porteurs de la deuxième. A l'intérieur de la gauche, il nous faut imposer clairement l'idée qu'il existe, en Bretagne, un courant autonomiste dont l'UDB est le vecteur. Il nous faut faire en sorte que ce courant cesse d'être marginal, faire en sorte également qu'il ne puisse être récupérable, en particulier par le PS que son opportunisme mène à «chasser sur nos terres». Faire en sorte, en somme, que l'autonomie socialiste cesse d'être perçue comme une spéculation intellectuelle condamnée à alimenter les programmes électoraux (des autres surtout...) mais soit ressentie par le peuple breton comme une nécessité.

L'autonomie ne sera crédible que si elle signifie quelque chose dans la vie de tous les jours. Il faut lui donner un contenu économique et social en plus des propositions institutionnelles culturelles ou politiques. Si la «cible» que vise cette propagande sont les forces populaires en Bretagne, il faut nous munir de propositions concernant les grands problèmes qu'elles rencontrent, par exemple la durée du travail, la manière de sortir de la crise, etc...

Ceci suppose, bien entendu, un préalable dont nous avons déjà conscience, mais que nous n'avons, comme l'indique la première partie de ce rapport, qu'imparfaitement réussi à remplir: affirmer notre prise en charge des intérêts des travailleurs bretons dans tous les domaines. Apparaître comme un parti au plein sens du terme, c'est-à-dire muni d'un discours global et pas seulement d'opinions originales sur des problèmes annexes. Ce n'est pas, bien entendu, l'affaire d'un groupe qui plancherait sur une brochure globale (bien que ceci soit à faire) mais le travail de tout le parti, qui, à la base, en impulsant le mouvement populaire, contribuerait à le rendre garant de changements réels et irréversibles. C'est dans ce double sens, promotion au sein de la gauche d'une option «autonomie socialiste» porteuse de solutions globales et création, participation, ou soutien d'actions populaires, que notre action doit se développer dans les deux années à venir.

Ceci pose aussi, et avec une acuité d'autant plus grande qu'ils nous ont fait défaut cette année et la précédente, la question des

moyens.

Moyens au sens le plus large, c'est-à-dire possibilités de faire passer le plus largement possible les analyses et les mots d'ordre du parti. Nous y rangeons, sans ordre de préférence ou de préséance:

— Les élus, que le parti met au premier rang pour son action parmi la population. Les élus sont un «poyen» particulièrement important pour la crédibilité des analyses et des mots d'ordre de l'UDB. Comme les municipalités doivent être renouvelées en 1983, il conviendra que le parti s'attache très tôt à leur préparation, y compris par le choix de candidats à qui on demandera non seulement de représenter le parti lors d'une élection, mais également sur une durée de six ans, ce qui est bien autre chose:

— Les élections, municipales et régionales, elles sont d'un type qui nous est certainement plus favorable et dont nous devons impérativement tirer profit pour accroître notre représentativité. Il faut être présent de bonne heure aux régionales en annonçant avant l'été la présentation d'une liste (purement UDB ou ouverte?) pour prendre de court une probable liste bretonne «apolitique».

— Les nouvelles possibilités de travail pour le BP et pour l'ensemble du parti. La question des permanents se pose (techniques ou politiques, la distinction est un peu formelle...). Ces permanents ne devraient pas seulement soulager un certain nombre de tâches que la pratique militante rend difficiles, mais aussi avoir un rôle d'animation politique du parti.

— La possibilité pour le BP de comprendre des camarades ayant des responsabilités dans des syndicats, ou dans le domaine économique, ou même dans les mouvements culturels. La structure du BP, qui implique actuellement l'acceptation de tâches techniques, élimine de fait des camarades ayant de grosses responsabilités par ailleurs. C'est une limitation de la capacité du BP à coller sur les préoccupations du peuple breton qu'il faut supprimer, sans pour autant créer des «droits de présence» au BP.

— Le renforcement (ou même la création...) des équipes de travail autour des postes du BP doit être l'affaire du parti et non du seul responsable qui se «débrouille».

— La presse du parti, qui reste le seul moyen d'information dont nous ayons un total contrôle, et qui constitue pour beaucoup une «approche» de l'UDB essentielle, demeure trop peu encore l'affaire des militants tant pour sa fabrication que pour sa diffusion.

— Enfin les moyens financiers, qu'on a trop souvent confondus avec les moyens tout court, doivent impérativement être développés.

XAVIER GRALL

L'EXIL DU BARDE



C'est fini. Il s'en est allé aux marais, traînant sa plainte et sa légende. Aux marais de Yeun Elez, an Gwenned, ou ailleurs, et probablement dans la tête de beaucoup de militants bretons, et pas forcément de ceux qui en parlent le plus aujourd'hui.

Xavier Grall avait eu la même prise de conscience que les membres fondateurs de l'U.D.B. : à partir de cette guerre d'Algérie qu'il a vue de près, en admirant la révolte magnifique des fellagha.

« J'ai longtemps ignoré que j'étais Breton », disait Morvan Lebesque. Moi aussi, comme tant d'autres, et mes révélateurs, à part ce dernier, ont été Paul Keïneg et Xavier Grall.

Xavier Grall, dont j'ai lu et relu les livres qu'on pouvait trouver au début des années 70, regrettant à la fois qu'il n'ait pas écrit davantage, et

me disant que ça ne sert pas souvent un auteur de trop pondre. Certes, il y avait quelquefois des excès de langage, et je me souviens en particulier de la préface de Keltia Blues — mais, à côté, que de pages superbes, et la Fête de Nuit, pour cela, c'était aussi un délicieux instant. Cette fête qu'il avait écrite sur fond de harpe celtique, en pleine renaissance, en plein réveil ; cette fête où nous revenait ce Jack Kerouac qu'on avait admiré quelques années auparavant, au moment de la « beat generation » ; cette fête qui est toujours présente et pour demain, et par laquelle on avait compris, avant Le Cheval Couché, que Xavier Grall n'avait pas le passéisme de Jakez l'Ancien.

Puis est venue la Sône des Pluies et des Tombes, qui devait être son grand poème, et qui n'a pas répondu à toutes les espérances. Mais il y a tout de même le disque enregistré à partir de ce texte par lequel on peut avoir, comme dit Glenmor, « du Grall parlé chez soi, entendu chez soi ».

Voilà plusieurs jours que Xavier Grall est mort. De cette mort, on a parlé somme toute assez peu, quoique trop chrétiennement à mon goût, parce qu'enfin, si j'étais le Bon Dieu, je crois que j's'rais pas fier, comme disait un autre disparu. Heureusement qu'il paraît qu'une certaine grande gueule du Poher pourrait bien piquer la place à ce Dieu-là un de ces jours !

Je n'ai pas lu Solo, ce dernier poème que — paraît-il — tout le monde s'accorde à dire qu'il sera son chef-d'œuvre. Peut-être ne le lirai-je même pas ; j'aurais l'impression d'aller le voir sur son lit de mort, et je préfère garder l'image de la dernière fois, où il était question de marche vers la mer... Et d'ailleurs, je préférerais relire tous les billets d'Olivier et autres chroniques en loques, qu'il faudra bien réunir un jour.

Il y avait tempête, le soir de la mort de Xavier Grall, à la pointe de la Bretagne. Depuis, ils ne tombent guère ces vents, comme s'ils n'avaient pas eu le temps de tout lui dire. Allez ! Ils le diront à d'autres bardes qu'il avait imaginé voir se lever dans le matin, en admirant l'insolence et la folie. Ceux-là arriveront bien à écrire tous les livres qu'il avait encore dans la tête.

Voilà donc pour toi, Xavier Grall, merveilleux écrivain, ces quelques mots en guise d'hommage d'un militant Udébiste un peu marxiste sur les bords, qui n'est pas près de t'oublier, et qui pensera à toi en particulier à chaque fois qu'il sera question du Temps des Cerises...

Tu n'auras pas eu besoin de tuer un Préfet quelconque avant de mourir ; on se chargera bien de les faire disparaître.

D'ailleurs, ça commence à venir !

Jakez CASTREC



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettre, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches



AUDI 80



AUDI 100



AUDI 200 TURBO



VAG Votre concessionnaire Volkswagen et Audi

M. LE LANNIER Garage St-Christophe - LANDERNEAU



Crêpes au beurre
fabriquées à la main

Ets LEVER

56, rue du Four
29260 LESNEVEN
Tél. 83.04.97

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

Roger Coiffure

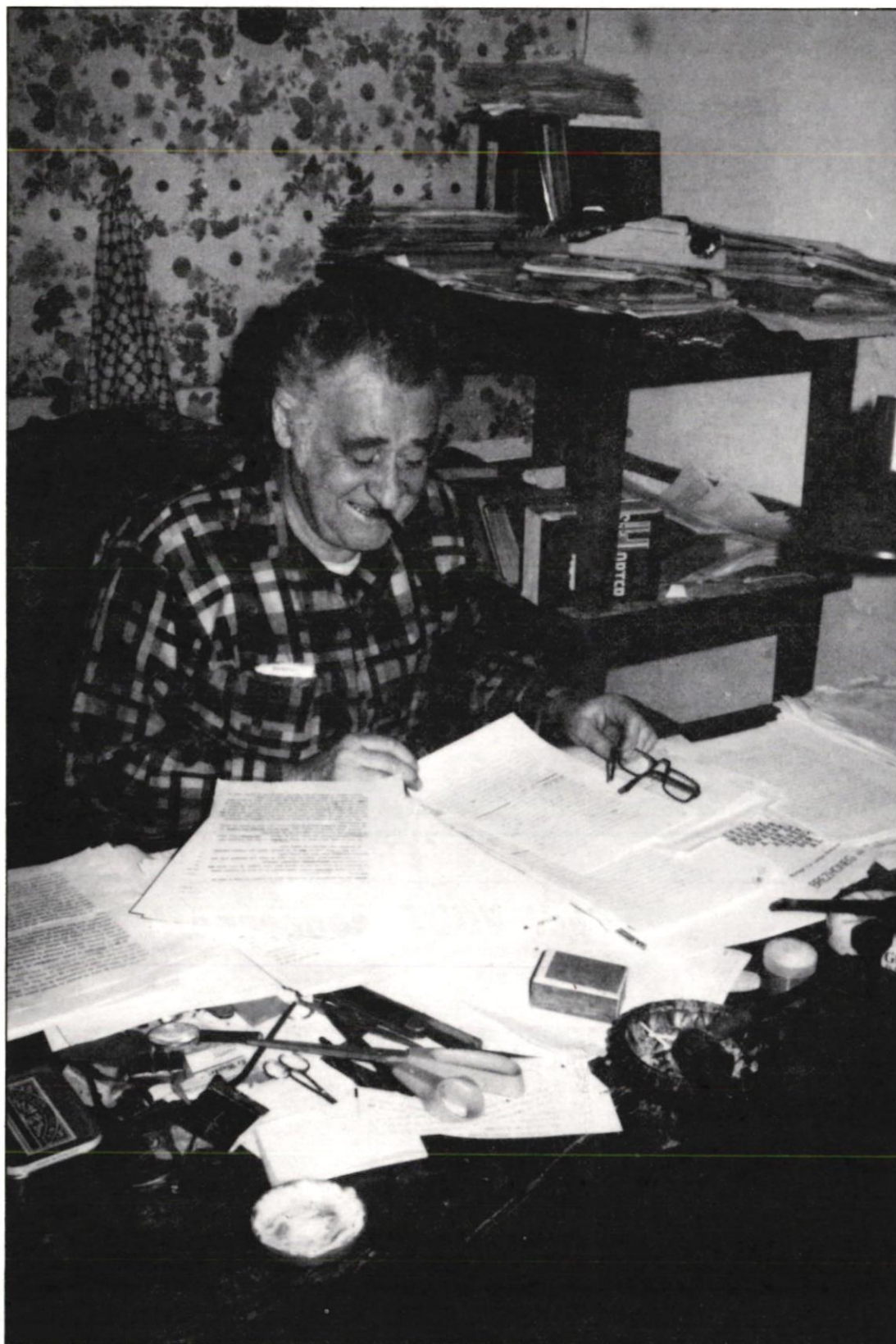
11, Rue des Boucheries
Landerneau

tél : 85.22.94



UN JOUR
AVEC... _____ YOUENN GWERNIG _____

Notes pour les aventures d'un homme ordinaire



1984, c'est dans deux ans. C'est aussi le titre d'un bouquin de fiction de George Orwell, quelques centaines de pages au fil desquelles intervient de façon obsédante celui qui, à cette époque, aura mis le monde en coupe réglée. Big Brother est son nom. Un Grand Frère au visage pâle, dont les yeux vous regardent chaque minute de votre vie et qui, progressivement, vous domestiquent le corps et l'esprit. Il est un autre regard qui possède la même acuité fixe lorsque l'on se plante face à lui — et dont les effets ne peuvent heureusement pas se comparer. Ce sont deux grands yeux noirs en amande qui se découpent à l'intérieur d'un masque représentant un corps de papillon multicolore. Un tableau peint aux Etats-Unis voici quelques années. L'un de ses premiers spectateurs aura cette réflexion: «Tiens, mais c'est elle!». Explication amusée de l'auteur: «C'étaient les yeux d'une copine que j'avais peints».

Malgré la présence d'autres toiles, la pièce n'a rien d'un atelier de peinture. Une bibliothèque occupant tout un mur, un étui à guitare sur le plancher. Un fauteuil en osier craquant sous la haute stature de son occupant, une longue table en bois où sont posés pots à tabac, pipes et cendriers, une lampe de travail. La machine à écrire, elle, est juchée en haut d'une pile de documents, à la gauche d'une fenêtre donnant sur la cour et le jardin plantés de verdure d'Ar Majenn.

On arrive au dernier jour. Ou plutôt à la dernière nuit. Youenn Gwernig vient de la passer dans ce bureau à corriger les pages de son premier roman, quelque trois cents feuilles volantes à livrer sans tarder à Grasset, éditeur de son état. «Les corrections, ce n'est pas le plus difficile. Le toit et la charpente sont faits, elles ne consistent plus qu'à rendre la maison un peu plus agréable». Cette «demeure» comment s'appellera-t-elle? «On hésite en ce moment entre deux ou trois titres». Alors, il faudra attendre avril prochain, date prévue pour la mise du livre en rayon de toute (bonne) librairie.

L'action se passe aux Etats-Unis en 1969. Breton de père Piémontais, Ange Rosso raconte quelques mois de son existence. Il nous en apprend davantage par de périodiques retours en arrière sur son itinéraire. Foin d'autobiographie là-dedans. «C'est vrai qu'Ange a pris le bateau pour les USA à peu près à la même époque que moi. Il est donc tout à fait possible qu'on ait été du même voyage». Et d'ajouter dans un grand rire non dénué de malice: «Mais je peux t'assurer qu'à ce moment-là, il y avait peu de chances qu'on se rencontre, pour la bonne raison que je ne le connaissais pas!» L'écrivain convient cependant:

«Si certains aspects du comportement de mon personnage m'ont surpris, j'ai quand même remarqué qu'on a certains traits de caractère en commun. Mais je ne suis pas lui: il est célibataire, très indépendant, il a un peu de mal à trouver la femme qui lui convient, surtout depuis qu'avec Mildred... (1).

L'histoire d'Ange

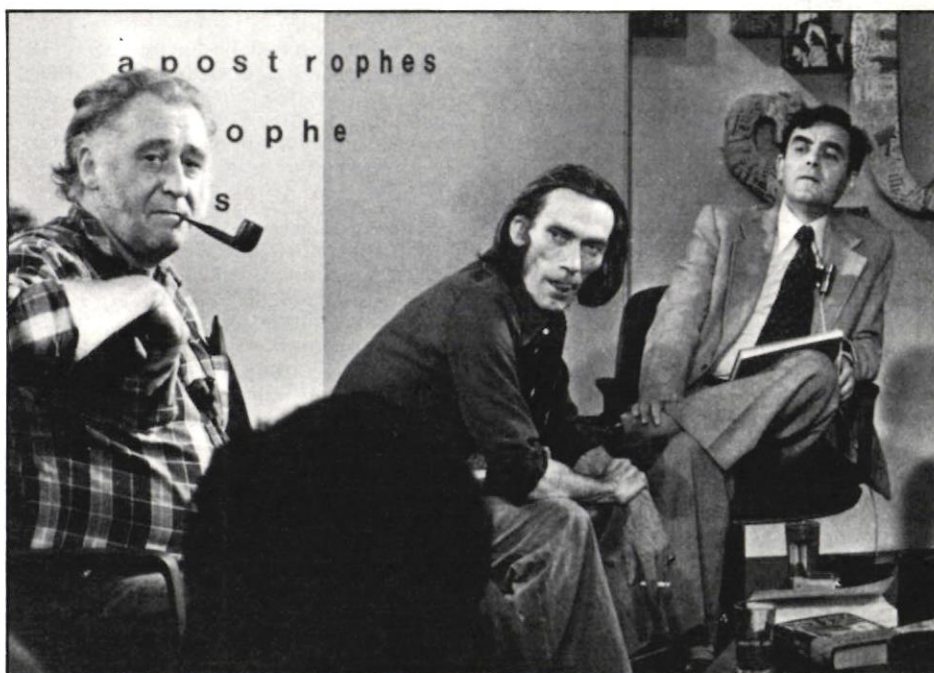
De la nouvelle, Youenn Gwernig passe donc sans apparemment trop de mal au roman. Question de temps disponible, question d'évolution dans l'écriture aussi. De tous les métiers qu'il a pratiqués et il en a fait quelques-uns dont peintre et sculpteur sur bois — c'est en effet le seul vers lequel il a toujours tendu. Les mots, il faut qu'il se les aligne sur papier blanc. Et dans trois langues en l'occurrence: le breton, l'anglais, le français (2). Trilingue accompli, il pense et s'exprime indifféremment dans chacune d'entre-elles, avec une prédilection pour la première, la maternelle. Cette maîtrise d'expressions aussi différentes lui a permis, durant ses douze années aux USA, d'appréhender aisément les réalités sociales qui se présentaient à lui, dans le Bronx, un de ces quartiers de New-York particulièrement bien servi en cohabitations d'ethnies différentes. Dans son roman, il en parle, par le biais d'anecdotes démontrant aux nationalistes étriqués qu'on peut parfaitement garder son identité en toute circonstance. Il prend son cas: «Je suis Breton. Contre ça, il n'y a rien à faire. Mais j'estime pouvoir l'être sans porter pour autant des bragou-bras, pouvoir le demeurer en m'exprimant dans n'importe quelle langue, quel que soit l'endroit où je vis».

C'est donc en tant que Breton qu'il écrit, mais pas uniquement pour les gens de Bretagne: «Ce livre peut très bien être lu en France ou ailleurs. En racontant les aventures d'un homme ordinaire, je parle davantage de la personne humaine en général que d'une personne en particulier. A partir de faits

divers qui ont réellement eu lieu pour beaucoup, je pense que chacun peut trouver matière à répondre à quelques-unes de ses préoccupations quotidiennes. Ange Rosso n'est pas quelqu'un de marginal — ceci dit sans aucune nuance péjorative, car la marginalité a parfois des aspects plutôt sympathiques comme celui de permettre la découverte et l'acquisition de certaines valeurs. Il est anti-conformiste, dans le sens où, en tant qu'homme libre, il va à l'encontre des idées reçues, et possède des qualités humaines le portant à faire de son mieux pour aider à un monde meilleur».

Alors, une histoire morale? «Certainement pas», répond l'auteur. «Il ne s'agit pas plus d'un bouquin didactique, que d'un essai sociologique, ou encore d'un préchi-précha pour l'identité bretonne. La meilleure preuve est qu'Ange est une sorte de anti-héros. Par lui, j'aborde des sujets non comme moraliste, mais en en faisant parler par des types très décontractés, qui causent librement de problèmes, de faits typiques de la société moderne».

Ainsi de l'alcoolisme. «Dans ce livre, ce sont surtout des immigrés — et par définition, ils sont un paquet aux USA — qui font la fête après leur semaine de boulot. Ils sont bien dans leur peau et vont s'amuser. C'est tout. Ils ne deviendront pas alcooliques pour autant. A ce propos, ça ne sert à rien de se mettre la tête dans le sable: là où l'alcool devient un fléau, c'est quand il devient une habitude comme d'avalier chaque matin des petits blancs avant d'aller au travail. Ça oui, c'est le mauvais pli, qu'on peut expliquer par des causes psychologiques ou sociologiques. L'important c'est de ne pas devenir le serviteur de l'alcool, de savoir le maîtriser. Les Américains disent à peu près ça: ne jamais dépasser le seuil au-delà duquel on ne peut plus vaquer à ses occupations quotidiennes. D'accord, la marge est peu



Youenn Gwernig aux côtés de Xavier Grall, lors d'une émission d'Apostrophes de Bernard Pivot en 1977.

grande, mais à chacun de la définir, non?»

Des dinosaures plutôt hargneux

Discuter un bon bout de temps avec Youenn Gwernig, ça implique passer en revue — avec une joyeuse anarchie dans leur ordre d'arrivée — les sujets les plus divers. Allez savoir pourquoi, on s'est mis à un moment à parler de Napoléon 1^{er}, ce souverain-boucher mégalomane dont le racisme anti-français n'est plus à démontrer. «C'est marrant, j'en parle dans mon bouquin» dit Youenn. Et de retrouver rapidement l'extrait concerné, puis de le lire à haute voix. Cette lecture illustrant une conversation débridée se renouvellera à plusieurs occasions. La langue bretonne par exemple; pas besoin de prétexte pour en parler, mais une question sur RTB amènera son président à évoquer les tribulations linguistiques américano-bretonnes d'un de ses personnages, pas piquées des hannetons.

Radio-Tele-Brezhoneg... «En ce moment, c'est plutôt l'attente, vu que ce qu'on réclame était en grande partie dans le programme électoral de la nouvelle majorité. Si la «Radio-Finistère» (3) qui se monte devient vraiment comme on nous l'a présentée — c'est-à-dire du patron au technicien, faite par des gens du pays, avec une part comparable pour le Breton et le Français —, si c'est effectivement nous qui la contrôlons, tout parachutage et téléguidage parisiens étant exclus, la langue bretonne commencera à se porter un peu mieux, c'est certain. Car les émissions en breton sont écoutées: c'est un sacré moyen pour que la langue progresse. On attend aussi de voir les effets du protocole d'accord signé entre Guy Thomas (PDG de FR3) et Michèle Cotta (PDG de Radio-France), qui prévoit que l'équipe de Brest de Radio-Armorique sera intégrée à cette radio et qu'il y aura collaboration entre elle et FR3 Rennes. C'est sûr que l'idéal serait une chaîne radio et télé entièrement en breton, mais on n'en est pas encore là. Il faudrait aussi que non seulement ce qu'on nous a promis se réalise, mais que l'existence d'une telle radio soit en adéquation avec les décisions devant être prises en matière de décentralisation. Ça me paraît logique qu'un moyen d'expression comme celui-là, pour qu'il soit vraiment utilisé, existe dans un contexte qui s'accorde avec lui. Je pense à la mise en place de moyens permettant la création bretonne, dans tous les domaines artistiques et culturels, et aussi bien en français qu'en breton. Je pense aussi à l'enseignement, qu'il faut sortir de sa marginalité, de la langue bretonne».

Selon Youenn Gwernig, cette «harmonie» répond à l'objectif à long terme pour la Bretagne qui est une forme d'autonomie. Pas évident qu'elle arrive tout de suite, celle-là. Il s'en explique en commençant par un retour en arrière. «Giscard a complètement déconné. Soit-disant que c'est quelqu'un de très intelligent, moi j'en ai pas l'impression. Il a joué sur la nostalgie des Français pour la monarchie, mais il en a trop fait: il a pris les gens pour des imbéciles. C'est vrai que maintenant, on est du bon côté de la barricade. Il faut rester vigilant

parce qu'il y a de drôles de zèbres qui restent en place, des dinosaures plutôt hargneux. Et puis, il ne faut pas se démobiliser. Garder un esprit critique: si la gauche ne sait pas se critiquer, elle-même, c'est plus la peine. On parle du changement. Pour qu'il soit solide, permanent, il ne pourra vraiment s'opérer que dans l'esprit des gens. C'est ça qui est le moins évident et qui nous conseille d'attendre un peu. D'un autre côté, «attendre pour obtenir» c'est une mentalité qu'il faudrait changer. La licence de breton, on l'a attendue, mais elle n'a pu être obtenue, plus exactement arrachée, que de haute lutte. Pour ça, il a fallu des initiatives, de l'imagination, et elles manquent parfois. Elles sont pourtant toujours nécessaires: quand on n'arrive pas à obtenir ce qui est notre droit le plus strict, ce doit-il faut bien finir par le prendre».

Sans jouer des coudes

Avec l'arrivée de la pénombre dans le bureau, les objets perdent leur forme peu à peu. L'étui à guitare avec sa couleur noire est carrément tombé dans l'oubli. Il n'a pas été ouvert de la journée. Depuis quelques mois, il faut dire que ce n'est pas tellement la période. Pas évident d'écrire des centaines de pages et d'aligner de concert des notes sur les partitions d'un tour de chant à venir.

S'il s'oriente de plus en plus vers l'écriture, Youenn Gwernig n'entend cependant pas lâcher la musique et la poésie. La sortie d'un disque est prévue pour cette année. «Tu sais, en fin de compte, j'ai jamais beaucoup tourné. Quand je suis revenu en Bretagne en 69, je suis arrivé dans un mouvement, un bouillonnement et je ne me suis pas trop fait tirer l'oreille pour me laisser embarquer là-dedans — sans pour autant jouer des coudes dans la profession. Et puis, j'avais écrit pas mal de chansons, et avant de partir je faisais de la musique avec pas mal de gens. En 45, j'étais sonneur et en 55, avec Glenmor, on avait monté un groupe. On jouait une opérette en langue bretonne (Genovefa) dont la musique était signée Pierre-Yves Moign. Mais on n'avait pas de fric: on l'a jouée une seule fois près de Morlaix dans un hangar agricole devant un public de paysans. Ensuite, on a fait une tournée qu'on a appelée Breizh-a-gan (Bretagne qui chante) dans les milieux ruraux. On s'est vraiment pas ennuyé».

Autre anecdote. Dans les années 70, un journaliste interviewait Youenn Gwernig et lui posait la question suivante: «En vérité, est-ce que vous n'avez pas pris le train en marche?» Réponse d'une des nombreuses personnes qui entouraient l'enfant de Scaër: «A mon avis, ce serait plutôt maintenant que le train commence juste à le rattraper!» L'éclat de rire de Youenn qui suit ce rappel montre, s'il en était besoin, que le naturel a depuis un bout de temps pris chez lui sa vitesse de croisière, à savoir le grand galop.

Pierre Gallais.

(1) On va s'en tenir là pour le synopsis, histoire de ne pas avoir trop d'ennuis avec l'éditeur (NDLR).

(2) Les trois éditions prévues du roman.

(3) Lancée par Radio-France, elle doit démarrer en avril de cette année.

B.D.

LA CAVE... CRIMES GRAPHIQUES



«Aarghh!...» proteste un barbu chauve à lunettes, suite à la projection d'une plume acérée qui vient de lui transpercer l'abdomen. C'est l'un des quelques «crimes graphiques» perpétrés dans le n° 0 de «la Cave», journal pour l'instant finistérien, plein de BD et de nouvelles. D'un format entre le standard et le poche (18x27 cm), il prend le parti-pris de n'en avoir justement aucun. A savoir que ça part de tous les côtés, ça délire pas mal, ça joue sur les mots et les idées, ça agace, étonne et fait rigoler. Ça peut néanmoins être mis entre toutes les mains, mais vu le faible tirage initial, ce n'est pas encore possible. A souligner la qualité des dessins. Le n° 1, nettement plus étoffé, sort ce mois-ci. On peut le trouver dans les bistros, troquets et autres débits de boissons du département, sans oublier les librairies, ayant fait le bon choix de garnir leurs rayons de bandes dessinées.

Art et Musique

Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST
Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
de musique

Librairie musicale

B.D. BIGOUDENE: UNE PREMIÈRE



Première bande dessinée bigoudène «Superbigou» est d'abord une BD d'aventures. Elle en a toutes les caractéristiques: voyage, courses, bagarres, recherches, suspens, dominant durant cet épisode du vieux conflit entre Bigoudens et Glaziks. «Superbigou» se lit avec d'autant moins d'ennui qu'un trait précis utilise le noir et le blanc, jouant avec nuance ou force dans l'opposition des deux couleurs. L'œil est d'emblée attiré et embrasse rapidement le moindre détail. L'ambiance ainsi créée ne subit aucune cassure au fil des planches.

Les exploits de Tan'Marjan — laquelle ne dédaigne pas à l'occasion de s'envoyer un bon coup de Startijenn derrière la cravate pour les réaliser — sont d'autre part bien

localisés. Des réalités du pays Bigouden apparaissent tant par ses ports, ses habitants que surtout, par la langue qu'on y parle. Les lecteurs bretonnants en goûteront le sel, les autres le devineront, les textes des bulles étant en grande partie compréhensibles. Quant aux adeptes de l'argot, ils en auront leur content avec la présence — bien intégrée au scénario — d'une titi parisienne en vacances, pas dégueu pour deux ronds et plutôt bidonnante.

Superbigou — Album de 45 pages — en vente en librairie ou par correspondance chez l'auteur: Pierre Stéphan, rue de la Gare, 29138 Plobannaec, Lesconil (joindre un chèque de 30 F). Diffusion Breizh, 29135 Spézet.



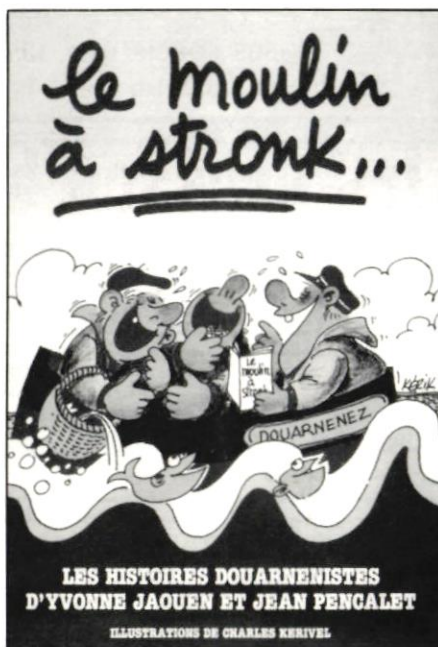
LE MOULIN A STRONK

Le moulin à stronk, c'est une sorte de hachoir qu'on trouve sur les bateaux douarnenistes et qui sert à broyer les déchets de poissons qu'on utilise pour appâter. Mais ce qui est mouliné ici, ce n'est pas de la tripe de maquereaux ou de la rogne, mais des histoires. Les histoires douarnenistes d'Yvonne Jaouen et Jean Pencalet, illustrées par Charles Kerivel, l'auteur bien connu du «Termajichez les Penn Sardin» et du «Bonomig tal ar groas». Ce bouquin c'est le cadeau de Noël de l'équipe de «Champilla», une sorte de fanzine publiée depuis quelques années par un club de poètes et de raconteurs d'histoires douarnenistes.

Yvonne Jaouenn est la femme d'un artisan de Ploaré, qui a depuis quelques temps éprouvé le besoin d'écrire des histoires, plus ou moins arrangées et transposées, sur des gens qu'elle a connus, sur ses souvenirs, sur la vie vécue du peuple à Douarnenez. Une conteuse, dans l'authentique tradition orale, qui a su s'adapter avec bonheur au temps du papier. Les histoires de Jean Pencalet sont plus composées, plus construites, avec un peu moins de tendresse pour les gens, peut-être aussi. Mais tel quel le mélange est réussi. La saveur du parler douarneniste un peu de français, un peu de breton, un tas d'expres-

sions imagées et le tout passé au moulin à stronk, c'est simple: rien qu'à lire on entend l'accent.

Mais cela va aussi plus loin, ce n'est pas seulement une question de forme et de langage et du plaisir un peu nombrilique que procurent les

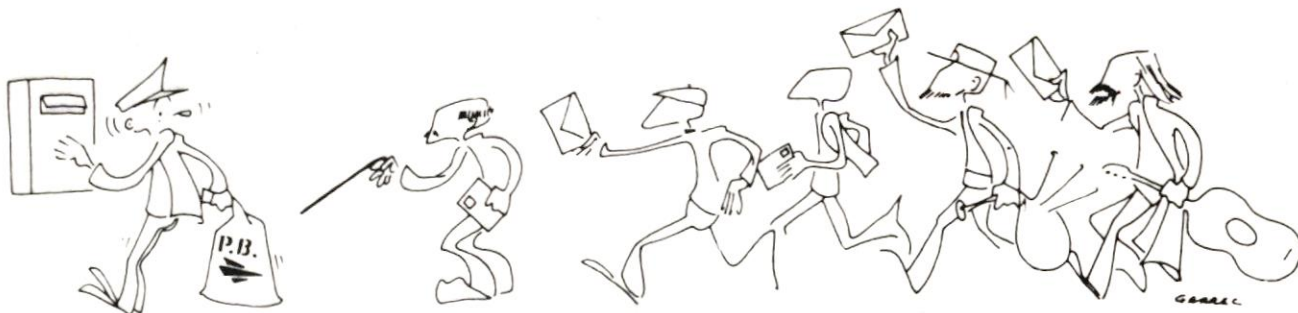


signes de reconnaissance de la tribu: les histoires sont bonnes, vraiment bonnes. Celle où la grand-mère de Tin-Bihan réinvente pour sécher les larmes du mioche la légende du Père-Noël par exemple, cela doit faire rire tout le monde, douarneniste ou autre... A moins peut-être que la vraie différence culturelle porte sur ce qui fait rire ou pas...

J.L. F.

BUDDY LONGWAY ET JONATHAN EN BRETON

Une adaptation en breton des aventures de Buddy Longway et de Jonathan (Ed. du Lombard) a été réalisée par l'association Keit Vimp Beo. Cette collection vient poursuivre le travail déjà fait dans ce domaine (Astérix et Lucky Luke). Le premier album de Jonathan, intitulé Chinook, paraît ce mois-ci. On peut le commander par chèque libellé à l'ordre de l'association (sise à la MJC de Bric de l'Odet) pour un prix de souscription: 18 F l'exemplaire, 50 F les trois, 80 F les 5.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat

Eclectisme

J'ai découvert le Peuple Breton grâce à des membres de Diwan que j'ai aidés l'été dernier. Je retrouve dans ce journal la volonté de faire valoir nos origines celtiques qui ne peuvent véritablement exister que dans un régime politique soucieux des libertés de l'individu et de la justice sociale.

Ma condition actuelle m'éloigne au contraire de ce qui me rapproche de l'UDB; je suis en Math-sup. à Chateaubriand (Rennes): non pas que l'ambiance soit invivable (l'esprit d'équipe prédomine largement celui de compétition) mais parmi les 37 technocrates en herbe que nous sommes, seuls 5 d'entre-nous n'approuvent pas les programmes électro-nucléaires, et sociétés policières qui s'ensuivent, plus rares encore sont ceux d'entre-nous à se préoccuper de l'avenir de la langue bretonne...

Alain Maurice, La Forêt-Fouesnant.

Strollad ar vro bagan: lettre ouverte à FR3-Rennes

La troupe de théâtre bretonnante Ar Vro Bagan (Kreac'h ar C'hamm, 29232 Plouguerneau) a participé en fin juillet 1981 au tournage d'une émission Breiz O Veva de FR3 produite par Mlle Rozenn Vilin et réalisée par M. Michel Treguer. On nous avait demandé à cette occasion de jouer 2 ou 3 sketches, qui devaient être inclus dans cette émission. Nous avions retenu en particulier un sketch intitulé CRS-bouffon où un groupe de 5 CRS racontait à leur façon Plogoff et le nucléaire. Ce sketch, engagé politiquement, avait été vu en répétition par le réalisateur et la productrice de l'émission qui avaient accepté de le filmer tel quel et de le faire figurer tel quel dans cette émission.

Le 14 novembre 1981, cette émission intitulée Première Emission Bri (Breiz 1) paraît sur le petit écran. Le fameux sketch est ramené à une demi-minute de temps d'antenne! Quelles en sont les raisons? Un son de cloche nous affirme qu'en haut lieu, à savoir la Direction Régionale des Programmes, on a refusé de diffuser une séquence étiquetée «lubrique et faisant allusion de façon comique à l'actuel gouvernement et en particulier à l'actuel président». Un autre son de cloche nous soutient qu'il n'y a eu aucune pression pour faire retirer de l'émission cette fameuse séquence et que le réalisateur est souverain à FR3.

Devant cette contradiction manifeste la troupe Ar Vro Bagan voudrait savoir ce qu'il en est exactement de cette affaire et exige des responsables de l'émission un complément d'information. Y a-t-il eu censure sur le style et sur le contenu de la séquence ou bien s'agit-il d'un abus de confiance de la part des responsables de l'émission qui malgré leur promesse de respecter l'intégrité du sketch l'ont honteusement mutilé?

A l'heure où il semble s'amorcer une régionalisation et une démocratisation des

médias, en particulier de la Radio-Télévision, il est regrettable de constater encore de tels procédés. Les revendications portant sur l'amélioration des horaires et sur l'augmentation notable du temps d'antenne, auxquelles la troupe Ar Vro Bagan se joint, ne sauraient suffire si elles ne portaient en plus sur la qualité des émissions, le respect de la création et des créateurs, et sur la liberté d'expression.

Pour la troupe Ar Vro Bagan,
Goulc'hann Kervella.

Cuba et ses «blanket-men»

Abonné de longue date à Pobl Vreizh, j'avais toujours l'habitude d'acheter le Peuple Breton au numéro, à chaque passage en Bretagne! Ci-joint cependant un chèque de 70 francs pour abonnement: les difficultés de la presse militante bretonne sont grandes... Permettez-moi de vous faire part d'une réflexion que m'a inspirée l'éditorial du numéro de septembre 81. Vous y évoquiez le passage d'un représentant de l'UDB à Managua et à la Havane comme preuve de la solidarité du parti avec les peuples d'Amérique Latine. Entièrement d'accord avec vous pour dénoncer la politique de Reagan, son appui scandaleux aux régimes sanguinaires du Guatemala, du Salvador, etc... pour protester contre les ingérences des USA sur le continent sud-américain...

Cela dit, je crois qu'il serait grand temps que la gauche-hexagonale et bretonne — en finisse avec le mythe de Cuba, révolution exemplaire. Pour ma part, trois raisons m'empêchent d'avoir pour Fidel Castro l'admiration que lui vouent souvent les gens qui se

veulent «progressistes»:

L'alignement servile de sa politique étrangère sur celle de l'URSS. Ce leader des «pays non-alignés» a approuvé bruyamment les interventions soviétiques en Tchécoslovaquie en 1968 et en Afghanistan.

Si Cuba était vraiment le «paradis socialiste» pourquoi des milliers de gens auraient-ils cherché à le fuir en se réfugiant dans les ambassades, il n'y a pas si longtemps? Comment croire, comme l'affirment les autorités qu'il s'agissait uniquement de «parasites», de «voyous» ou d'«homosexuels»?

Des sources dignes de foi — qu'on ne peut accuser de travailler pour la CIA — ont révélé les conditions de détention horribles des opposants ou dissidents emprisonnés qui refusaient d'être «rééduqués». Oui, les prisons castristes ont aussi leurs «blanket men», «non-conforming prisoners» qui refusent de porter l'uniforme des droits communs et qui vivent, survivent plutôt dans des conditions lamentables. Ayant protesté auprès des autorités britanniques, le ferons-nous aussi auprès des Cubains en faveur de gens dont le courage et la dignité ne me paraissent pas moins admirables que ceux des grévistes de la faim Irlandais? Ainsi, le poète Armando Valladares, détenu depuis l'âge de vingt ans, dans les geôles cubaines, a refusé de faire une «rétractation publique» qui lui aurait valu sa libération.

Que pense l'UDB de ce cas flagrant de violation des droits de l'homme dans un pays socialiste?

Ganeoc'h evit dazont hor Bro.

Elisabeth Coin-Caen.

CRÊPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouez ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

Iannion

les presses bretonnes

Z.I. « Les châtelets », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU

Auto - Incendie - Vie

UNE MUTUELLE POUR TOUS,
UN AGENT POUR VOUS



Cabinet BRUNIE-ELIES

2, rue Ernest-Renan
29200 BREST
Tél. 46.36.56

RESTAURANT - BAR Le Batel

Spécialités :

Fruits de mer - Poissons - Plats régionaux

23, rue Fautras 29200 BREST Tél. 44.51.02

DIRECTION : GÉRARD LE SANN

BEP DAOU VIZ E TEU INGAL « BREMAN » ER MAEZ. BEP 2 VIZ E VEZ KAVET 'BARZH KELEIER E BREZHONEG AES HA BEV DIWAR-BENN BUHEZ HA STOURMOU POBL VREIZH.

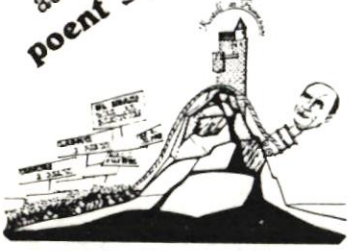
BEP 2 VIZ N'EO KET TRAWALC'H. UR WIR GAZETENN A RANKOMP KAOUT BEP MIZ, BEP PEMZEKTEZ, BEMDEZ.

€ gazetenn ar stourmoù e breizh

bremañ

niv. 6-7 eost-gwengolo 1981 8lur

an tu kleiz
aet 'barzh
poent sachañ,
tudoù!



NIVERENN DOUBL

Met evit-se eo ret kaout muioc'h a voneiz vihan o tont ingal : KOUMANANTOÙ.

Setu ar pezh 'zo dav kaout evit mont pelloc'h BREMAN.

BREMAN - 8, straed Hoche - 35000 ROAZHON
Koumanant : 30 L - Skoazell : 50 lur



BRULERIE DE CORNOUAILLE

ETABLISSEMENTS F. TANNEAU

Le spécialiste des cafés fins



BUREAUX ET TORRÉFACTION

Route d'Audierne

Tél. 87.62.81

29 S - PLONÉOUR-LANVERN

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT
D'INTERIEURS

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN / 29200 BREST
TEL. 02.00.33

colin

35, rue jean-jaurès, brest - t. 44.14.54

chemisier habilleur



Biel Le Vourc'h

29214 Landéda

Tél. 04.93.39

Bravoc'h ha gwelloc'h
tiez a vremen

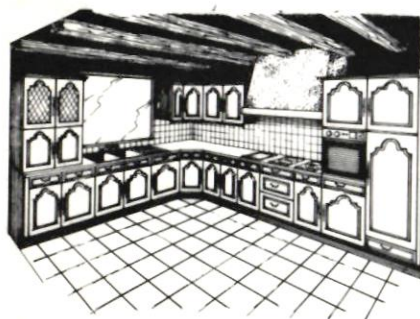
Constructions contemporaines

LE GUEN

UN MENUISIER DE MÉTIER

GUISSÉNY - Tél. 83.81.41

Route de Lesneven



Toujours pour mieux vous servir,
dans notre magasin entièrement réaménagé, vous trouverez :

- Des portes d'entrée, portes intérieures petits carreaux, portes à panneaux, toutes nos fabrications de menuiserie.
- Des cuisines aménagées avec nos modèles 81.
- Des salles à manger, des salons, des chambres tous styles.

CHOISISSEZ TRANQUILLEMENT DANS UN GRAND MAGASIN
OÙ DES GENS DE MÉTIER VOUS ATTENDENT

Ouvert de 8 h. à 18 h. 30
du lundi au samedi

cuisines L.G. Meubles LE GUEN S.C.M.A

EFFECTIVEMENT, MES CHERS ZAUDITEURS, NOUS NOUS TROU-
VONS AC-
TUELLE-
MENT EN
L'ÉGLISE
DE PLO-
VAN, OÙ
A LIEU
L'ENTER-
REMENT
DE LA
TOUTE
DERNIÈRE
BICOU-
DÈNE EN
COIFFE !



LE TOUT PLOVAN EST LÀ, PIEUSEMENT MASSÉ
SOUS LES VOUTES SÉCULAIRES... QUI COIFFÉ
D'UN WALK-
MAN... QUI
CHAUSSE
DE PATINS
À ROU-
LETTES...
CAR ON
SAIT QUE
CES DEUX
MODES
ONT IN-
VESTI
PLOVAN,
EN CE
MOIS DE
JANVIER
2022...



PLOVAN, DISAIS-JE, DEVENU LE CLOAQUE PESTI-
LENTIEL QUE L'ON SAIT... PARTOUT DES EMBOU-
TEILLAGES, DU BRUIT, DE LA CRASSE... PAR-
TOUT DES
ANONYMES
QUI RAMENT
COMME DES
MALADES
POUR LE
BLÉ... ANONY-
MAT DÈSE-
PÉRANT QUI
N'EST PAS,
HÉLAS ! SANS
ÉVOQUER CE
QUE FUT PA-
RIS, AU SI-
NISTRE SIÈCLE
DERNIER...



REPRIAN